



Banque Royale du Canada | Premier trimestre de 2016

Contribuer à la réussite des clients et à la prospérité des collectivités



Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2016

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 24 février 2016 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 447 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2016, du même ordre qu'un an plus tôt. Ce résultat rend compte de la hausse du bénéfice du secteur Gestion de patrimoine qui a bénéficié au cours du trimestre de l'intégration de notre acquisition de City National Bank (City National), conclue le 2 novembre 2015, laquelle a représenté un bénéfice de 53 millions de dollars; 107 millions de dollars⁽¹⁾ exception faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles de 31 millions après impôt et des coûts d'acquisition et d'intégration de 23 millions après impôt. Les résultats reflètent aussi des bénéfices records dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et une hausse des bénéfices dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie, lesquels ont été contrebalancés par une baisse des résultats des secteurs Assurances et Marchés des Capitaux. Nos résultats rendent aussi compte de l'incidence favorable de la conversion des devises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 0,31 % s'est accru de 7 points de base par rapport à l'an dernier, par suite de la faiblesse des prix du pétrole. Nous avons aussi annoncé aujourd'hui la majoration de notre dividende trimestriel de 0,02 \$, ou 3 %, à 0,81 % par action.

Comparativement au dernier trimestre, le bénéfice net a reculé de 146 millions de dollars ou 6 %, conséquence surtout des ajustements fiscaux nets favorables inscrits au trimestre précédent par les Services de soutien généraux. La hausse des bénéfices des secteurs Services aux investisseurs et trésorerie, Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux a été aussi atténuée par la baisse du résultat du secteur Assurances.

Nous avons maintenu un solide ratio de 9,9 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie, en baisse de 70 points de base par rapport au trimestre précédent, conséquence de la clôture de l'acquisition de City National.

« En dépit d'une conjoncture macroéconomique difficile, nous avons dégagé un solide bénéfice de 2,4 milliards de dollars pour le trimestre écoulé, et j'ai le plaisir d'annoncer une augmentation de 3 % de notre dividende trimestriel, a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. Dans le contexte que nous traversons actuellement, j'ai toutes les raisons de croire que le modèle d'affaires diversifié de RBC ainsi que la gestion disciplinée de ses risques et de ses coûts nous permettront de répondre aux attentes de nos clients tout en procurant une valeur durable à nos actionnaires. »

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 447 millions de dollars (stable par rapport à 2 456 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,58 \$ (en baisse de 0,07 \$ par rapport à 1,65 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires⁽²⁾ de 15,3 % (en baisse de 400 points de base par rapport à 19,3 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,9 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en hausse de 30 points de base par rapport à 9,6 %)

(1) Le résultat de City National excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles, ainsi que les coûts d'acquisition et d'intégration, est une mesure hors PCGR qui permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

(2) Cette mesure n'a pas de sens normalisé au titre des PCGR. Pour un complément d'information, on se reportera à la rubrique *Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR* dans le présent rapport.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 447 millions de dollars (en baisse de 6 % par rapport à 2 593 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,58 \$ (en baisse de 0,16 \$ par rapport à 1,74 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 15,3 % (en baisse de 260 points de base par rapport à 17,9 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,9 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en baisse de 70 points de base par rapport à 10,6 %)

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	13	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	55	Information financière supplémentaire
2	Rapport de gestion	15	Gestion de patrimoine	56	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	17	Assurances	56	Sommaire des méthodes comptables et des estimations
2	Vue d'ensemble et perspectives	18	Services aux investisseurs et trésorerie	56	Changements de méthodes comptables et informations à fournir
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	19	Marchés des Capitaux	56	Changements futurs des informations et directives réglementaires
3	Faits saillants financiers et autres	20	Services de soutien généraux	57	Contrôles et procédures
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	21	Résultats par secteur géographique	57	Transactions entre parties liées
6	Principaux événements de 2016	22	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	58	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
7	Rendement financier	24	Situation financière	59	États financiers intermédiaires résumés (non audité)
7	Vue d'ensemble	24	Bilans résumés	64	Notes annexes (non audité)
11	Résultats des secteurs d'exploitation	25	Arrangements hors bilan	91	Renseignements à l'intention des actionnaires
11	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	27	Gestion du risque		
11	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	27	Risque de crédit		
		35	Risque de marché		
		41	Risque de liquidité et de financement		
		50	Gestion du capital		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2016 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2015. Le présent rapport de gestion, daté du 23 février 2016, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2015. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2015, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act de 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2015 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016; la faiblesse des cours du pétrole et du gaz; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; l'exposition à des secteurs plus volatils, notamment les prêts liés au secteur immobilier commercial et au financement avec endettement; la cybersécurité; la lutte contre le blanchiment d'argent; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements; le risque fiscal et la transparence; et le risque environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2015, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2015, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble et perspectives

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons plus de 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 37 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			Variation au 31 janvier 2016 par rapport au	
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2015	31 janvier 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	9 359 \$	8 019 \$	9 644 \$	1 340 \$	(285)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	410	275	270	135	140
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	829	292	1 522	537	(693)
Frais autres que d'intérêt	4 960	4 647	4 620	313	340
Bénéfice avant impôt	3 160	2 805	3 232	355	(72)
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$	(146)\$	(9)\$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 290 \$	1 270 \$	1 255 \$	20 \$	35 \$
Gestion de patrimoine	303	255	230	48	73
Assurances	131	225	185	(94)	(54)
Services aux investisseurs et trésorerie	143	88	142	55	1
Marchés des Capitaux	570	555	594	15	(24)
Services de soutien généraux	10	200	50	(190)	(40)
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$	(146)\$	(9)\$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$	(0,15)\$	(0,07)\$
– dilué	1,58	1,74	1,65	(0,16)	(0,07)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	15,3 %	17,9 %	19,3 %	(260) p.b.	(400) p.b.
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,31 %	0,23 %	0,24 %	8 p.b.	7 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations (3)	0,59 %	0,47 %	0,46 %	12 p.b.	13 p.b.
Ratio de liquidité à court terme (4)	122 %	127 %	s.o.	(5)	s.o.
Ratios de capital, ratio de levier et coefficients					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,9 %	10,6 %	9,6 %	(70) p.b.	30 p.b.
Ratio du capital de première catégorie	11,3 %	12,2 %	11,0 %	(90) p.b.	30 p.b.
Ratio du capital total	13,4 %	14,0 %	13,0 %	(60) p.b.	40 p.b.
Ratio de levier	4,0 %	4,3 %	3,8 %	(30) p.b.	20 p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	1 200 352 \$	1 074 208 \$	1 086 695 \$	126 144 \$	113 657 \$
Valeurs mobilières	233 711	215 508	230 723	18 203	2 988
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	516 186	472 223	448 210	43 963	67 976
Actifs liés aux dérivés	132 560	105 626	150 564	26 934	(18 004)
Dépôts	769 568	697 227	654 707	72 341	114 861
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	63 111	57 048	51 314	6 063	11 797
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	61 450	55 800	49 250	5 650	12 200
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total	462 449	413 957	407 934	48 492	54 515
Biens sous gestion (5)	561 500	498 400	485 700	63 100	75 800
Biens administrés (5), (6)	4 823 200	4 609 100	4 729 300	214 100	93 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 486 560	1 443 992	1 442 591	42 568	43 969
– moyenne diluée	1 495 035	1 450 405	1 449 419	44 630	45 616
– à la fin de la période	1 486 631	1 443 423	1 442 592	43 208	44 039
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,79 \$	0,79 \$	0,75 \$	– \$	0,04 \$
Rendement de l'action (7)	4,4 %	4,3 %	3,9 %	10 p.b.	50 p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	72,55 \$	74,77 \$	71,74 \$	(2,22)\$	0,81 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	107 855	107 925	103 492	(70)	4 363
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	76 380	72 839	73 332	3 541	3 048
Nombre de succursales	1 430	1 355	1 365	75	65
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 900	4 816	4 913	84	(13)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période (9)	0,728 \$	0,758 \$	0,839 \$	(0,030)\$	(0,111)\$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,714 \$	0,765 \$	0,787 \$	(0,051)\$	(0,073)\$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) En date du premier trimestre de 2016, le montant brut des prêts douteux comprend un montant de 636 millions de dollars lié au portefeuille de prêts dépréciés acquis (PDA) obtenu dans le cadre de l'acquisition de City National, ce montant étant couvert à plus de 90 % par des accords de partage de pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). L'acquisition de ces PDA a accru de 9 points de base le ratio du montant brut des prêts douteux du premier trimestre de 2016.
- (4) Le ratio de liquidité à court terme est une nouvelle mesure réglementaire s'inscrivant dans le cadre de l'accord de Bâle III, que nous calculons conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2015, nous avons adopté le ratio de liquidité à court terme de manière prospective, et ce ratio ne s'applique pas aux périodes précédentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (6) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés se chiffrant respectivement à 20,4 milliards et 9,7 milliards de dollars (21,0 milliards et 8,0 milliards de dollars au 31 octobre 2015; 23,2 milliards et 7,6 milliards de dollars au 31 janvier 2015).
- (7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (8) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (9) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 23 février 2016

Les prédictions et les prévisions présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Canada

L'économie canadienne a légèrement progressé de 0,3 % en novembre 2015 après avoir stagné en octobre et reculé de 0,5 % en septembre. Nous prévoyons que l'économie canadienne demeurera stable au quatrième trimestre civil, étant donné que la reprise de novembre n'est pas parvenue à totalement annuler les effets du contexte léthargique. Pour l'année civile 2015, la croissance devrait être de 1,2 %, ce qui cadre avec nos estimations au 1^{er} décembre 2015. La vigueur du marché du travail en 2015, conjuguée à des prix peu élevés pour le carburant, a soutenu les dépenses à la consommation pendant un autre trimestre. Le marché de l'habitation est resté solide au cours de ce trimestre civil en dépit d'une régression des mises en chantier domiciliaires en décembre 2015, tandis que le marché de la revente a progressé de 5,5 % en 2015 par rapport à 2014. Le taux de chômage au pays a légèrement augmenté, pour s'établir à 7,2 % en janvier 2016, comparativement à 7,1 % en décembre 2015, la population active ayant progressé plus rapidement que le marché du travail. En Alberta, le taux de chômage a atteint 7,4 % en janvier 2016 (contre 7,0 % en décembre 2015), du jamais vu en 20 ans. Le déclin continu des cours du pétrole et la divergence des attentes des marchés à l'égard des révisions des taux d'intérêt par la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine ont exercé des pressions à la baisse sur le dollar canadien. La dépréciation du dollar canadien, combinée à une solide demande aux États-Unis, a favorisé les exportations pendant le dernier mois de l'année. La Banque du Canada a maintenu à 0,5 % son taux de financement à un jour en janvier 2016, estimant que les risques par rapport aux perspectives d'inflation étaient équilibrés et qu'un virage de l'activité économique s'amorçait déjà vers des secteurs non liés aux ressources.

Compte tenu des vents macroéconomiques contraires qui sévissent à l'heure actuelle, y compris la révision à la baisse des cours du pétrole prévus pour 2016, nous prévoyons que l'économie canadienne pourrait s'accroître de 1,8 % au cours de l'année civile 2016, ce qui est inférieur à notre estimation de 2,2 % du 1^{er} décembre 2015. La conjoncture du marché de l'habitation est actuellement mitigée, et les provinces productrices de pétrole continueront vraisemblablement de subir des pressions dans un contexte de bas prix du pétrole persistant. Il se pourrait également que des marchés parmi les plus robustes, comme Toronto, voient leurs ventes régresser à mesure que les capacités financières seront poussées à leurs limites. Il est probable que les sociétés énergétiques réduisent leurs investissements en 2016, même si le cours du pétrole devrait remonter légèrement au deuxième semestre sous l'effet du repli de l'offre amené par la nouvelle chute du nombre de puits actifs et, par ricochet, de la baisse globale de la production. Vu que le raffermissement attendu des exportations devrait permettre de compenser un éventuel repli plus prononcé du secteur énergétique, nous prévoyons que la Banque du Canada maintiendra son taux de financement à un jour à 0,5 % tout au long de l'année civile 2016.

États-Unis

L'activité économique a ralenti au quatrième trimestre civil de 2015 par rapport aux deux trimestres civils précédents, et s'est accrue au taux estimatif de 0,7 %, en raison d'un affaiblissement des exportations, d'une plus grande modération des investissements dans les stocks et d'un ralentissement des dépenses de consommation. Le recul des exportations nettes est attribuable à l'appréciation du dollar américain et à une diminution dans l'ensemble des échanges commerciaux. Le marché du travail est demeuré stable et le taux de chômage de 4,9 % en janvier 2016 s'est rapproché du taux de plein-emploi. Le marché de l'habitation continue de s'améliorer, avec des mises en chantier qui, en 2015, ont atteint un sommet de sept ans. En dépit de l'amélioration des marchés du travail et de l'habitation, la Réserve fédérale a maintenu une politique de prudence en janvier 2016 et maintenu son taux directeur dans une fourchette de 0,25 % à 0,5 %.

Pour l'année civile 2016, nous estimons que l'économie américaine croîtra de 2,3 %, ce qui est inférieur à notre estimation précédente de 2,8 % au 1^{er} décembre 2015, le regain du marché du travail devant favoriser la croissance des dépenses de consommation et des marchés de l'habitation, alors que cette croissance pourrait être ralentie par les exportations nettes. Nous nous attendons en outre à une reprise modérée des investissements d'entreprises au cours de l'année civile 2016, le maintien de la croissance aux États-Unis devant pousser les entreprises à accroître leur capacité, malgré les pressions qui continueront de s'exercer sur les producteurs énergétiques et de freiner l'activité.

Europe

L'activité économique a poursuivi son redressement dans la zone euro, et sa croissance pour le quatrième trimestre civil de 2015 a été de 0,3 %. Pour l'année civile 2015, l'économie a progressé de 1,5 %, soit un taux cadrant avec la croissance de 1,5 % que nous avons estimée précédemment et supérieur au taux de 0,9 % de 2014. La politique monétaire expansionniste de la Banque centrale européenne (BCE), la baisse des prix de l'énergie et l'affaiblissement de l'euro devraient favoriser le rythme de croissance en 2016. Le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis septembre 2011 et, en décembre 2015, il était de 10,4 %, contre 10,6 % en septembre 2015. La BCE a poursuivi son *Programme d'achat de titres du secteur public* (PATSP) en achetant, chaque mois, pour une valeur maximale de 60 milliards d'euros, une combinaison de titres du secteur public, de titres adossés à des actifs et d'obligations sécurisées libellés en euros.

Nous prévoyons que l'économie de la zone euro croîtra à un rythme légèrement plus rapide de 1,7 % pour l'année civile 2016, à mesure que les retombées des activités de relance de la BCE feront sentir leurs effets et que le cours de l'euro s'affaiblira. Cependant, les récentes perturbations ayant resserré les conditions financières, nous nous attendons à ce que la BCE engage, pour contrer ce mouvement indésirable des marchés, de nouvelles mesures de stimulation de l'économie en abaissant son taux de dépôt de -0,3 % à -0,4 %.

En décembre, la BCE a annoncé une prolongation de six mois du PATSP. Aucune autre prolongation n'est prévue pour le moment.

Marchés financiers

En ce qui concerne les actions, les indices au Canada, aux États-Unis, dans la plupart des grandes économies européennes et en Asie ont continué d'afficher une volatilité accrue au cours du premier trimestre, reflétant en cela la faiblesse des prix du pétrole dans le monde, la divergence des politiques monétaires des grandes banques centrales et la léthargie continue du secteur manufacturier en Chine en dépit des mesures de redressement énergiques mises en place par la banque centrale de Chine. Au Canada comme aux États-Unis, les rendements des obligations d'État à long terme ont fluctué au cours du trimestre considéré. Cependant, dans les deux cas, le rendement de référence des obligations d'État à dix ans a clôturé le trimestre en baisse par rapport au trimestre précédent. La majoration de taux tant attendue de la part de la Réserve fédérale américaine est survenue en décembre 2015, soit sept ans après que les taux eurent été pour la première fois abaissés à des niveaux d'urgence au moment de la crise financière. Les écarts de taux sur les obligations de sociétés sont généralement restés stables tout au long du trimestre, alors qu'ils s'étaient élargis au trimestre précédent. Les prix du pétrole brut ont atteint un creux de 13 ans, ce qui n'a fait qu'ajouter aux appréhensions à l'égard de la croissance de l'économie mondiale. Ce déclin continu des prix tient à des craintes d'offre excédentaire, à la fin des sanctions économiques à l'encontre de l'Iran et au ralentissement de la croissance en Chine. Les cours des métaux non précieux ont poursuivi leur repli par suite du ralentissement de la croissance mondiale et du niveau élevé des stocks.

Comme quoi les vents macroéconomiques contraires dont il est question plus haut, venant notamment de la faiblesse continue des prix du pétrole, de la croissance au ralenti de l'économie mondiale et des réductions que pourrait opérer la Banque du Canada dans son taux de financement à un jour, pourraient modifier nos perspectives et se répercuter sur nos résultats (notamment par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de détail et de gros et par l'incidence de la conjoncture économique générale et des conditions du marché dans les régions où nous exerçons nos activités) pour le reste de l'exercice 2016 et les périodes à venir.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller l'actualité réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer notre conformité aux nouvelles exigences et d'atténuer les répercussions défavorables d'ordre commercial ou économique qu'elles pourraient avoir. Ces répercussions pourraient découler de la mise en œuvre de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Les nouvelles réalités de l'heure comprennent les modifications qui continuent d'être apportées aux normes visant le capital et les liquidités à l'échelle mondiale comme au pays, les réformes concernant les dérivés hors cote, les initiatives visant à accroître les exigences s'appliquant aux institutions d'importance systémique dans le secteur financier, ainsi que les modifications apportées aux régimes de résolution mis en place en matière de recapitalisation interne et de capacité totale d'absorption des pertes. Nous poursuivons également la mise en œuvre des réformes adoptées en vertu de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi Dodd-Frank) aux États-Unis, dont celles liées à un nouveau régime de surveillance des sociétés de portefeuille et les organisations bancaires étrangères (la « règle s'appliquant aux opérations bancaires étrangères », intitulée *FBO Rule*).

Le 2 novembre 2015, notre société de portefeuille aux États-Unis, RBC USA Holdco Corporation, est devenue une société de portefeuille bancaire américaine et a donc été assujettie à certaines exigences du pays du fait de l'acquisition par RBC de City National Bank Corporation, une institution de dépôts garantis américaine. Nous nous sommes conformés depuis aux exigences de société de portefeuille bancaire américaine et sommes en voie d'achever la constitution d'une société de portefeuille intermédiaire américaine aux termes de la règle s'appliquant aux opérations bancaires étrangères et de rehausser nos pratiques existantes en vue de mettre en place la gouvernance et l'infrastructure nécessaires pour observer le reste des exigences propres aux États-Unis pour cette société de portefeuille intermédiaire à mesure qu'elles prendront effet d'ici à 2018. Ces exigences recouvrent notamment l'obligation de planification du capital de la Réserve fédérale, à l'égard de laquelle cette dernière a accordé un délai supplémentaire de un an (à savoir jusqu'au 1^{er} janvier 2017) pour que notre société de portefeuille intermédiaire se mette en conformité, ainsi que l'obligation de la Réserve liée à la simulation de crise (dont le délai a aussi été reconduit de un an, cette fois jusqu'au 1^{er} janvier 2018).

RBC a engagé, et continuera d'engager, des coûts aux fins de la conformité à ces exigences supplémentaires en matière d'information financière, de gestion des risques et de gouvernance aux États-Unis, et il se pourrait qu'elle bénéficie d'une moins grande souplesse à l'égard de ses activités de planification du capital et des liquidités qui étaient dans le passé gérées à l'échelle mondiale. Nous ne nous attendons pas à ce que ces règles aient une incidence significative sur nos résultats globaux.

Des régimes de recapitalisation interne continuent d'être mis en place dans divers pays par suite de la crise financière de 2008, afin de limiter le risque que les contribuables soient exposés aux pertes que pourrait subir une institution en sérieuse difficulté et de s'assurer que les actionnaires et les créanciers de l'institution continuent d'assumer la responsabilité de telles pertes. L'ancien gouvernement fédéral conservateur avait proposé un régime de « recapitalisation interne » pour les six banques d'importance systémique intérieure, lequel aurait conféré au gouvernement fédéral le pouvoir d'annuler de façon permanente les actions ordinaires existantes d'une banque d'importance systémique intérieure ou de convertir sa dette de premier rang à long terme en actions ordinaires une fois que l'institution ne serait plus viable. Des exigences accrues en matière d'absorption des pertes auraient également été appliquées afin de s'assurer que les banques touchées maintiennent des fonds propres suffisants pour absorber les conversions proposées. Il est difficile de savoir pour l'heure si le nouveau gouvernement libéral rétablira la proposition du gouvernement précédent et de déterminer l'incidence que les changements proposés pourraient avoir sur notre coût de financement.

Le 9 novembre 2015, le Conseil de stabilité financière a finalisé des normes internationales communes minimales relativement à la capacité totale d'absorption des pertes des banques d'importance systémique mondiale. Ces normes visent à mettre en place une stratégie de résolution consistant à déterminer le caractère adéquat de la capacité d'absorption des pertes des banques d'importance systémique mondiale, de manière à limiter les incidences sur la stabilité financière et à assurer la continuité des fonctions cruciales. En vertu des normes définitives, les banques d'importance systémique mondiale devront détenir un montant minimal de capital réglementaire (de première catégorie et de deuxième catégorie) ainsi qu'une dette à long terme non garantie qui, une fois réunis, représentent au moins 16 % de l'actif pondéré en fonction des risques, ce pourcentage devant atteindre 18 % d'ici 2022. En outre, les banques d'importance systémique mondiale devront maintenir une exposition du ratio de levier relativement à la capacité totale d'absorption des pertes correspondant à 6 % du dénominateur du ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III d'ici 2019, pour ensuite l'augmenter à 6,75 % d'ici 2022. RBC deviendra soumise à ces exigences accrues si elle est désignée comme une

banque d'importance systémique mondiale par le Conseil de stabilité financière dans le futur. Jusqu'à présent, ni RBC ni aucune autre banque canadienne n'ont été désignées comme des banques d'importance systémique mondiale. Nous ne savons pas comment ces normes seront intégrées dans un régime de recapitalisation interne qui pourrait être introduit au Canada. Le 30 octobre 2015, la Réserve fédérale a proposé des règles qui mettent en place des exigences en matière de capacité totale d'absorption des pertes, de dette à long terme et de société de portefeuille « saine » pour les banques d'importance systémique mondiale aux États-Unis et les sociétés de portefeuille intermédiaires de banques d'importance systémique mondiale autres qu'américaines. Pour le moment, RBC n'est pas couverte par cette proposition, mais notre société de portefeuille intermédiaire américaine pourrait être soumise à ces exigences propres aux États-Unis si elle est désignée comme banque d'importance systémique mondiale dans le futur.

Le 20 avril 2015, le département du Travail des États-Unis a publié une proposition visant l'établissement d'une norme fiduciaire uniforme devant s'appliquer aux prestataires de services de placement dans le cadre de certains régimes de retraite américains. Selon la proposition, la nouvelle règle imposerait de nouvelles exigences en matière de règlement et de coûts à ceux-là des courtiers et conseillers en placements de notre secteur Gestion de patrimoine aux États-Unis qui prodiguent des conseils individualisés en placement selon une norme de « pertinence » plutôt qu'une norme fiduciaire. La version finale de la règle devrait être publiée au printemps de 2016 et, selon la forme qu'elle prendra, son application pourrait entraîner des exigences de conformité supplémentaires pour les courtiers, les conseillers en placements et les clients de notre secteur Gestion de patrimoine aux États-Unis. Même si nous n'estimons pas que cela aurait de grandes conséquences sur notre résultat global, l'application de cette règle pourrait se répercuter sur les pratiques commerciales de notre groupe américain de Gestion de patrimoine et sur celles d'autres entreprises qui pourraient être concernées au même titre.

Le *Règlement relatif à la transparence des opérations de financement sur titres* introduit, à compter du 13 juillet 2016, plusieurs obligations liées à la « réhypothécatation » d'instruments financiers donnés en garantie par des contreparties basées sur le territoire de l'UE. Comme l'application de ces obligations débordait du seul cadre territorial européen, RBC est à évaluer les incidences qu'elles pourraient avoir sur les accords de garantie qu'elle a actuellement en place dans le monde.

À compter de juillet 2016, le *Règlement sur les abus de marché et la Directive relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché* qui l'accompagne s'appliqueront à toutes les entités de RBC basées sur le territoire économique européen. Le règlement étendra le champ d'application du régime actuel en matière d'abus de marché à tous les instruments financiers négociés sur un marché réglementé au sein de la Communauté européenne ainsi qu'à une gamme bien plus étendue de produits et d'activités (comme le « trading algorithmique », le « trading à haute fréquence » et les « indices de référence »). La directive fixera des normes minimales à respecter en matière de sanctions pénales, dont des « peines privatives de liberté », visant à sanctionner des « opérations d'initiés » et « manipulations de marché ». Le Royaume-Uni a toutefois décidé de s'en retirer.

Les réformes concernant les marchés des dérivés hors cote se poursuivent à l'échelle mondiale, et les gouvernements des pays membres du G20 mettent en œuvre leurs plans visant à transformer les régimes de fonds propres, les cadres réglementaires nationaux et les infrastructures des marchés où nous, ainsi que d'autres participants du marché, exerçons des activités. À l'instar d'autres banques canadiennes, nous avons connu une hausse des coûts de conformité liés à nos services bancaires de gros, ce qui pourrait avoir une incidence sur les clients et sur les revenus tirés des activités de négociation liées aux dérivés du secteur Marchés des Capitaux.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2015. Pour des renseignements détaillés sur notre cadre de gestion des risques et sur les activités mises en œuvre pour gérer les risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2015 et à ces mêmes rubriques du rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2016.

Principaux événements de 2016

Compagnie d'assurance générale RBC

Le 21 janvier 2016, nous avons annoncé la signature d'une entente stratégique de 15 ans avec Aviva Canada Inc. De plus, Aviva Canada fera l'acquisition de la Compagnie d'assurance générale RBC pour un montant de 582 millions de dollars, sous réserve de rajustements de clôture. La transaction devrait se conclure au troisième trimestre de 2016 sous réserve des conditions de clôture d'usage, dont la délivrance des approbations réglementaires requises. Le gain net après impôt tiré de la transaction est actuellement estimé à 200 millions de dollars. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

Certains services de gestion de patrimoine dans les Antilles

Le 4 novembre 2015, nous avons conclu une convention visant la vente de nos services de fiducie, de garde et d'administration des fonds dans les Antilles à SMP Partners Group, sous réserve des rajustements de clôture d'usage et de la délivrance des approbations réglementaires. La transaction devrait se clore au deuxième semestre de l'année civile 2016. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

City National Corporation

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank. La contrepartie totale de la transaction d'un montant de 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US) a été versée sous forme d'un montant en trésorerie de 3,4 milliards de dollars (2,6 milliards de dollars US), d'un nombre de 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC et de 360 millions de dollars (275 millions de dollars US) d'actions privilégiées de premier rang de RBC. City National a été regroupée avec le groupe américain de Gestion de patrimoine au sein du secteur Gestion de patrimoine. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net de 2 447 millions de dollars est resté relativement stable par rapport à un an plus tôt, Le bénéfice dilué par action de 1,58 \$ a baissé de 0,07 \$, tandis que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 15,3 % a baissé de 400 points de base par rapport à 19,3 % il y a un an. Le bénéfice dilué par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se sont tous deux ressentis de notre acquisition de City National en raison de l'émission d'actions ordinaires de RBC dont il est fait mention ci-dessus. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'établit à 9,9 %.

Nos résultats reflètent la hausse des bénéfices des secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ainsi que des écarts de change positifs, lesquels ont été contrebalancés par la baisse des bénéfices des secteurs Assurances et Marchés des Capitaux.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement du fait de la prise en compte de notre acquisition de City National, dont l'apport au résultat net s'est établi à 53 millions de dollars (voir le détail à la section portant sur le secteur Gestion de patrimoine aux pages 15 et 16). Cette augmentation est aussi attribuable à la baisse des coûts de restructuration de notre secteur Gestion de patrimoine – International, à la hausse issue de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients ainsi qu'aux avantages que nous avons tirés de nos activités de gestion de l'efficacité. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des honoraires liés au rendement semestriels, ainsi que par le recul des bénéfices par suite d'une diminution des volumes de transaction attribuable à la conjoncture défavorable des marchés.

L'augmentation du bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises tient essentiellement à une croissance marquée des volumes de vente et à la hausse des revenus tirés des services tarifés au Canada, ainsi qu'à l'augmentation des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une réduction des écarts de taux, une hausse des coûts de soutien à la croissance commerciale et une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et trésorerie est resté relativement stable. La hausse des résultats de la gestion des liquidités et du financement, les écarts de change positifs et l'augmentation des bénéfices liés aux dépôts de clients ont été pour la plupart neutralisés par une augmentation des investissements d'ordre technologique et par la diminution des commissions de services de garde.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux s'est replié surtout en raison de la baisse de nos résultats sur nos marchés mondiaux, de la baisse des résultats des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement par rapport aux niveaux élevés qu'ils avaient connus un an plus tôt, et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par une diminution de la rémunération variable et par la baisse du taux d'imposition effectif.

Le résultat du secteur Assurances s'est replié par suite surtout de la hausse des coûts liés aux sinistres, notamment dans le secteur des produits de rétrocession vie, et de la baisse du bénéfice trimestriel en raison d'un nouveau contrat de rente au Royaume-Uni comparativement à deux nouveaux contrats un an plus tôt.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est replié de 146 millions de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a baissé de 0,16 \$ tandis que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a reculé de 260 points de base par rapport à 17,9 % au dernier trimestre. Le bénéfice dilué par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se sont tous deux ressentis de notre acquisition de City National, comme il a été indiqué plus haut.

Nos résultats ont fléchi surtout par suite des ajustements fiscaux favorables nets inscrits au trimestre précédent. La hausse du bénéfice des secteurs Services aux investisseurs et trésorerie, Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux a été en partie contrebalancée par une baisse du bénéfice du secteur Assurances.

L'augmentation du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et trésorerie s'explique surtout par la progression des résultats tirés de la gestion des liquidités et du financement par suite de la stabilisation des écarts de taux. Ont aussi contribué à cette progression la hausse des résultats de nos contrats de change à terme et l'augmentation du revenu net d'intérêt par suite de l'augmentation des écarts de taux. En outre, les résultats du trimestre précédent avaient tenu compte d'ajustements fiscaux favorables.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a progressé principalement en raison de la prise en compte de notre acquisition de City National.

La hausse du bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises tient surtout à la croissance du bénéfice associée à des volumes accrus et à la hausse des revenus tirés des services tarifés au Canada, à la progression des bénéfices dans les Antilles et à la poursuite des avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficacité, facteurs en partie annulés par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par de plus faibles écarts de taux.

La progression du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux s'explique surtout par la hausse des résultats tirés des activités de négociation attribuable à une plus grande activité de la part des clients et à une légère amélioration des conditions du marché, par la baisse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, et par la hausse des résultats de nos Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. En outre, les résultats du trimestre précédent avaient tenu compte d'ajustements fiscaux favorables.

Le bénéfice du secteur Assurances est en baisse, étant donné que le trimestre précédent avait tenu compte d'ajustements actuariels favorables rendant compte des mesures prises par la direction et de la révision des hypothèses. La hausse des coûts liés aux sinistres au cours du trimestre écoulé a aussi contribué à cette baisse.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital.

Incidence du change

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis au taux de change moyen pour la période.

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015	Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	314 \$	75 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	13	6
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	27	3
Frais autres que d'intérêt	184	40
Impôt sur le résultat	30	9
Bénéfice net	60	17
Incidence sur le bénéfice par action :		
De base	0,04 \$	0,01 \$
Dilué	0,04	0,01

Le tableau ci-après illustre les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Dollar US	0,728	0,758	0,839
Livre sterling	0,496	0,496	0,544
Euro	0,677	0,681	0,704

(1) Les moyennes sont calculées à partir des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Revenu d'intérêt	6 056 \$	5 715 \$	5 702 \$
Frais d'intérêt	1 860	1 915	2 071
Revenu net d'intérêt	4 196 \$	3 800 \$	3 631 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)	1,71 %	1,67 %	1,74 %
Services de placement (2)	2 140 \$	2 025 \$	1 987 \$
Activité d'assurance (3)	1 159	717	1 892
Activités de négociation	90	(203)	340
Services bancaires (4)	1 092	1 127	995
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	374	350	445
Autres (5)	308	203	354
Revenus autres que d'intérêt	5 163 \$	4 219 \$	6 013 \$
Total des revenus	9 359 \$	8 019 \$	9 644 \$
Information supplémentaire			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	638 \$	640 \$	540 \$
Revenus autres que d'intérêt	90	(203)	340
Total des revenus tirés des activités de négociation	728 \$	437 \$	880 \$

(1) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(3) Comprend les primes d'assurance, les revenus de placement et les honoraires. Les revenus de placement reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(4) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.

(5) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et la quote-part des bénéfices des entreprises associées.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total des revenus a diminué de 285 millions de dollars ou 3 % par rapport à un an plus tôt, résultat qui tient compte de la variation négative de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 738 millions de dollars, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et l'incidence du change qui, pour le trimestre écoulé, a accru le total des revenus de 314 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 565 millions de dollars ou 16 %, par suite surtout de la prise en compte de notre acquisition de City National, et de la croissance marquée des volumes pour la plupart des segments du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des écarts de taux.

La marge nette d'intérêt a baissé de 3 points de base par rapport à il y a un an, par suite surtout de la faiblesse des taux d'intérêt et des pressions concurrentielles.

Les revenus tirés des services de placement se sont accrus de 153 millions de dollars, ou 8 %, par suite surtout de la prise en compte de notre acquisition de City National et de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. L'incidence favorable du change a aussi contribué à la hausse.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont diminué de 733 millions de dollars, ou 39 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des revenus liés à nos contrats de rétrocession, toutes deux largement compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été atténués par la croissance des activités dans le secteur Assurances – Canada.

Les revenus tirés des activités de négociation au titre des revenus autres que d'intérêt ont diminué de 250 millions de dollars, ou 74 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus d'activités de négociation inscrits au titre du revenu net d'intérêt et des revenus autres que d'intérêt, s'établit à 728 millions de dollars. Ce total a baissé de 152 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout du repli des activités de négociation d'actions par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an, lequel a été atténué par les incidences positives du change.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 97 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de l'augmentation des honoraires tirés des services de gestion et des revenus supérieurs tirés des opérations de change par suite de la hausse des volumes de transactions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont repliés de 71 millions de dollars, ou 16 %, par suite surtout du recul des activités de montage de prêts essentiellement aux États-Unis, et d'une diminution des activités de fusion et d'acquisition surtout au Canada. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence favorable du change.

Les autres revenus ont diminué de 46 millions de dollars, ou 13 %, étant donné que le résultat d'il y a un an tenait compte d'un profit à la vente d'un bien immobilier.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le total des revenus a augmenté de 1 340 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, du fait principalement de la prise en compte de notre acquisition de City National et de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance qui a été largement neutralisée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ont également contribué à cette augmentation la hausse des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe, de marchandises et de devises découlant de l'augmentation de l'activité des clients et de l'amélioration modérée des conditions du marché, ainsi qu'une hausse des activités de fusion et d'acquisition aux États-Unis liée à l'augmentation du nombre de mandats et à une augmentation des activités de montage de titres de participation. La croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par un moindre volume d'activité lié aux rentes d'assurance.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 140 millions de dollars, ou 52 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse des provisions constituées dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens sous l'effet du contexte de la faiblesse des prix du pétrole. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des provisions du secteur Gestion de patrimoine.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 135 millions de dollars, ou 49 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des provisions constituées dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le *rendement au chapitre de la qualité du crédit*.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 693 millions de dollars, ou 46 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation négative de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les revenus. Cela a été en partie compensé par la hausse des coûts liés aux sinistres tant au Canada qu'à l'International.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 537 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices. En outre, le trimestre précédent tenait compte d'ajustements actuariels favorables rendant compte des mesures prises par la direction et des révisions d'hypothèses. La hausse des coûts liés aux sinistres au cours du trimestre considéré a également contribué à cette augmentation.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Salaires	1 492 \$	1 348 \$	1 267 \$
Rémunération variable	1 074	955	1 181
Avantages du personnel et conservation du personnel	464	355	432
Rémunération fondée sur des actions	46	24	135
Ressources humaines	3 076 \$	2 682 \$	3 015 \$
Matériel	356	342	297
Frais d'occupation	393	368	335
Communications	203	253	198
Honoraires	240	307	198
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	234	180	174
Autres	458	515	403
Frais autres que d'intérêt	4 960 \$	4 647 \$	4 620 \$
Ratio d'efficacité (1)	53,0 %	57,9 %	47,9 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 340 millions de dollars, ou 7 %, principalement en raison de la prise en compte de notre acquisition de City National de 407 millions de dollars, dont 51 millions de dollars liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles et 34 millions liés aux coûts d'acquisition et d'intégration. Ont également contribué à l'augmentation une hausse de 184 millions de dollars liée à l'incidence du change ainsi qu'une augmentation des coûts de soutien à l'expansion des affaires. Ces facteurs ont été atténués par une diminution de la rémunération variable au sein du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, la baisse des coûts de restructuration des activités du secteur Gestion de patrimoine – International et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Le ratio d'efficacité de 53,0 % a augmenté de 510 points de base par rapport aux 47,9 % d'un an plus tôt, par suite surtout de la variation négative de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et par suite de la prise en compte de notre acquisition de City National. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 313 millions de dollars, ou 7 %, par suite surtout de la prise en compte de l'acquisition de City National susmentionnée, de la hausse de la rémunération variable au sein du secteur Marchés des Capitaux et de l'augmentation de 40 millions de dollars attribuable à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été atténués par une diminution des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes au sein des Marchés des Capitaux, par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, par de moindres coûts de restructuration dans notre secteur Gestion de patrimoine – International, et par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Le ratio d'efficacité de 53,0 % a diminué de 490 points de base par rapport aux 57,9 % du dernier trimestre, par suite surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance qui a été largement neutralisée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ainsi que par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Cela a été atténué par la prise en compte de notre acquisition de City National.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Impôt sur le résultat	713 \$	212 \$	776 \$
Bénéfice avant impôt	3 160 \$	2 805 \$	3 232 \$
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,5 %	26,3 %	26,3 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(1,5)%	(1,8)%	(1,5)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(4,0)%	(6,0)%	(2,7)%
Modification du taux d'imposition	0,0 %	0,4 %	0,0 %
Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non constatés antérieurement	0,0 %	(0,3)%	0,0 %
Autres	1,6 %	(11,0)%	1,9 %
Taux d'imposition effectif	22,6 %	7,6 %	24,0 %

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

La charge d'impôt a diminué de 63 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à il y a un an, et le taux d'imposition effectif de 22,6 % a diminué de 140 points de base en raison des revenus exonérés d'impôt plus importants du trimestre considéré.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

La charge d'impôt a augmenté de 501 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, vu que le trimestre précédent tenait compte d'ajustements fiscaux favorables. A aussi contribué à l'augmentation la hausse du bénéfice avant impôt du trimestre considéré. Le taux d'imposition effectif de 22,6 % a augmenté par rapport aux 7,6 % du dernier trimestre, en raison principalement des ajustements fiscaux favorables inscrits au trimestre précédent et des revenus exonérés d'impôt plus bas du trimestre considéré.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pratiquement pas changé depuis le 31 octobre 2015. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons accru notre taux d'attribution du capital par secteur d'exploitation en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire. Pour plus de détails sur l'attribution du capital, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique *Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR* de notre rapport annuel 2015.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
	le 31 janvier 2016								
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 270 \$	290 \$	129 \$	140 \$	553 \$	(16) \$	2 366 \$	2 515 \$	2 394 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18 750	13 000	1 600	3 450	17 900	6 750	61 450	55 800	49 250
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	26,9 %	8,9 %	32,4 %	15,9 %	12,3 %	n.s.	15,3 %	17,9 %	19,3 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons accru notre taux d'attribution du capital en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Cette mesure n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Le coût du capital pour 2016 demeure inchangé à 9,0 %.

Le tableau ci-après présente un sommaire de notre bénéfice économique.

	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
	le 31 janvier 2016								
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 290 \$	303 \$	131 \$	143 \$	570 \$	10 \$	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	–	–	–	–	(19)	(21)	(24)	(22)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	3	49	–	3	–	1	56	26	30
Réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 291 \$	352 \$	131 \$	146 \$	570 \$	(8) \$	2 482 \$	2 595 \$	2 464 \$
Moins : charge de capital	443	308	37	82	422	159	1 451	1 319	1 157
Bénéfice (perte) économique	848 \$	44 \$	94 \$	64 \$	148 \$	(167) \$	1 031 \$	1 276 \$	1 307 \$

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	2 572 \$	2 569 \$	2 493 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 111	1 080	1 073
Total des revenus	3 683	3 649	3 566
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	240	252
Frais autres que d'intérêt	1 676	1 717	1 628
Bénéfice avant impôt	1 723	1 692	1 686
Bénéfice net	1 290 \$	1 270 \$	1 255 \$
Revenus par division			
Services bancaires canadiens	3 422 \$	3 409 \$	3 336 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	261	240	230
Principaux soldes et autres informations			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,9 %	29,1 %	30,8 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,68 %	2,70 %	2,73 %
Ratio d'efficience (2)	45,5 %	47,1 %	45,7 %
Levier d'exploitation	0,4 %	1,0 %	7,2 %
Levier d'exploitation ajusté (3)	s.o.	s.o.	1,0 %
Taux d'imposition effectif	25,1 %	24,9 %	25,6 %
Moyenne du total des actifs productifs (4)	382 300	377 300	362 300
Moyenne des prêts et acceptations (4), (5)	380 300	375 400	361 500
Moyenne des dépôts	314 600	307 000	293 700
Biens administrés (6)	222 000 \$	223 500 \$	221 400 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,30 %	0,25 %	0,28 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures ont été ajustées en excluant des revenus la perte de 60 millions de dollars liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque enregistrée au premier trimestre de 2014, et en excluant des frais autres que d'intérêt la provision de 40 millions de dollars liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Ces mesures sont des mesures hors PCGR.

(4) La moyenne du total des actifs productifs et la moyenne des prêts et acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, laquelle s'est établie respectivement à 58,3 milliards et 8,4 milliards de dollars (57,3 milliards et 8,1 milliards de dollars au 31 octobre 2015; 56,1 milliards et 7,6 milliards de dollars au 31 janvier 2015).

(5) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(6) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 20,4 milliards et 9,7 milliards de dollars respectivement au 31 janvier 2016 (21,0 milliards et 8,0 milliards de dollars au 31 octobre 2015; 23,2 milliards et 7,6 milliards de dollars au 31 janvier 2015).

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 35 millions de dollars, ou 3 %, conséquence dans une large mesure de la forte croissance des volumes et de la hausse des revenus tirés des services tarifés au Canada, ainsi que de la hausse des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une réduction des écarts de taux, une hausse des coûts en raison de la croissance des activités, et une dotation plus importante à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 117 millions de dollars, ou 3 %.

Les revenus des Services bancaires canadiens ont augmenté de 86 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout de la forte croissance des volumes de 6 % dans la plupart des secteurs d'activité et de la hausse des revenus tirés des services tarifés principalement attribuable à l'augmentation des honoraires tirés des services de gestion, aux solides ventes nettes de fonds de placement à long terme qui ont alimenté la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, et à l'augmentation des revenus sur cartes. Ces facteurs ont été atténués par une réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des services bancaires aux Antilles et aux États-Unis ont augmenté de 31 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout des incidences favorables du change.

La marge nette d'intérêt a reculé de 5 points de base en raison principalement des faibles taux d'intérêt et des pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 32 millions de dollars, tandis que le ratio de la provision pour pertes sur créances a monté de 2 points de base, par suite surtout des montants supérieurs provisionnés au titre des portefeuilles de prêts personnels et de cartes de crédit au Canada. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 48 millions de dollars, ou 3 %, rendant compte surtout de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et de l'augmentation attribuable à l'incidence du change, facteurs en partie neutralisés par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 20 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au dernier trimestre, du fait surtout de la croissance des volumes et de la hausse des revenus tirés des services tarifés au Canada, de la baisse des frais de commercialisation et de l'augmentation des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 34 millions de dollars, ou 1 %, du fait surtout de la croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité au Canada et de la hausse des revenus tirés des services tarifés principalement attribuable à l'augmentation

des revenus tirés des opérations de change dans les Antilles et à la hausse des revenus de cartes au Canada. Ces facteurs ont été en bonne partie compensés par la réduction des écarts de taux.

La marge nette d'intérêt a reculé de 2 points de base en raison essentiellement de la faiblesse continue des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 44 millions de dollars, tandis que le ratio de la provision pour pertes sur créances a monté de 5 points de base, reflétant principalement en cela la hausse des montants provisionnés à l'égard de la plupart de nos portefeuilles au Canada. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 41 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la baisse des frais de commercialisation et des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Revenu net d'intérêt	2 403 \$	2 407 \$	2 341 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 019	1 002	995
Total des revenus	3 422	3 409	3 336
Dotation à la provision pour pertes sur créances	266	228	234
Frais autres que d'intérêt	1 495	1 529	1 460
Bénéfice avant impôt	1 661	1 652	1 642
Bénéfice net	1 231 \$	1 227 \$	1 220 \$
Revenus par division			
Services financiers aux particuliers	1 932 \$	1 956 \$	1 886 \$
Services financiers aux entreprises	792	774	792
Solutions cartes et paiements	698	679	658
Principaux soldes et autres informations			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,8 %	35,2 %	36,9 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,62 %	2,65 %	2,68 %
Ratio d'efficacité (2)	43,7 %	44,9 %	43,8 %
Levier d'exploitation	0,2 %	(1,5) %	0,0 %
Taux d'imposition effectif	25,9 %	25,7 %	25,7 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	364 300 \$	360 200 \$	347 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations (3), (4)	370 500	366 100	352 900
Moyenne des dépôts	295 500	288 800	277 000
Biens administrés (5)	211 900	213 700	211 100
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,25 %	0,26 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total moyen des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) La moyenne du total des actifs productifs et la moyenne des prêts et acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, laquelle s'est établie respectivement à 58,3 milliards et 8,4 milliards de dollars (57,3 milliards et 8,1 milliards de dollars au 31 octobre 2015; 56,1 milliards et 7,6 milliards de dollars au 31 janvier 2015).

(4) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(5) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 20,4 milliards et 9,7 milliards de dollars respectivement au 31 janvier 2016 (21,0 milliards et 8,0 milliards de dollars au 31 octobre 2015; 23,2 milliards et 7,6 milliards de dollars au 31 janvier 2015).

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 11 millions de dollars, ou 1 %, conséquence dans une large mesure de la forte croissance des volumes dans la plupart de nos secteurs d'activité et de la hausse des revenus tirés des services tarifés, en bonne partie compensés par une réduction des écarts de taux, une hausse des coûts en raison de la croissance des activités, et une dotation plus importante à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 86 millions de dollars, ou 3 %.

Les revenus des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 46 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la croissance des prêts hypothécaires résidentiels et des dépôts personnels, de l'augmentation des revenus tirés des services tarifés principalement attribuable à l'augmentation des honoraires tirés des services de gestion, et des solides ventes nettes de fonds de placement à long terme qui ont alimenté la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, facteurs atténués par une réduction des écarts de taux.

Les revenus des Services financiers aux entreprises sont restés stables, étant donné que la bonne croissance des volumes de prêts et de dépôts d'entreprises a été atténuée par les plus faibles écarts de taux.

Les revenus des Solutions cartes et paiements ont augmenté de 40 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout des soldes de prêts plus élevés et de la hausse des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt a reculé de 6 points de base par rapport à il y a un an, en raison principalement des faibles taux d'intérêt et des pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 32 millions de dollars, ou 14 %, tandis que le ratio de la provision pour pertes sur créances a progressé de 3 points de base, par suite surtout des montants plus élevés provisionnés au titre de nos portefeuilles de prêts personnels et de cartes de crédit. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le *rendement au chapitre de la qualité du crédit*.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 35 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités, atténuée par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 4 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, traduisant en cela une croissance des volumes, la hausse des revenus tirés des services tarifés et la baisse des frais de commercialisation, facteurs largement compensés par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances et par la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 13 millions de dollars, à la suite surtout d'une progression des volumes dans la plupart des secteurs d'activité et de la hausse des revenus tirés des services tarifés principalement attribuable à une augmentation des revenus des cartes et à une hausse des revenus tirés des opérations de change. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des écarts de taux.

La marge nette d'intérêt a reculé de 3 points de base en raison surtout de la faiblesse continue des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 38 millions de dollars, ou 17 %, tandis que le ratio de la provision pour pertes sur créances a monté de 4 points de base, du fait principalement des montants plus élevés provisionnés pour la plupart de nos portefeuilles. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 34 millions de dollars, ou 2 %, du fait essentiellement d'une baisse des frais de commercialisation et des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	469 \$	118 \$	124 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	1 270	1 188	1 145
Revenus tirés des transactions et autres revenus	348	347	397
Total des revenus	2 087	1 653	1 666
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	1	13
Frais autres que d'intérêt	1 678	1 317	1 333
Bénéfice avant impôt	404	335	320
Bénéfice net	303 \$	255 \$	230 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine – Canada (1)	595 \$	583 \$	559 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	940	499	465
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	685	379	391
Gestion de patrimoine – International	113	124	180
Gestion mondiale d'actifs	439	447	462
Principaux soldes et autres informations			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,9 %	17,0 %	15,5 %
Marge nette d'intérêt (2)	2,79 %	2,46 %	2,47 %
Marge avant impôt (3)	19,4 %	20,3 %	19,2 %
Nombre de conseillers (4)	4 648	3 954	4 188
Moyenne du total des actifs productifs	66 900 \$	19 000 \$	19 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations	49 500	17 300	17 800
Moyenne des dépôts	83 100	37 300	39 700
Biens administrés – total (5)	777 800	749 700	767 900
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (5)	314 700	282 800	275 000
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US) (5)	224 700	216 300	216 300
Biens sous gestion (5)	556 000	492 800	480 500
Moyenne des biens administrés	777 300	748 000	743 300
Moyenne des biens sous gestion	561 200	491 000	466 100

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)

	Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015	Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	82 \$	20 \$
Frais autres que d'intérêt	71	17
Bénéfice net	7	2
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(13)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(9)%	0 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	(1)%

- (1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.
- (3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (4) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National Corporation (City National), laquelle a été intégrée aux activités de notre secteur Gestion de patrimoine – États-Unis. Notre secteur Gestion du patrimoine – États-Unis et International a été scindé en deux groupes distincts : Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 73 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à il y a un an, par suite surtout de la prise en compte de notre acquisition de City National, qui a rapporté 53 millions de dollars au bénéfice net. Ont aussi contribué à cette augmentation la baisse des coûts de restructuration de notre secteur Gestion de patrimoine – International et la hausse des bénéfices tirés de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des honoraires semestriels liés au rendement, ainsi que par le recul des bénéfices attribuable à une diminution des volumes de transactions dans une conjoncture défavorable des marchés.

Le total des revenus a augmenté de 421 millions de dollars, ou 25 %.

Les revenus du secteur Gestion du patrimoine – Canada ont augmenté de 36 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable à un solide chiffre de ventes net, atténuée par de moindres volumes de transactions.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 475 millions de dollars, ou 102 %. En dollars US, les revenus se sont accrus de 294 millions de dollars, ou 75 %, notre acquisition de City National ayant contribué 469 millions de dollars (341 millions de dollars US) aux revenus. Cela a été en partie contrebalancé par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions des États-Unis, qui a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt, et par la baisse des volumes de transactions.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont reculé de 67 millions de dollars, ou 37 %, par suite surtout du retrait de certaines activités internationales. Ont aussi contribué au recul la baisse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et le recul des volumes de transactions en raison de la conjoncture défavorable des marchés.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont régressé de 23 millions de dollars, ou 5 %, par suite surtout de la baisse des honoraires semestriels liés au rendement, et de l'incidence de la conjoncture défavorable des marchés. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence positive du change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 millions de dollars. Au cours du trimestre considéré, nous avons inscrit des provisions de 5 millions de dollars relativement à City National. À l'exercice précédent, des provisions avaient été constituées à l'égard de deux comptes principalement liés à notre secteur Gestion de patrimoine – International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 345 millions de dollars, ou 26 %, principalement en raison de notre acquisition de City National de 407 millions de dollars, dont 51 millions de dollars liés à l'amortissement d'immobilisations incorporelles, et 34 millions liés aux frais d'acquisition et d'intégration. A aussi contribué à l'augmentation une hausse attribuable à l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, largement compensée par les revenus, par les avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficacité, et par la baisse des frais de restructuration de notre secteur Gestion de patrimoine – International, vu qu'un montant de 19 millions de dollars (18 millions après impôt) a été comptabilisé pour le trimestre considéré, contre 42 millions de dollars (27 millions après impôt) à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 48 millions de dollars, ou 19 %, par suite surtout de la prise en compte de notre acquisition de City National.

Le total des revenus a augmenté de 434 millions de dollars, ou 26 %, par suite surtout de la prise en compte de notre acquisition de City National et de l'incidence positive du change. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, largement compensée dans les frais autres que d'intérêt, et par la baisse des revenus tirés des services tarifés attribuable à une conjoncture défavorable des marchés.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 4 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison des provisions constituées à l'égard de City National.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 361 millions de dollars, ou 27 %, par suite surtout de la prise en compte de notre acquisition de City National, comme il a été mentionné plus haut, et d'une augmentation attribuable aux incidences du change. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été largement compensée dans les revenus, et par la baisse des frais de restructuration liés à notre secteur Gestion de patrimoine – International.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	876 \$	933 \$	902 \$
Revenu de placement (1)	162	(343)	900
Honoraires	121	127	90
Total des revenus	1 159	717	1 892
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	768	237	1 448
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	61	55	74
Frais autres que d'intérêt	160	158	146
Bénéfice avant impôt	170	267	224
Bénéfice net	131 \$	225 \$	185 \$
Revenus par division			
Assurances – Canada	747 \$	295 \$	1 490 \$
Assurances – International	412	422	402
Principaux soldes et autres informations			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,4 %	53,4 %	46,0 %
Primes et dépôts (2)	1 214 \$	1 309 \$	1 238 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	37	(462)	775

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement du compte consolidé de résultat, et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 54 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à il y a un an, traduisant en cela une hausse des coûts liés aux sinistres, notamment dans nos produits de rétrocession vie, et une baisse du bénéfice pour le trimestre considéré en raison d'un nouveau contrat de rente au Royaume-Uni comparativement à deux nouveaux contrats il y a un an.

Le total des revenus a régressé de 733 millions de dollars, ou 39 %, par rapport à il y a un an, par suite surtout de la variation négative de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont diminué de 743 millions de dollars, ou 50 %, par suite surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus du secteur Assurances – International ont progressé de 10 millions de dollars, ou 2 %, par suite surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, facteur atténué par la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 693 millions de dollars, ou 46 %, en raison surtout de la variation négative de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les revenus. Ce facteur a été atténué par la hausse des coûts liés aux sinistres au Canada comme à l'International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 10 %, par suite surtout de la hausse des coûts liée à la croissance des activités.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 94 millions de dollars, ou 42 %, par rapport au trimestre précédent, étant donné que le dernier trimestre tenait compte d'ajustements actuariels favorables reflétant les mesures prises par la direction et des révisions d'hypothèses. La hausse des coûts liés aux sinistres au cours du trimestre considéré a aussi contribué à la diminution.

Le total des revenus a augmenté de 442 millions de dollars, ou 62 %, par suite surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, compensée pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, facteur atténué par la baisse des volumes notamment dans le secteur des rentes.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 537 millions de dollars, en raison surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, compensée pour l'essentiel dans les revenus.

Le trimestre précédent tenait en outre compte d'ajustements actuariels favorables reflétant les mesures prises par la direction et des révisions d'hypothèses. La hausse des coûts liés aux sinistres au cours du trimestre considéré a aussi contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt sont restés relativement stables par rapport au trimestre précédent.

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Revenu net d'intérêt	226 \$	220 \$	196 \$
Revenus autres que d'intérêt	324	228	310
Total des revenus	550	448	506
Frais autres que d'intérêt	361	342	315
Bénéfice avant impôt	189	106	191
Bénéfice net	143 \$	88 \$	142 \$
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,9 %	10,9 %	23,7 %
Moyenne des dépôts	151 700 \$	149 500 \$	128 300 \$
Dépôts de clients	53 600	56 500	44 200
Dépôts liés au financement de gros	98 100	93 000	84 100
Biens administrés (1)	3 807 300	3 620 300	3 725 400
Moyenne des biens administrés	3 864 300	3 783 700	3 665 200

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015	Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	23 \$	5 \$
Frais autres que d'intérêt	10	1
Bénéfice net	8	3
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(13)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(9)%	0 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	(1)%

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 1 million de dollars, par suite surtout des résultats à la hausse liés à la gestion des liquidités et du financement, de l'incidence positive des opérations de change et de la hausse du bénéfice issue de la croissance des dépôts de clients. Ces facteurs ont été pour l'essentiel neutralisés par une hausse des investissements d'ordre technologique et par le recul des commissions de services de garde.

Le total des revenus a augmenté de 44 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'incidence positive du change et des résultats à la hausse liés à la gestion des liquidités et du financement.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 45 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout d'une augmentation des investissements d'ordre technologique, et d'une hausse attribuable à l'incidence du change.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 55 millions de dollars, ou 63 %, par suite surtout des résultats à la hausse de la gestion des liquidités et du financement attribuables à la stabilisation des écarts de taux et à la hausse du revenu net d'intérêt issu de l'augmentation des écarts de taux. De plus, les résultats du trimestre précédent avaient tenu compte d'ajustements fiscaux favorables.

Le total des revenus a augmenté de 102 millions de dollars, ou 23 %, par suite surtout des résultats à la hausse de la gestion des liquidités et du financement attribuables à la stabilisation des écarts de taux et de l'augmentation du revenu net d'intérêt issu de l'augmentation des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable attribuable aux résultats supérieurs, et de l'augmentation des investissements d'ordre technologique.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt (1)	1 062 \$	1 098 \$	916 \$
Revenus autres que d'intérêt	918	639	1 117
Total des revenus (1)	1 980	1 737	2 033
Dotations à la provision pour pertes sur créances	120	36	5
Frais autres que d'intérêt	1 075	1 072	1 157
Bénéfice avant impôt	785	629	871
Bénéfice net	570 \$	555 \$	594 \$
Revenus par division			
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	870 \$	847 \$	886 \$
Marchés Mondiaux	1 110	935	1 149
Autres	–	(45)	(2)
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,3 %	12,3 %	14,6 %
Moyenne du total de l'actif	518 800 \$	500 200 \$	478 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	108 900	111 900	118 300
Moyenne des prêts et acceptations	89 700	85 900	73 900
Moyenne des dépôts	63 100	63 200	55 100
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,53 %	0,17 %	0,03 %

	Pour le trimestre clos le	
	Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015	Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	179 \$	45 \$
Frais autres que d'intérêt	90	19
Bénéfice net	52	14
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(13)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(9)%	0 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	(1)%

(1) La majoration du montant imposable équivalent au 31 janvier 2016 s'élève à 151 millions de dollars (213 millions au 31 octobre 2015; 109 millions au 31 janvier 2015). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 24 millions de dollars, ou 4 %, par suite surtout du repli des résultats dans les secteurs Marchés Mondiaux et Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an, et d'une plus grande dotation à la provision pour pertes sur Marchés des Capitaux créances. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la rémunération variable, l'incidence favorable du change et la baisse du taux d'imposition effectif.

Le total des revenus a diminué de 53 millions de dollars, ou 3 %.

Les revenus du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se sont repliés de 16 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement d'une baisse des activités de montages de prêts essentiellement aux États-Unis et d'un recul des activités de fusion et acquisition surtout au Canada. A aussi contribué à ce repli la baisse des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été en grande partie atténués par l'incidence favorable du change.

Les revenus du secteur Marchés Mondiaux ont diminué de 39 millions de dollars, ou 3 %, du fait surtout de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an, et de la diminution des activités de montage de prêts dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence favorable du change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 120 millions de dollars a augmenté de 115 millions de dollars, en raison surtout des provisions constituées à l'égard de cinq comptes relevant des secteurs du pétrole et du gaz et des services publics. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le *rendement au chapitre de la qualité du crédit*.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 82 millions de dollars, ou 7 %, par suite surtout de la diminution de la rémunération variable, et de la diminution des provisions pour litiges et frais juridiques connexes. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation attribuable à l'incidence du change.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 15 millions de dollars, ou 3 %, par suite essentiellement d'une hausse des résultats des activités de négociation découlant elle-même d'une augmentation de l'activité des clients et d'une légère amélioration des conditions du marché, de la diminution des provisions pour litiges et frais juridiques connexes et de la hausse des résultats du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'ajustements fiscaux favorables.

Le total des revenus a augmenté de 243 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement d'une hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, de marchandises et de devises reflétant un regain de l'activité des clients et une légère amélioration des conditions du marché. Aux États-Unis, la hausse des activités de fusion et acquisition et l'accroissement des montages de titres de participation ont aussi contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par une baisse des syndications de prêts, surtout aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 120 millions de dollars a augmenté de 84 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout des provisions constituées à l'égard de cinq comptes relevant des secteurs du pétrole et du gaz et des services publics.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 3 millions de dollars. La hausse de la rémunération variable et une augmentation attribuable à l'incidence du change ont été en grande partie atténuées par la baisse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Revenu net (perte nette) d'intérêt ⁽¹⁾	(133)\$	(205)\$	(98)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	33	20	79
Total des revenus ⁽¹⁾	(100)	(185)	(19)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	(2)	1
Frais autres que d'intérêt	10	41	40
Bénéfice (perte) avant impôt ⁽¹⁾	(111)	(224)	(60)
Charge (économie) d'impôt ⁽¹⁾	(121)	(424)	(110)
Bénéfice net ⁽²⁾	10 \$	200 \$	50 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 s'établit à 19 millions de dollars (25 millions au 31 octobre 2015; 23 millions au 31 janvier 2015).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative de la période n'est pas utile. Suivent les principaux éléments à avoir agi sur les résultats déclarés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 s'est établi à 151 millions de dollars, contre 213 millions au trimestre précédent et 109 millions il y a un an. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique *Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation* de notre rapport annuel 2015.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2016

Le bénéfice net de 10 millions de dollars résulte principalement des activités de gestion des actifs et passifs.

Quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net de 200 millions de dollars rend principalement compte des ajustements fiscaux favorables et des activités de gestion des actifs et passifs. Le résultat tient aussi compte de frais de transaction de 29 millions de dollars (23 millions après impôt) liés à notre acquisition de City National.

Premier trimestre de 2015

Le bénéfice net de 50 millions de dollars découle principalement d'un profit à la vente d'un bien immobilier et des activités de gestion des actifs et passifs.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont essentiellement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques liés à la dégradation de la conjoncture économique ainsi que les perspectives de croissance liées à l'amélioration de cette conjoncture. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos											
	le 31 janvier 2016				le 31 octobre 2015				le 31 janvier 2015			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	5 774 \$	1 999 \$	1 586 \$	9 359 \$	5 168 \$	1 417 \$	1 434 \$	8 019 \$	6 409 \$	1 660 \$	1 575 \$	9 644 \$
Bénéfice net	1 792 \$	358 \$	297 \$	2 447 \$	2 110 \$	241 \$	242 \$	2 593 \$	1 810 \$	276 \$	370 \$	2 456 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net au Canada a baissé de 18 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à il y a un an, par suite surtout de la hausse de la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens (conséquence de la faiblesse des prix du pétrole), et de la réduction des écarts de taux au sein des Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les bénéfices issus de la croissance marquée des volumes d'activités des Services bancaires canadiens, et par la diminution de la rémunération variable au sein des Marchés des Capitaux. De plus, le résultat d'il y a un an tenait compte d'un profit à la vente d'un bien immobilier.

Aux États-Unis, le bénéfice net a augmenté de 82 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à il y a un an, reflétant surtout en cela la prise en compte de notre acquisition de City National, qui a contribué à hauteur de 53 millions de dollars au bénéfice net. Ont aussi contribué à l'augmentation la baisse de la rémunération variable et des provisions pour litiges et frais juridiques connexes au sein des Marchés des Capitaux et l'incidence favorable du change. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des résultats des activités de négociation de titres de participation par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an et par une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances au sein des Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net des autres pays a baissé de 73 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à il y a un an, conséquence essentiellement de la hausse des coûts liés aux sinistres principalement dans les produits de rétrocession vie du secteur Assurances, et du retrait de certaines activités de gestion de patrimoine à l'international. Ont aussi contribué à cette baisse le recul du résultat du trimestre considéré attribuable à un nouveau contrat de rente au Royaume-Uni comparativement à deux nouveaux contrats un an plus tôt, la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et le repli des volumes de transactions sous l'effet de conditions de marché défavorables. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des bénéfices dans les Antilles et l'incidence favorable du change.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le bénéfice net au Canada a baissé de 318 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui rend compte essentiellement des ajustements fiscaux favorables nets inscrits au trimestre précédent. Cette baisse est également attribuable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances au sein des Marchés des Capitaux et des Services bancaires canadiens.

Aux États-Unis, le bénéfice net a augmenté de 117 millions de dollars, ou 49 %, par rapport au trimestre précédent, par suite surtout d'une hausse des activités de fusion et d'acquisition et de la progression des résultats des montages de titres de participation dans notre secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et de la prise en compte de notre acquisition de City National. Ont aussi contribué à l'augmentation la hausse des revenus de négociation de titres à revenu fixe du fait du plus grand niveau d'activité des clients et de la légère amélioration des conditions du marché ainsi que la baisse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

Le bénéfice net des autres pays a progressé de 55 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des résultats des activités de négociation, fruit du niveau d'activité accru des clients et de la légère amélioration des conditions du marché, et par la hausse des résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés aux sinistres du secteur Assurances.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2016	2015			2014			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêt	4 196 \$	3 800 \$	3 783 \$	3 557 \$	3 631 \$	3 560 \$	3 647 \$	3 449 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 163	4 219	5 045	5 273	6 013	4 822	5 343	4 827
Total des revenus	9 359 \$	8 019 \$	8 828 \$	8 830 \$	9 644 \$	8 382 \$	8 990 \$	8 276 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	410	275	270	282	270	345	283	244
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	829	292	656	493	1 522	752	1 009	830
Frais autres que d'intérêt	4 960	4 647	4 635	4 736	4 620	4 340	4 602	4 332
Bénéfice avant impôt	3 160 \$	2 805 \$	3 267 \$	3 319 \$	3 232 \$	2 945 \$	3 096 \$	2 870 \$
Impôt sur le résultat	713	212	792	817	776	612	718	669
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 475 \$	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$	2 378 \$	2 201 \$
Bénéfice par action – de base	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$	1,68 \$	1,66 \$	1,57 \$	1,59 \$	1,47 \$
– dilué	1,58	1,74	1,66	1,68	1,65	1,57	1,59	1,47
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 290 \$	1 270 \$	1 281 \$	1 200 \$	1 255 \$	1 151 \$	1 138 \$	1 115 \$
Gestion de patrimoine	303	255	285	271	230	285	285	278
Assurances	131	225	173	123	185	256	214	154
Services aux investisseurs et trésorerie	143	88	167	159	142	113	110	112
Marchés des Capitaux	570	555	545	625	594	402	641	507
Services de soutien généraux	10	200	24	124	50	126	(10)	35
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 475 \$	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$	2 378 \$	2 201 \$
Taux d'imposition effectif	22,6 %	7,6 %	24,2 %	24,6 %	24,0 %	20,8 %	23,2 %	23,3 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,728 \$	0,758 \$	0,789 \$	0,806 \$	0,839 \$	0,900 \$	0,925 \$	0,907 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments des charges. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie au troisième trimestre bénéficient généralement de l'augmentation des activités de prêt de titres découlant de la saison des dividendes en Europe. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ont généralement tendance à ralentir, ce qui fait généralement baisser les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Éléments précisés s'étant répercutés sur nos résultats consolidés

- Pour le deuxième trimestre de 2015, nos résultats tiennent compte d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) lié à la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.
- Pour le troisième trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque.

Analyse des tendances

La croissance de l'économie au Canada a ralenti depuis le troisième trimestre de 2014, se contractant au cours du premier semestre civil de 2015 en raison de la baisse marquée des prix du pétrole à l'échelle mondiale, ainsi que de la torpeur des activités d'exportation. L'économie canadienne est demeurée atone au second semestre de 2015, sur fond de faiblesse prolongée des prix du pétrole. L'économie américaine s'est révélée plus vigoureuse pendant la même période et, notamment au cours des derniers trimestres, traduisant en cela de solides dépenses de consommation, des marchés du travail stables et un marché de l'habitation actif. Les indices boursiers mondiaux se sont avérés volatils tout au long de la période sous l'effet de la baisse des prix du pétrole à l'échelle mondiale, des politiques monétaires divergentes des banques centrales mondiales et de la léthargie continue du secteur manufacturier chinois en dépit des mesures de redressement énergiques mises en place par la banque centrale de Chine. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique *Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives*.

Les bénéfices ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période. Vers la fin de 2015 et au premier trimestre de 2016, les bénéfices ont toutefois été relativement stables, ce qui s'explique par la solide croissance des volumes et la croissance plus élevée des revenus tirés des services tarifés au sein du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par la hausse

du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine pour le premier trimestre de 2016 rendent compte de notre acquisition de City National. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont, pour l'essentiel, été relativement stables pour la période, et ils ont souffert, au quatrième trimestre de 2014, de l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre afin de se conformer à la règle Volcker, ainsi que de la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué en 2015, sous l'effet d'une modification défavorable des lois fiscales canadiennes, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014 et frappant certaines sociétés liées étrangères. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période et ont été relativement stables au cours des derniers trimestres, ce qui tient en grande partie à l'accroissement des activités des clients liées à nos activités de contrats de change à terme et à l'augmentation des volumes d'opérations de change. Au troisième trimestre de 2015, les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont profité de la prise en compte d'un mois supplémentaire de bénéfices, par suite de l'alignement des périodes de présentation de l'information financière, tandis que les résultats du quatrième trimestre de 2015 ont subi la baisse des résultats tirés des services de gestion des liquidités et du financement en raison de l'élargissement des écarts de taux et de conditions de marché défavorables. Les écarts de taux se sont stabilisés au premier trimestre de 2016.

Les revenus ont dans l'ensemble fluctué au cours de la période. La forte croissance des volumes et les revenus plus élevés tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine ont donné lieu à une hausse des revenus au cours de la période. Les revenus du secteur Gestion de patrimoine du premier trimestre de 2016 rendent compte de notre acquisition de City National. Les revenus tirés des activités de négociation ont été généralement en hausse pour la période, et ont souffert, au quatrième trimestre de 2014, de l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre et de la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement. Les revenus tirés des activités de négociation au deuxième semestre de 2015 ont subi l'effet de l'augmentation des écarts de taux, qui se sont stabilisés au premier trimestre de 2016. Le revenu net d'intérêt a été à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes au sein de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et des solides activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Depuis le deuxième trimestre de 2014, l'incidence favorable du change découlant de la dépréciation générale du dollar canadien a aussi contribué à la hausse des revenus. Les revenus du secteur Assurances ont principalement subi les effets des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

La qualité des actifs est demeurée élevée au cours de la période, bien que les activités de prêts aient augmenté, et la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement stable au cours de la période. Cette dotation a augmenté au sein des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens au cours du premier trimestre de 2016, sous l'effet de la faiblesse des prix du pétrole.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de la croissance des activités d'assurance et ont également été touchés par les ajustements apportés aux provisions techniques et par les coûts liés aux sinistres au cours de la période.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Les frais autres que d'intérêt au premier trimestre de 2016 rendent compte de notre acquisition de City National. Les coûts de restructuration liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – International ont entraîné une hausse des frais autres que d'intérêt depuis le quatrième trimestre de 2014. Les frais autres que d'intérêt au troisième trimestre de 2014 ont souffert de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque. Au cours de la période, les frais autres que d'intérêt ont augmenté par suite de l'incidence du change, reflet général de la dépréciation du dollar canadien.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéfices variables provenant de sources présentant des avantages fiscaux, soit principalement les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a de façon générale été touché par la hausse du bénéfice avant impôt au cours de la période, par l'augmentation des bénéfices dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et par des ajustements fiscaux nets favorables.

Situation financière

Bilans résumés

Le tableau ci-après illustre notre bilan résumé.

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Actif ⁽¹⁾			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	17 050 \$	12 452 \$	20 027 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	24 636	22 690	3 866
Valeurs mobilières	233 711	215 508	230 723
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	196 295	174 723	163 573
Prêts			
Prêts de détail	360 763	348 183	336 503
Prêts de gros	157 592	126 069	113 764
Provision pour pertes sur prêts	(2 169)	(2 029)	(2 057)
Actif net des fonds distincts	839	830	719
Autres – Dérivés	132 560	105 626	150 564
– Autres	79 075	70 156	69 013
Total de l'actif	1 200 352 \$	1 074 208 \$	1 086 695 \$
Passif ⁽¹⁾			
Dépôts	769 568 \$	697 227 \$	654 707 \$
Passif au titre des fonds distincts	839	830	719
Autres – Dérivés	132 023	107 860	152 869
– Autres	218 180	196 985	213 090
Débitures subordonnées	9 854	7 362	7 889
Total du passif	1 130 464	1 010 264	1 029 274
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	69 315	62 146	55 665
Participations ne donnant pas le contrôle	573	1 798	1 756
Total des capitaux propres	69 888	63 944	57 421
Total du passif et des capitaux propres	1 200 352 \$	1 074 208 \$	1 086 695 \$

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

L'actif a augmenté au total de 114 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an, résultat qui reflète principalement une hausse de 74 milliards découlant de l'incidence de la conversion des devises tenant à la dépréciation du dollar canadien ainsi que la prise en compte de notre acquisition de City National.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 21 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse des dépôts à des banques centrales.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport à il y a un an. Cette augmentation a été entraînée par la prise en compte de notre acquisition de City National et par l'incidence de la conversion des devises, facteurs en grande partie neutralisés par la diminution des positions liée aux activités de négociation de titres, ainsi que par la baisse des titres d'emprunt d'entités gouvernementales et de sociétés attribuable aux conditions défavorables du marché.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 33 milliards de dollars, ou 20 %, résultat qui tient essentiellement à une hausse découlant de l'accroissement des activités des clients et des entreprises, et à l'incidence de la conversion des devises.

Les prêts ont augmenté de 68 milliards de dollars, ou 15 %, en raison principalement de notre acquisition de City National, de la croissance continue des volumes de prêts de gros et de prêts hypothécaires résidentiels sous l'effet de l'augmentation des activités des clients, ainsi que d'une hausse découlant de l'incidence de la conversion des devises.

Les actifs dérivés ont baissé de 18 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la juste valeur des contrats de change et swaps de taux d'intérêt, en partie neutralisée par l'incidence de la conversion des devises et la baisse de la compensation financière.

Les autres actifs ont augmenté de 10 milliards de dollars, ou 15 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse du goodwill et des immobilisations incorporelles liés à notre acquisition de City National et l'incidence de la conversion des devises.

Le passif a augmenté au total de 101 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an, résultat qui rend surtout compte de l'augmentation de 74 milliards de dollars liée à l'incidence du change tenant à la dépréciation du dollar canadien.

Les dépôts ont augmenté de 115 milliards de dollars, ou 18 %, en raison essentiellement de notre acquisition de City National et de l'émission de billets à terme fixe et d'obligations sécurisées aux fins du respect des exigences en matière de capitalisation. L'augmentation est également attribuable à l'incidence du change et à la croissance des dépôts de détail.

Les passifs dérivés ont diminué de 21 milliards de dollars, ou 14 %, résultat principalement attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change et swaps de taux d'intérêt, facteur atténué par l'incidence du change et la baisse de la compensation financière.

Les autres passifs ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement l'augmentation des conventions de rachat et l'incidence du change, facteurs atténués par une diminution des engagements afférents aux titres vendus à découvert et une baisse des exigences relatives aux garanties en espèces.

Les capitaux propres ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 22 %, résultat qui rend compte principalement des bénéfices (déduction faite des dividendes) et de l'émission d'actions ordinaires découlant de notre acquisition de City National.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

L'actif a augmenté au total de 126 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, par suite surtout de l'augmentation des prêts de gros et de détail et des titres d'emprunt d'entités gouvernementales attribuable essentiellement à notre acquisition de City National, de l'incidence du change et de l'augmentation des actifs dérivés attribuable à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats de change à terme, atténuée par une augmentation de la compensation financière et une diminution de la juste valeur de contrats sur titres. A aussi contribué à l'augmentation une hausse des biens achetés en vertu de conventions de revente alimentée par une hausse des activités des clients.

Le passif a augmenté au total de 120 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, par suite surtout de la croissance des dépôts d'entreprises et dépôts de détail principalement dans le cadre de notre acquisition de City National, et de l'incidence du change. Ont aussi contribué à l'augmentation la hausse des passifs dérivés attribuable aux motifs évoqués plus haut ainsi que la hausse des engagements liés aux conventions de rachat.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Se reporter aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2015 pour une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons également, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, la transaction pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), qui ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 6 et 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits de placement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, notamment, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre, et confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation au moins une fois par an. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients.

Au 31 janvier 2016, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 42 milliards de dollars (38 milliards au 31 octobre 2015; 39 milliards au 31 janvier 2015), et il a trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournis à ces conduits.

Au 31 janvier 2016, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons se chiffrait à 42 milliards de dollars (38 milliards au 31 octobre 2015; 39 milliards au 31 janvier 2015) et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissons se chiffrait à 3,4 milliards de dollars (3 milliards au 31 octobre 2015; 2,8 milliards au 31 janvier 2015). Les augmentations du montant des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit fournies aux conduits multicédants par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent reflètent principalement l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants ainsi que l'incidence de la conversion des devises.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'établissait à 813 millions de dollars, en hausse de 49 millions de dollars, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises, et en baisse de 154 millions de dollars par rapport à il y a un an en raison surtout de remboursements de capital dont l'effet a été atténué par l'incidence de la conversion des devises. Au 31 janvier 2016, le total de l'actif des conduits multicédants s'élevait à 41,5 milliards de dollars (37 milliards au 31 octobre 2015; 38 milliards au 31 janvier 2015). L'augmentation par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de l'augmentation enregistrée relativement aux prêts automobiles et crédit-bail automobile, aux prêts à la consommation et aux prêts sur cartes de crédit ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation par rapport à il y a un an découle essentiellement de l'augmentation enregistrée relativement aux prêts automobiles et crédit-bail automobile, aux prêts à la consommation et au financement au secteur des transports, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été atténués par une diminution relativement aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts aux étudiants.

Au 31 janvier 2016, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'élevait à 29,7 milliards de dollars (25,5 milliards au 31 octobre 2015; 25 milliards au 31 janvier 2015). Une tranche de 66 % (71 % au 31 octobre 2015; 71 % au 31 janvier 2015) de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 janvier 2016, la juste valeur de nos placements s'élevait à 5 millions de dollars, en baisse de 12 millions par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3 millions par rapport à il y a un an. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 585 millions de dollars au 31 janvier 2016 (546 millions au 31 octobre 2015; 1 milliard au 31 janvier 2015). L'augmentation par rapport au trimestre précédent du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à l'incidence de la conversion des devises. La diminution par rapport à il y a un an du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à la vente de titres à enchères.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations, mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales sont détenus par des tiers. Au 31 janvier 2016, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,2 milliard de dollars (856 millions au 31 octobre 2015; 905 millions au 31 janvier 2015). Les augmentations du risque de perte maximal auxquelles nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à il y a un an découlent principalement de l'augmentation du nombre de nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation et de l'incidence de la conversion des devises.

Au cours de l'exercice 2015, nous avons agi à titre de prêteur sur stocks de premier rang et d'agent de structuration et des placements sur le marché des titres garantis par des prêts. Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des certificats de titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 31 janvier 2016, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui est lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 652 millions de dollars (444 millions au 31 octobre 2015; 67 millions de dollars au 31 janvier 2015).

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, dont des fonds communs de placement et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés gérés par des tiers. Notre risque maximal, qui vise principalement nos placements dans de tels fonds référencés, s'élevait à 3,1 milliards de dollars au 31 janvier 2016 (2,6 milliards au 31 octobre 2015; 3,6 milliards au 31 janvier 2015). L'augmentation de notre risque maximal par rapport au trimestre précédent tient essentiellement à l'incidence de la conversion des devises et à des souscriptions additionnelles à des fonds de placement. La diminution de notre risque maximal par rapport à il y a un an tient essentiellement à la liquidation de certains fonds en réponse à de nouvelles exigences réglementaires aux États-Unis.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Ces fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 31 janvier 2016, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fonds s'élevait à 797 millions de dollars (744 millions au 31 octobre 2015; 723 millions au 31 janvier 2015). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à il y a un an tient principalement à l'incidence de la conversion des devises.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 janvier 2016, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités se chiffrait à 10,1 milliards de dollars (9,7 milliards au 31 octobre 2015; 3,8 milliards au 31 janvier 2015). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à il y a un an reflète les actifs titrisés supplémentaires et l'incidence de la conversion des devises.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'établissait à 349 milliards de dollars au 31 janvier 2016 (315 milliards au 31 octobre 2015; 282 milliards au 31 janvier 2015). L'augmentation par rapport au trimestre précédent et à il y a un an tient principalement à la croissance des activités et à l'incidence de la conversion des devises sur les autres engagements liés au crédit et sur les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres, ainsi qu'à l'acquisition de City National. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement ainsi qu'à la note 26 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Gestion du risque**Risque de crédit****Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur**

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2015
	31 janvier 2016						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations						
En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)	Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)	Risque total (4)	
Prêts hypothécaires résidentiels	245 628 \$	– \$	233 \$	– \$	– \$	245 861 \$	234 181 \$
Prêts aux particuliers	95 273	80 754	169	–	–	176 196	173 385
Prêts sur cartes de crédit	15 963	21 742	–	–	–	37 705	40 686
Prêts aux petites entreprises (5)	3 899	5 556	9	–	–	9 464	9 382
Prêts de détail	360 763 \$	108 052 \$	411 \$	– \$	– \$	469 226 \$	457 634 \$
Prêts aux entreprises (5)							
Exploitations agricoles	6 480 \$	1 157 \$	82 \$	– \$	119 \$	7 838 \$	7 502 \$
Industrie automobile	7 208	5 457	426	72	916	14 079	13 109
Biens de consommation	8 576	9 979	681	–	664	19 900	15 303
Énergie							
Pétrole et gaz	8 384	13 699	1 548	–	795	24 426	23 134
Services publics	6 711	15 660	3 195	–	1 909	27 475	23 242
Produits financiers	12 011	778	434	508	636	14 367	11 728
Produits forestiers	1 169	550	108	–	71	1 898	1 852
Services de santé	7 478	5 611	2 068	–	195	15 352	15 362
Sociétés de portefeuille et investissements	7 451	3 211	594	–	197	11 453	9 321
Produits industriels	5 502	6 324	550	–	872	13 248	11 194
Mines et métaux	1 729	3 849	1 136	–	253	6 967	6 446
Services financiers non bancaires	9 625	14 158	18 371	224 079	44 235	310 468	281 152
Autres services	11 012	8 358	11 784	3 482	706	35 342	32 796
Immobilier et secteurs connexes	40 047	10 651	2 076	63	456	53 293	45 358
Technologie et médias	9 295	17 683	671	3	1 716	29 368	23 064
Transport et environnement	6 614	4 474	2 976	–	1 906	15 970	14 641
Autres	7 835	1 092	7 681	251	2 319	19 178	6 965
Organismes souverains (5)	11 235	6 042	69 858	43 167	14 410	144 712	113 947
Banques (5)	2 112	1 678	93 431	111 305	26 728	235 254	218 513
Prêts de gros	170 474 \$	130 411 \$	217 670 \$	382 930 \$	99 103 \$	1 000 588 \$	874 629 \$
Risque total	531 237 \$	238 463 \$	218 081 \$	382 930 \$	99 103 \$	1 469 814 \$	1 332 263 \$

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, des montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2015 pour la définition de ces termes.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 138 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la croissance des prêts et acceptations par suite de l'acquisition de City National, la hausse des transactions de mise en pension de titres et l'incidence du change.

Les risques liés aux prêts de détail se sont accrus de 12 milliards de dollars, ou 3 %, par suite surtout de la reprise de 11 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers de City National, et de la croissance de volumes de prêts hypothécaires au Canada, lesquelles ont été atténuées par une diminution des risques liés aux prêts sur cartes de crédit.

Les risques liés aux prêts de gros se sont accrus de 126 milliards de dollars, ou 14 %, par suite principalement de l'acquisition de City National et d'augmentations au chapitre de la mise en pension de titres, de l'encours des titres de créance disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et des lettres de crédit et garanties. L'incidence du change a aussi contribué à l'augmentation. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'établit à 39 %, soit 2 % de plus que les 37 % du dernier trimestre, en raison principalement de la prise en compte de notre acquisition de City National.

Risque de crédit brut par région ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2015
	31 janvier 2016						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres			
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Dérivés	Risque total		Risque total	
Canada	416 321 \$	148 725 \$	71 644 \$	72 029 \$	32 574 \$	741 293 \$	721 680 \$
États-Unis	79 412	69 430	68 343	201 246	15 213	433 644	344 176
Europe	19 196	16 450	59 763	68 873	45 579	209 861	188 954
Autres pays	16 308	3 858	18 331	40 782	5 737	85 016	77 453
Risque total	531 237 \$	238 463 \$	218 081 \$	382 930 \$	99 103 \$	1 469 814 \$	1 332 263 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le profil géographique de notre risque de crédit brut a évolué par rapport au trimestre précédent, le risque lié aux États-Unis ayant augmenté pour passer de 26 % à 30 % du fait de l'acquisition de City National, de la hausse des mises en pension de titres et de l'incidence du change. Le profil géographique de notre risque lié au Canada, à l'Europe et aux autres pays s'établit respectivement à 50 %, 14 % et 6 % (54 %, 14 % et 6 % au 31 octobre 2015).

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 octobre 2015
	31 janvier 2016							
	Prêts et acceptations		Autres			Risque total lié à l'Europe		
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe	
Risque brut lié à l'Europe	19 196 \$	16 450 \$	29 640 \$	30 123 \$	68 873 \$	45 579 \$	209 861 \$	188 954 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	67 666	-	67 666	57 674
Montant supplémentaire au titre du risque de crédit éventuel	-	-	-	-	-	28 093	28 093	29 875
Engagements inutilisés	-	16 450	-	30 123	-	-	46 573	43 388
Risque brut lié à l'Europe – en cours	19 196 \$	- \$	29 640 \$	- \$	1 207 \$	17 486 \$	67 529 \$	58 017 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	12 293	12 293	10 721
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	11,715	-	-	-	11 715	12 797
Risque net lié à l'Europe ⁽³⁾	19 196 \$	- \$	41 355 \$	- \$	1 207 \$	5 193 \$	66 951 \$	60 093 \$

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 12,7 milliards de dollars à des entreprises, de 3,2 milliards à des institutions financières et de 0,6 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 7,5 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,8 milliards en France, de 2,0 milliards en Allemagne, de 0,7 milliard en Irlande, de 0,4 milliard en Espagne et de 0,1 milliard en Italie, la tranche résiduelle de 3,0 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 83 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 11,7 milliards de dollars (12,8 milliards au 31 octobre 2015), des dépôts de 16,2 milliards de dollars (11,5 milliards au 31 octobre 2015), et des titres disponibles à la vente de 13,5 milliards de dollars (13,0 milliards au 31 octobre 2015).

(3) Exclut un risque de 2,0 milliards de dollars (2,6 milliards au 31 octobre 2015) lié aux organismes supranationaux.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. Selon cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 210 milliards de dollars au 31 janvier 2016. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 68 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des transactions de mise en pension de titres de 68 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 47 milliards ainsi que du montant de 28 milliards lié au risque de crédit futur éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 67 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 12 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 12 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 2,1 milliards de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe par pays ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au					31 octobre 2015
	31 janvier 2016					
	Prêts en cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total	
Royaume-Uni	10 955 \$	11 534 \$	869 \$	2 535 \$	25 893 \$	20 964 \$
Allemagne	1 077	8 172	4	476	9 729	9 496
France	320	3 888	76	582	4 866	4 533
Total – Royaume-Uni, Allemagne, France	12 352 \$	23 594 \$	949 \$	3 593 \$	40 488 \$	34 993 \$
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Irlande	1 130	85	42	130	1 387	1 319
Italie	170	24	–	32	226	100
Portugal	6	1	–	3	10	9
Espagne	426	28	–	107	561	439
Total – pays périphériques ⁽²⁾	1 732 \$	138 \$	42 \$	272 \$	2 184 \$	1 867 \$
Luxembourg	796 \$	4 977 \$	17 \$	82 \$	5 872 \$	4 890 \$
Pays-Bas	1 124	2 239	10	753	4 126	4 983
Norvège	462	4 561	1	41	5 065	4 886
Suède	411	3 173	56	12	3 652	3 376
Suisse	1 104	1 069	83	177	2 433	1 753
Autres	1 215	1 604	49	263	3 131	3 345
Total – autres pays d'Europe	5 112 \$	17 623 \$	216 \$	1 328 \$	24 279 \$	23 233 \$
Risque total lié à Europe	19 196 \$	41 355 \$	1 207 \$	5 193 \$	66 951 \$	60 093 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 31 octobre 2015), de 15,8 milliards de dollars pour l'Irlande (11,7 milliards au 31 octobre 2015), de 0,4 milliard pour l'Italie (0,3 milliard au 31 octobre 2015), de néant pour le Portugal (néant au 31 octobre 2015) et de 1,4 milliard pour l'Espagne (1,2 milliard au 31 octobre 2015).

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 6,9 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'augmentation du risque lié au Royaume-Uni, au Luxembourg et à la Suisse, en partie neutralisée par une diminution du risque lié aux Pays-Bas. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, dont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, tandis que le risque de crédit total a augmenté de 0,3 milliard de dollars au cours du trimestre pour atteindre 2,2 milliards de dollars.

Le risque auquel nous sommes exposés concerne principalement les titres de première qualité. Le risque net lié aux plus grands pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec des particuliers, des institutions financières et de grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de créances d'entités gouvernementales, et nous exerçons des activités de tenue de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts sont principalement liés aux dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière d'évaluation du risque appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de la gestion de notre bilan. Notre dotation à la provision pour pertes sur créances a atteint 1,9 million de dollars pour le trimestre considéré. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,5 %, en baisse par rapport à 0,6 % pour le trimestre précédent.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 janvier 2016												31 octobre 2015
	Royaume-Uni	Allemagne	France	Total – Royaume-Uni, Allemagne, France		Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe
Institutions financières	8 794 \$	7 133 \$	769 \$	16 696 \$	– \$	187 \$	203 \$	3 \$	80 \$	473 \$	12 067 \$	29 236 \$	27 835 \$
Organismes souverains	7 335	1 127	3 630	12 092	–	42	–	–	138	180	7 293	19 565	14 815
Grandes entreprises	9 764	1 469	467	11 700	–	1 158	23	7	343	1 531	4 919	18 150	17 443
Total	25 893 \$	9 729 \$	4 866 \$	40 488 \$	– \$	1 387 \$	226 \$	10 \$	561 \$	2 184 \$	24 279 \$	66 951 \$	60 093 \$

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le risque net lié aux organismes souverains s'est accru de 4,8 milliards de dollars, en raison principalement d'augmentations touchant le Royaume-Uni, les autres pays d'Europe et la France. La hausse de 1,4 milliard de dollars du risque net lié aux institutions financières a principalement concerné le Royaume-Uni. Le risque net lié aux grandes entreprises s'est établi à 0,7 milliard de dollars et est surtout venu du Royaume-Uni et des autres pays d'Europe.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par région géographique.

(en millions de dollars canadiens sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2016					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)			Marges de crédit sur valeur nette (3)		
	Assurés (2)	Non assurés	Total	Assurés (2)	Non assurés	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 257 \$	58 %	5 309 \$	42 %	12 566 \$	2 033 \$
Québec	13 489	49	13 776	51	27 265	4 093
Ontario	40 783	42	55 742	58	96 525	16 195
Alberta	21 169	58	15 420	42	36 589	7 057
Saskatchewan et Manitoba	8 414	52	7 626	48	16 040	2 685
Colombie-Britannique et territoires	17 016	39	26 684	61	43 700	8 832
Total – Canada (5)	108 128 \$	46 %	124 557 \$	54 %	232 685 \$	40 895 \$
États-Unis	–	–	8 996	100	8 996	1 651
Autres pays	14	–	3 493	100	3 507	3 039
Total – autres pays	14 \$	– %	12 489 \$	100 %	12 503 \$	4 690 \$
Total	108 142 \$	44 %	137 046 \$	56 %	245 188 \$	45 585 \$
Au 31 octobre 2015						
(en millions de dollars canadiens sauf les pourcentages)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)			Marges de crédit sur valeur nette (3)		
	Assurés (2)	Non assurés	Total	Assurés (2)	Non assurés	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 856 \$	55 %	5 586 \$	45 %	12 442 \$	2 060 \$
Québec	12 414	46	14 621	54	27 035	4 157
Ontario	36 555	39	58 036	61	94 591	16 785
Alberta	19 872	55	16 423	45	36 295	7 189
Saskatchewan et Manitoba	7 690	48	8 174	52	15 864	2 751
Colombie-Britannique et territoires	15 755	36	27 555	64	43 310	9 085
Total – Canada (5)	99 142 \$	43 %	130 395 \$	57 %	229 537 \$	42 027 \$
États-Unis	–	–	772	100	772	334
Autres pays	14	–	3 202	100	3 216	3 107
Total – autres pays	14 \$	– %	3 974 \$	100 %	3 988 \$	3 441 \$
Total	99 156 \$	42 %	134 369 \$	58 %	233 525 \$	45 468 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 440 millions de dollars (450 millions au 31 octobre 2015).

(2) Les prêts hypothécaires assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(3) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.

(4) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2015 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 233 milliards de dollars (230 milliards au 31 octobre 2015) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 208 milliards de dollars (205 milliards au 31 octobre 2015) et des prêts hypothécaires commerciaux de 6 milliards de dollars (5 milliards au 31 octobre 2015), dont une tranche de 3 milliards (3 milliards au 31 octobre 2015) est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 19 milliards (19 milliards au 31 octobre 2015) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 janvier 2016, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 41 milliards de dollars (42 milliards au 31 octobre 2015). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 31 octobre 2015) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de 7 % (8 % au 31 octobre 2015) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Au					
	31 janvier 2016			31 octobre 2015		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	75 %	39 %	73 %	75 %	77 %	75 %
Plus de 25 à 30 ans	23	60	25	23	23	23
Plus de 30 à 35 ans	2	1	2	2	—	2
Plus de 35 ans	—	—	—	—	—	—
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2016		le 31 octobre 2015	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Prêts de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	75 %	73 %	74 %
Québec	70	73	70	74
Ontario	70	69	70	69
Alberta	73	73	73	73
Saskatchewan et Manitoba	74	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	68	66	68	66
États-Unis	74	n.s.	72	n.s.
Autres pays	63	n.s.	63	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour l'exercice (4), (5)	70 %	69 %	70 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens	55 %	55 %	55 %	54 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2015 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'établissait à 55 % au 31 janvier 2016 (54 % au 31 octobre 2015). Ce calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, dont les ventes de propriétés comparables et les tendances des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, dont des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	284 \$	240 \$	252 \$
Gestion de patrimoine	5	1	13
Marchés des Capitaux	120	36	5
Services de soutien généraux et autres (1)	1	(2)	–
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	410 \$	275 \$	270 \$
Canada (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	11 \$	8 \$	8 \$
Prêts aux particuliers	116	102	96
Prêts sur cartes de crédit	103	93	92
Prêts aux petites entreprises	8	7	9
Prêts de détail	238	210	205
Prêts de gros	117	35	28
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	355	245	233
États-Unis (2), (3)			
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$
Prêts de gros	38	19	7
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	38	19	7
Autres pays (2), (3)			
Prêts de détail	20 \$	(2)\$	4 \$
Prêts de gros	(3)	13	26
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	17	11	30
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	410 \$	275 \$	270 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (4)			
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,31 %	0,23 %	0,24 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,30 %	0,25 %	0,28 %
Services bancaires canadiens	0,29 %	0,25 %	0,26 %
Services bancaires dans les Antilles	0,88 %	0,43 %	0,93 %
Gestion de patrimoine	0,04 %	0,02 %	0,29 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances ratio – prêts	0,02 %	0,02 %	0,29 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts dépréciés acquis	0,02 %	s.o.	s.o.
Marchés des Capitaux	0,53 %	0,17 %	0,03 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique *Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation*.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Comprend les prêts dépréciés acquis.

(4) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 140 millions de dollars, ou 52 %, par rapport à il y a un an. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 7 points de base pour se fixer à 31 points.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 32 millions de dollars ou 13 %, tandis que le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 2 points de base pour s'établir à 30 points, en raison surtout d'une hausse de la dotation dans nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 8 millions de dollars. Au cours du trimestre considéré, nous avons inscrit une dotation à la provision de 5 millions de dollars liée à City National. La dotation à la provision d'il y a un an comprenait deux comptes principalement liés à notre secteur Gestion de patrimoine – International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 115 millions de dollars, surtout en raison de cinq comptes des secteurs du pétrole et du gaz et des services publics.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 135 millions de dollars, ou 49 %, par rapport au dernier trimestre. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 points pour se fixer à 31 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 44 millions de dollars, ou 18 %, tandis que le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 5 points de base pour se fixer à 30 points, conséquence surtout de la hausse de la dotation pour la plupart de nos portefeuilles au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 4 millions de dollars, en raison de la dotation liée à City National évoquée plus haut.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 84 millions de dollars, surtout en raison de cinq comptes des secteurs du pétrole et du gaz et des services publics.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 817 \$	1 809 \$	1 949 \$
Gestion de patrimoine (1)	835	178	104
Marchés des Capitaux	466	296	77
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	–	–	1
Total du montant brut des prêts douteux	3 120 \$	2 285 \$	2 133 \$
Canada (2)			
Prêts de détail	624 \$	624 \$	652 \$
Prêts de gros	604	512	471
Montant brut des prêts douteux	1 228	1 136	1 123
États-Unis (1), (2)			
Prêts de détail	22 \$	10 \$	12 \$
Prêts de gros	876	204	36
Montant brut des prêts douteux	898	214	48
Autres pays (1), (2)			
Prêts de détail	392 \$	356 \$	395 \$
Prêts de gros	602	579	567
Montant brut des prêts douteux	994	935	962
Total du montant brut des prêts douteux	3 120 \$	2 285 \$	2 133 \$
Prêts douteux, solde d'ouverture	2 285 \$	2 379 \$	1 977 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (3)	544	366	407
Remboursements nets (3)	(175)	(64)	(32)
Montants radiés	(347)	(374)	(315)
Autres (1), (3), (4)	813	(22)	96
Prêts douteux, solde à la fin de la période	3 120 \$	2 285 \$	2 133 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (5)			
Total du ratio du montant brut des prêts douteux	0,59 %	0,47 %	0,46 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,48 %	0,48 %	0,54 %
Services bancaires canadiens	0,27 %	0,29 %	0,31 %
Services bancaires dans les Antilles	8,99 %	8,84 %	10,75 %
Gestion de patrimoine	1,69 %	1,03 %	0,58 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts	0,40 %	1,03 %	0,58 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts dépréciés			
acquis	1,29 %	s.o.	s.o.
Marchés des Capitaux	0,52 %	0,34 %	0,10 %

(1) Pour le premier trimestre de 2016, comprend 636 millions de dollars liés à des prêts dépréciés acquis, dont plus de 90 % sont assurés par des accords de partage des pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Pour plus de détails, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux variations du taux de change, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés et aux prêts vendus ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(4) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus et des variations du taux de change et autres variations. Pour le premier trimestre de 2016, le poste inclut des prêts dépréciés acquis de 680 millions de dollars venant de City National en date de l'acquisition.

(5) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le montant brut total des prêts douteux s'est accru de 987 millions de dollars, ou 46 %, par rapport à il y a un an, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux a augmenté de 13 points pour se fixer à 59 points de base, conséquence surtout des prêts dépréciés acquis de 636 millions de dollars par suite de l'acquisition de City National, laquelle a contribué à hauteur de 9 points de base à l'augmentation. Plus de 90 % de ces prêts dépréciés acquis sont couverts par des accords de partage des pertes avec la FDIC. Pour des détails sur les prêts dépréciés acquis, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 132 millions de dollars, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué de 6 points pour atteindre 48 points de base, en raison surtout de la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts commerciaux et de prêts hypothécaires résidentiels, et dans nos portefeuilles des Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 731 millions de dollars, en raison surtout de l'acquisition de City National, comme il a été déjà mentionné.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 389 millions de dollars, par suite surtout d'une hausse des prêts douteux dans le secteur pétrogazier.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 835 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est accru de 12 points de base pour se fixer à 59 points.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 8 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des prêts douteux dans nos portefeuilles des Antilles sous l'effet du change, facteur qui a été en grande partie neutralisé par une baisse des prêts douteux de notre portefeuille canadien de prêts commerciaux. Le ratio du montant brut des prêts douteux, à 48 points de base, est resté stable par rapport au ratio du trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 657 millions de dollars, ou 369 %, en raison surtout de l'acquisition de City National, comme il a été mentionné déjà.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 170 millions de dollars, ou 57 %, par suite surtout d'une hausse des prêts douteux dans le secteur pétrogazier.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	587 \$	548 \$	623 \$
Gestion de patrimoine ⁽¹⁾	51	43	25
Marchés des Capitaux	146	61	29
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	–	–	–
Total de la provision pour prêts douteux	786 \$	654 \$	679 \$
Canada ⁽²⁾			
Prêts de détail	155 \$	142 \$	149 \$
Prêts de gros	200	111	149
Provision pour prêts douteux	355	253	298
États-Unis ^{(1), (2)}			
Prêts de détail	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	50	47	28
Provision pour prêts douteux	51	48	29
Autres pays ⁽²⁾			
Prêts de détail	193 \$	169 \$	185 \$
Prêts de gros	187	184	167
Provision pour prêts douteux	380	353	352
Total de la provision pour prêts douteux	786 \$	654 \$	679 \$
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 474	1 466	1 469
Total de la provision pour pertes sur créances	2 260 \$	2 120 \$	2 148 \$

(1) Pour le premier trimestre de 2016, comprend la provision pour pertes sur créances liée aux prêts dépréciés acquis issus de l'acquisition de City National.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 112 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à il y a un an, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de la provision pour pertes sur créances des secteurs Marchés des Capitaux du même ordre que la dotation à la provision pour pertes sur créances inscrite pour le trimestre considéré, et à la hausse de la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 140 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de la provision pour pertes sur créances des secteurs Marchés des Capitaux du même ordre que la dotation à la provision pour pertes sur créances inscrite pour le trimestre considéré, et à la hausse de la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels comptabilisés dans les revenus ou dans les autres éléments du résultat global et découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2015. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en périodes de tensions. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2015.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de positions liées aux activités autres que de négociation. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, la Banque évalue deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Il n'y a eu aucun changement significatif à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel, ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis celle décrite dans notre rapport annuel 2015.

Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2016				31 octobre 2015		31 janvier 2015	
	Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 octobre	Pour le trimestre clos à cette date Moyenne	Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas				
Actions	21 \$	22 \$	32 \$	15 \$	20 \$	18 \$	15 \$	9 \$
Change	4	4	6	4	4	4	5	4
Marchandises	2	3	3	2	3	3	4	4
Taux d'intérêt	29	24	30	20	26	27	30	27
Risque de crédit spécifique (1)	5	6	6	5	6	8	7	8
Effet de diversification (2)	(18)	(19)	(23)	(16)	(18)	(25)	(22)	(19)
VAR liée à la gestion du risque de marché	43 \$	40 \$	53 \$	33 \$	41 \$	35 \$	39 \$	33 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	114 \$	106 \$	150 \$	73 \$	109 \$	114 \$	157 \$	107 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 40 millions de dollars, en hausse de 7 millions par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'incidence du change. L'augmentation du risque lié aux actions a été atténuée par une réduction des risques liés aux taux d'intérêt et aux écarts de taux, attribuable à la diminution des stocks des portefeuilles de titres à revenu fixe, comme l'indiquent les moyennes de la VAR liées aux taux d'intérêt, aux actions et au risque de crédit spécifique au premier trimestre de 2016 par rapport à il y a un an.

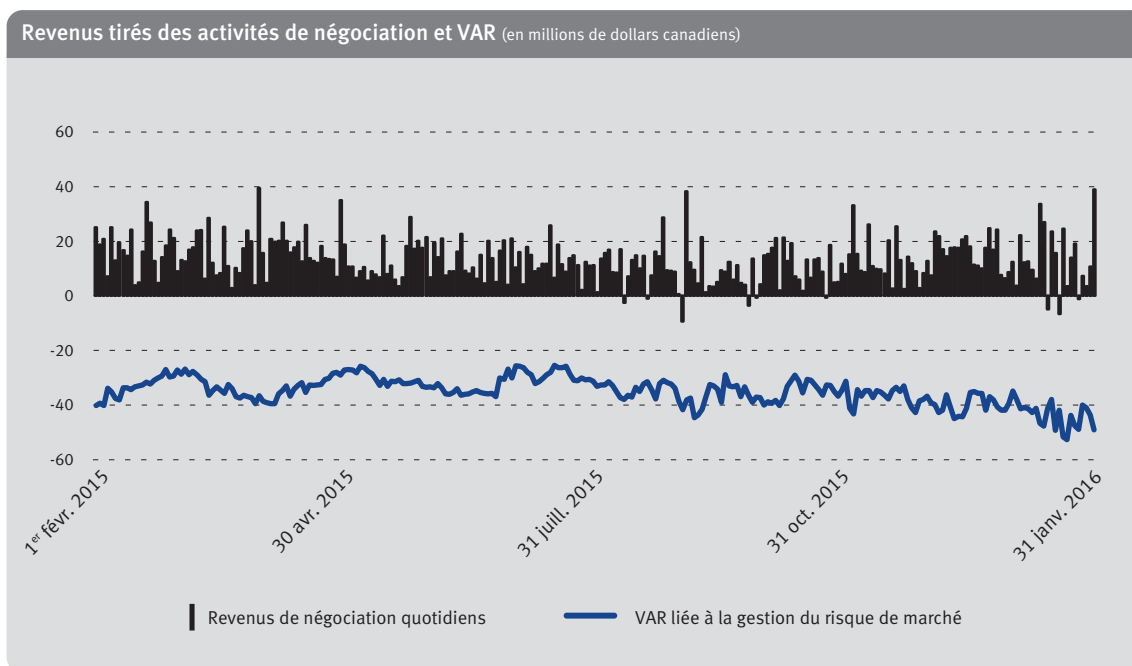
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 106 millions de dollars, en baisse de 1 million par rapport à il y a un an, vu que l'incidence du change a été en grande partie neutralisée par une réduction de la VAR en période de tensions du fait des variations de risques liés aux taux d'intérêt et aux écarts de taux susmentionnées.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 40 millions de dollars, en hausse de 5 millions par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement l'incidence de la conversion des devises et la plus grande volatilité du marché des actions qui ont accru les activités des clients au chapitre de la négociation d'actions. Ces facteurs ont été atténués par une réduction des stocks dans les portefeuilles de titres à revenu fixe, qui a entraîné une baisse des risques liés aux taux d'intérêt et aux écarts de taux.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 106 millions de dollars, en baisse de 8 millions par rapport au trimestre précédent, surtout à cause de la réduction des stocks de titres à revenu fixe susmentionnée, qui a été atténuée par l'incidence du change. La VAR en périodes de tensions a affiché une tendance à la hausse en raison d'une plus grande volatilité du marché dans la deuxième moitié du trimestre considéré d'une part, et des répercussions des portefeuilles de titres de participation d'autre part.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous avons connu 3 séances marquées par des pertes de négociation nettes totalisant 13 millions de dollars, comparativement à 6 séances marquées par des pertes de négociation nettes totalisant 18 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, aucune de ces pertes n'ayant excédé la VAR. Les pertes du trimestre sont principalement attribuables à la volatilité des marchés alimentée par l'incertitude à l'égard du ralentissement de la croissance économique en Chine, qui s'est répercutée négativement sur les actions dans le monde.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2016, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 8,3 milliards de dollars, et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 6,5 milliards à l'appui des passifs.

Évaluations du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau ci-après présente l'incidence potentielle avant impôt sur les éléments autres que de négociation présentés dans le bilan de la Banque d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de douze mois, en présumant qu'aucune opération de couverture ultérieure n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux plancher sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des statistiques de mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2016						31 octobre 2015		31 janvier 2015	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar US (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar US (2)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 122)\$	(164)\$	(1 286)\$	266 \$	161 \$	427 \$	(1 072)\$	289 \$	(872)\$	432 \$
diminution des taux de 100 p.b.	765	(172)	593	(315)	(142)	(457)	829	(370)	656	(330)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 janvier 2016, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 points de base aurait eu une incidence négative de 457 millions de dollars sur le revenu net d'intérêt de la Banque, en hausse par rapport à 370 millions au dernier trimestre. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 points de base survenu au 31 janvier 2016 aurait eu une incidence négative de 1 286 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en hausse par rapport à 1 072 millions au dernier trimestre. Les augmentations d'un trimestre à l'autre du risque lié au revenu net d'intérêt et du risque lié à la valeur économique des capitaux propres sont principalement imputables à la consolidation des risques liés à City National. Au cours du premier trimestre de 2016, le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente s'établissaient à 59 milliards de dollars au 31 janvier 2016, contre 48 milliards au 31 octobre 2015. La consolidation du portefeuille de titres disponibles à la vente de City National a contribué à hauteur de 8,2 milliards de dollars à la hausse du trimestre considéré. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité liés à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 31 janvier 2016, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représentait une perte avant impôt de 6,4 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous expose également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une perte avant impôt de 16,3 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. La valeur des titres disponibles à la vente pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 janvier 2016 s'établissait à 45,5 milliards de dollars. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,8 milliard de dollars au 31 janvier 2016, inchangé par rapport au trimestre précédent.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 9 milliards de dollars au 31 janvier 2016, en hausse par rapport à 6,4 milliards au dernier trimestre, et les passifs dérivés se chiffraient à 5,4 milliards au 31 janvier 2016, en hausse par rapport à 4,5 milliards au dernier trimestre.

Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée qui s'établissaient à 3,4 milliards de dollars au 31 janvier 2016, en hausse par rapport à 2,8 milliards au dernier trimestre, et des passifs dérivés qui se chiffraient à 2,5 milliards au 31 janvier 2016, en hausse par rapport à 2,0 milliards au dernier trimestre. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié à nos titres disponibles à la vente et au taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant de 4,8 millions de dollars au 31 janvier 2016.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Autres dérivés non détenus à des fins de transaction

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée afin de gérer les risques liés aux autres activités autres que de négociation. Ces dérivés ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les actifs dérivés liés à ces activités s'établissaient à 5,6 milliards de dollars au 31 janvier 2016, en hausse par rapport à 3,6 milliards au dernier trimestre, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,9 milliards au 31 janvier 2016, en hausse par rapport à 2,5 milliards au dernier trimestre.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants sont liés à la livre sterling et à l'euro, et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques lié aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2015.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	17 050 \$	10 193 \$	6 857 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	24 636	16 179	8 457	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	161 442	154 671	6 771	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	72 269	–	72 269	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	196 295	195 897	398	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	360 763	8 711	352 052	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	157 592	149	157 443	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 169)	–	(2 169)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	839	–	839	Taux d'intérêt
Dérivés	132 560	123 521	9 039	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	73 185	26 199	46 986	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	5 890	–	–	
Total de l'actif	1 200 352 \$	535 520 \$	658 942 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	769 568 \$	156 819 \$	612 749 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	839	–	839	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	51 931	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	99 310	99 198	112	Taux d'intérêt
Dérivés	132 023	126 572	5 451	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (16)	59 319	20 447	38 872	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 854	–	9 854	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	7 620	–	–	
Total du passif	1 130 464 \$	454 967 \$	667 877 \$	
Total des capitaux propres	69 888 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 200 352 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 181 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 676 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 8 457 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 771 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 59 032 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 13 237 millions. Une tranche de 58 675 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 524 millions sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante d'un montant de 12 070 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marchés liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 398 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 352 052 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 156 208 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 235 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 43 010 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 3 976 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 5 890 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 612 749 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 112 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 248 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 28 624 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 620 millions de dollars.

Au 31 octobre 2015

(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	12 452 \$	5 720 \$	6 732 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	22 690	15 764	6 926	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	158 703	151 420	7 283	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	56 805	–	56 805	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)				
	174 723	174 594	129	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	348 183	16 337	331 846	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	126 069	140	125 929	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 029)	–	(2 029)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	830	–	830	Taux d'intérêt
Dérivés	105 626	99 233	6 393	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	64 082	24 578	39 504	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 074	–	–	
Total de l'actif	1 074 208 \$	487 786 \$	580 348 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	697 227 \$	151 776 \$	545 451 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	830	–	830	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 658	47 658	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	83 288	83 165	123	Taux d'intérêt
Dérivés	107 860	103 348	4 512	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (16)	58 184	19 757	38 427	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	7 362	–	7 362	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	7 855	–	–	
Total du passif	1 010 264 \$	405 704 \$	596 705 \$	
Total des capitaux propres	63 944 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 074 208 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.

- (3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 5 829 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 903 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.
- (4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 6 926 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 283 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.
- (6) Comprend des titres disponibles à la vente de 48 164 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 8 641 millions. Une tranche de 43 528 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 917 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante d'un montant de 11 360 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marchés liés aux activités internes autres que de négociation.
- (7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 129 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (8) Les prêts de détail comprennent un montant de 331 846 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (9) Les prêts de gros comprennent un montant de 124 701 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 228 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (11) Les autres actifs comprennent un montant de 36 728 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 776 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 074 millions de dollars.
- (13) Les dépôts comprennent un montant de 545 451 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 123 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 019 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 28 408 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.
- (17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 855 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion du risque de liquidité depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2015. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de certaines réformes réglementaires prospectives dans les territoires où nous exerçons nos activités. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent largement dans les limites de notre goût du risque.

Contexte réglementaire

Il n'y a eu aucun changement significatif au contexte réglementaire par rapport à celui décrit dans notre rapport annuel 2015. Pour une analyse des faits nouveaux en matière de réglementation, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016.

Évaluation du risque

Pour évaluer le risque de liquidité, nous appliquons un scénario fondé sur des hypothèses à nos actifs et passifs et aux engagements hors bilan, de manière à établir les profils relatifs aux flux de trésorerie prévus sur divers horizons. Ainsi, les obligations d'État peuvent être monétisées de façon rapide et sûre afin de générer des entrées de trésorerie avant leur échéance contractuelle et, dans un même ordre d'idées, les dépôts à vue fondés sur des relations peuvent être considérés comme générant de faibles sorties de trésorerie à court terme, même s'ils peuvent contractuellement être remboursés à vue. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes de ce genre afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Afin de nous assurer que le risque de liquidité est conforme à notre goût du risque, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Pour plus de détails sur nos méthodes et mesures, se reporter à la rubrique *Risque de liquidité et de financement* du rapport annuel 2015.

Profil de risque

Au 31 janvier 2016, les dépôts basés sur les relations, tels qu'ils sont définis à l'interne, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 478 milliards de dollars, ou 52 % du total du financement (422 milliards de dollars ou 51 % au 31 octobre 2015). L'augmentation des dépôts basés sur les relations est principalement attribuable à l'acquisition de City National Bank. Les actifs très liquides sont financés principalement au moyen d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Le financement de gros se compose de passifs à court terme non garantis de 122 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 170 milliards, qui représentaient respectivement 13 % et 18 % du total du financement au 31 janvier 2016 (110 milliards et 149 milliards, ou 13 % et 18 % du total du financement, au 31 octobre 2015). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique *Financement* ci-après.

Au 31 janvier 2016, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 16 milliards de dollars, soit 10 milliards de dollars US et 6 milliards de dollars CA (16 milliards, soit 10 milliards de dollars US et 6 milliards de dollars CA au 31 octobre 2015). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nos actifs liquides en cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 16 milliards de dollars, soit 10 milliards de dollars US et 6 milliards de dollars CA (13 milliards, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 octobre 2015). Nous détenons également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 4 milliards de dollars US au 31 janvier 2016 (4 milliards de dollars US au 31 octobre 2015); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 4 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016 (4 milliards de dollars US au 31 octobre 2015). Ces actifs sont pris en compte dans notre portefeuille d'actifs liquides de haute qualité, pour lequel une analyse est présentée ci-après.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le BSIF a adopté un ratio de liquidité à court terme minimal de 100 % pour les banques canadiennes à compter du Risque de liquidité et de financement 1^{er} janvier 2015. Le ratio est présenté selon un modèle de déclaration type de Bâle et calculé à partir de la moyenne des positions de fin de mois du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

	Au			
	31 janvier 2016		31 octobre 2015	
	Valeur non pondérée totale (moyenne)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité		210 038		194 785
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont : (2)				
<i>Dépôts stables</i> (3)	208 696	16 236	180 831	13 856
<i>Dépôts moins stables</i>	66 203	1 987	60 399	1 813
<i>Dépôts moins stables</i>	142 493	14 249	120 432	12 043
Financement de gros non garanti, dont :	232 904	101 341	217 592	97 305
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	104 370	25 084	97 255	23 342
<i>Dépôts non opérationnels</i>	111 159	58 882	101 632	55 258
<i>Dettes non garanties</i>	17 375	17 375	18 705	18 705
Financement de gros garanti		29 209		26 709
Exigences supplémentaires, dont :	228 127	62 023	195 694	51 288
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	53 044	26 260	43 709	17 747
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	5 978	5 978	4 893	4 893
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	169 105	29 785	147 092	28 648
Autres obligations de financement contractuel (5)	27 618	27 618	28 056	28 056
Autres obligations de financement conditionnel (6)	447 228	6 331	433 181	6 224
Total des sorties de trésorerie		242 758		223 438
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex. conventions de revente)	118 559	25 618	119 274	32 982
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	12 106	8 024	11 709	8 013
Autres entrées de trésorerie	37 612	37 612	29 309	29 309
Total des entrées de trésorerie		71 254		70 304
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		210 038		194 785
Total des sorties de trésorerie nettes		171 504		153 134
Ratio de liquidité à court terme		122 %		127 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et aux exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme.

(2) Ne tient pas compte des dépôts dont les taux de sortie de trésorerie sont de 0 %.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont détenus dans des comptes courants ou relativement auxquels la banque entretient des relations durables avec le déposant, qui rendent un retrait très improbable.

(4) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidités à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète la tolérance de la direction au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité, y compris les actifs liquides aux fins des éventualités et de la gestion de la trésorerie, sont gérés activement, de manière à atteindre nos objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la *Ligne directrice sur les normes de liquidité* du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 78 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan auxquels on s'attend ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, qui sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis à un client. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché à laquelle la Banque pourrait, selon la direction, avoir accès advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Au premier trimestre de 2016, le ratio de liquidité à court terme s'est établi à 122 %, donnant lieu à un excédent d'environ 39 milliards de dollars, ce qui représente 3 milliards de moins que notre excédent du dernier trimestre. Cette diminution est principalement attribuable aux sorties de trésorerie plus élevées liées au financement de gros garanti et non garanti.

Réserve de liquidités et charges grevant les actifs

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux ci-après présentent des sommaires de notre réserve de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Dans les deux tableaux, les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès en cas de besoin. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est autorisé (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisqu'ils ne peuvent être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

Réserve de liquidités

Dans le tableau de la réserve de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées et lorsque des avances peuvent être appuyées par des actifs admissibles (p. ex., certains prêts non grevés) qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides.

Réserve de liquidités (1)

	Au 31 janvier 2016				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	29 205 \$	– \$	29 205 \$	1 903 \$	27 302 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 793	–	3 793	292	3 501
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	294 921	24 288	319 209	147 715	171 494
Autres (2)	146 338	31 417	177 755	83 845	93 910
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	638	–	638	–	638
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	12 718	–	12 718	–	12 718
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	136 646	–	136 646	–	136 646
Autres actifs liquides (7)	23 584	–	23 584	23 584	–
Total des actifs liquides	647 843 \$	55 705 \$	703 548 \$	257 339 \$	446 209 \$

	Au 31 octobre 2015				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	25 075 \$	– \$	25 075 \$	1 719 \$	23 356 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 298	–	2 298	1	2 297
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	257 338	21 216	278 554	127 702	150 852
Autres (2)	142 713	31 751	174 464	80 349	94 115
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	63	–	63	–	63
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	11 844	–	11 844	–	11 844
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	128 401	–	128 401	–	128 401
Autres actifs liquides (7)	21 675	–	21 675	21 675	–
Total des actifs liquides	589 407 \$	52 967 \$	642 374 \$	231 446 \$	410 928 \$

	Au	
	31 janvier 2016	31 octobre 2015
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	260 636 \$	252 052 \$
Succursales à l'étranger	65 828	64 684
Filiales	119 745	94 192
Total des actifs liquides non grevés	446 209 \$	410 928 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (4) Inclut les titres à enchères.
- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le total des actifs liquides a augmenté de 61 milliards de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de notre acquisition de City National, de l'incidence de la conversion des devises, et de l'accroissement des activités de négociation et de financement portant sur des titres entraîné surtout par la demande des clients.

Charges grevant les actifs

Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la Banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (dont les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Les actifs moins liquides tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit peuvent être monétisés en partie, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Au 31 janvier 2016, nos actifs disponibles à titre de garantie comprenaient 63 % du total de nos actifs liquides.

Charges grevant les actifs ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 janvier 2016					31 octobre 2015				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	1 903 \$	15 147 \$	– \$	17 050 \$	– \$	1 719 \$	10 733 \$	– \$	12 452 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	–	292	24 344	–	24 636	1	–	22 689	–	22 690
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	73 968	–	85 848	1 626 \$	161 442	66 752	–	90 551	1 400	158 703
Titres disponibles à la vente	8 237	49	61 125	2 858	72 269	7 800	669	45 548	2 788	56 805
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	164 460	–	96 425	18 920	279 805	148 117	–	89 929	18 398	256 444
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	34 767	–	35 436	–	70 203	35 889	–	33 921	–	69 810
Prêts hypothécaires	35 593	–	11 990	127 842	175 425	36 422	–	–	127 743	164 165
Prêts autres qu'hypothécaires	10 839	–	97 326	6 970	115 135	8 314	–	100 040	5 854	114 208
Prêts de gros	2 869	–	41 083	113 640	157 592	3 376	–	40 867	81 826	126 069
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 169)	(2 169)	–	–	–	(2 029)	(2 029)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	839	839	–	–	–	830	830
Autres – Dérivés	–	–	–	132 560	132 560	–	–	–	105 626	105 626
– Autres (6)	23 584	–	–	55 491	79 075	22 286	–	–	47 870	70 156
Total de l'actif	354 317 \$	2 244 \$	468 724 \$	458 577 \$	1 283 862 \$	328 957 \$	2 388 \$	434 278 \$	390 306 \$	1 155 929 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché a été gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer la perturbation des liquidités sur le marché.
- (4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.
- (6) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tensions comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités d'emprunt auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient insuffisantes et ne nous permettraient pas de monétiser nos actifs disponibles à titre de garantie pour satisfaire à nos besoins (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre et la Banque de France).

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts

Les dépôts de base tiennent compte de nos propres estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts sur préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds

de gros venant à échéance dans plus de un an, et représentaient 66 % du total de nos dépôts au 31 janvier 2016 (64 % au 31 octobre 2015). Au cours du dernier trimestre, les soldes des dépôts de base ont augmenté d'environ 51 milliards de dollars, ou 11 %. Cette augmentation est en grande partie attribuable à l'acquisition de City National. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur les échéances du financement de gros, se reporter respectivement à la rubrique *Profil de risque* et au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur les plans des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

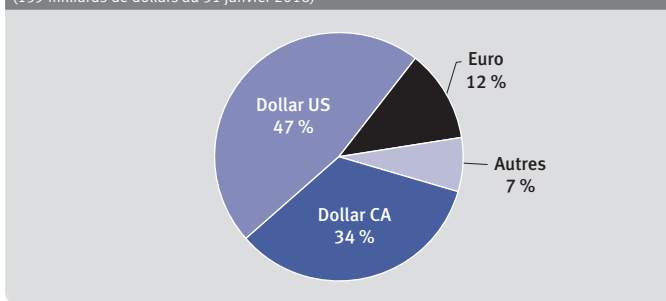
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Programme de billets à moyen terme enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 15 milliards de dollars US ⁽¹⁾ 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

(1) Sous réserve de la limite prévue par le programme mondial d'obligations sécurisées, qui est établie à 32 milliards d'euros.

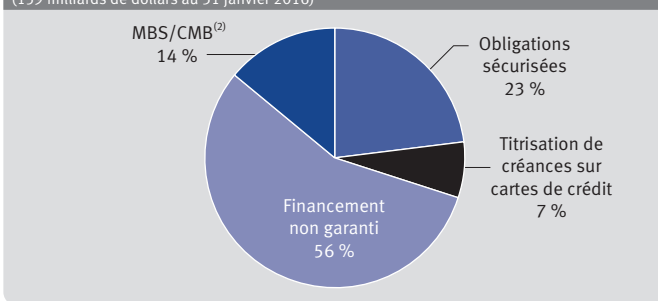
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par monnaie d'émission
(159 milliards de dollars au 31 janvier 2016)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par produit
(159 milliards de dollars au 31 janvier 2016)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

(2) Titres adossés à des créances hypothécaires/obligations hypothécaires du Canada

Le tableau ci-après illustre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance, et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	2 586 \$	329 \$	25 \$	82 \$	3 022 \$	– \$	– \$	3 022 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 894	16 256	21 423	8 481	52 054	–	221	52 275
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	2 545	4 774	5 031	245	12 595	–	–	12 595
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	368	4 045	4 402	17 998	26 813	15 276	45 291	87 380
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	76	469	457	648	1 650	788	6 903	9 341
Titrisation de prêts hypothécaires	30	606	1 395	1 528	3 559	2 528	15 792	21 879
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	700	–	3 651	3 810	8 161	8 620	31 403	48 184
Passifs subordonnés	–	–	–	–	–	116	9 515	9 631
Autres ⁽⁷⁾	3 868	2 682	1 277	1 538	9 365	8	4 678	14 051
Total	16 067 \$	29 161 \$	37 661 \$	34 330 \$	117 219 \$	27 336 \$	113 803 \$	258 358 \$
Comprend :								
– Financement garanti	7 080 \$	7 769 \$	10 077 \$	5 583 \$	30 509 \$	11 148 \$	47 196 \$	88 853 \$
– Financement non garanti	8 987	21 392	27 584	28 747	86 710	16 188	66 607	169 505

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2015							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	5 107 \$	62 \$	13 \$	30 \$	5 212 \$	– \$	– \$	5 212 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	9 355	9 648	18 591	10 071	47 665	451	207	48 323
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	883	2 317	6 989	1 572	11 761	–	–	11 761
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	944	6 403	4 165	11 348	22 860	17 670	42 520	83 050
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	151	535	376	577	1 639	679	6 070	8 388
Titrisation de prêts hypothécaires	41	1 088	673	2 139	3 941	2 656	16 049	22 646
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	1 961	654	5 438	8 053	7 518	30 041	45 612
Passifs subordonnés	1 500	–	–	–	1 500	108	5 619	7 227
Autres ⁽⁷⁾	4 126	3 283	252	1 318	8 979	12	4 408	13 399
Total	22 107 \$	25 297 \$	31 713 \$	32 493 \$	111 610 \$	29 094 \$	104 914 \$	245 618 \$
Comprend :								
– Financement garanti	4 952 \$	7 506 \$	8 315 \$	9 149 \$	29 922 \$	10 174 \$	46 090 \$	86 186 \$
– Financement non garanti	17 155	17 791	23 398	23 344	81 688	18 920	58 824	159 432

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires. Les montants ont été révisés par rapport aux montants présentés précédemment.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 6 193 millions de dollars (6 088 millions au 31 octobre 2015), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 473 millions (3 186 millions au 31 octobre 2015) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 4 387 millions (4 125 millions au 31 octobre 2015).

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique *Évaluation du risque*.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	38 490 \$	64 \$	– \$	311 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 821 \$	41 686 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	108 441	23	14	3	6	66	150	5 654	47 085	161 442
Titres disponibles à la vente	1 613	4 877	4 140	1 446	1 324	6 974	20 822	29 149	1 924	72 269
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	95 403	40 633	33 983	9 714	5 092	2 926	–	–	8 544	196 295
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	16 692	16 623	22 164	18 967	19 680	98 362	200 928	38 875	83 895	516 186
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 357	4 495	23	–	–	6	1	–	–	12 882
Dérivés	9 629	12 403	5 410	3 819	5 101	11 110	30 070	55 002	16	132 560
Autres actifs financiers	31 381	829	456	1 889	50	43	31	426	1 486	36 591
Total des actifs financiers	310 006 \$	79 947 \$	66 190 \$	36 149 \$	31 253 \$	119 487 \$	252 002 \$	129 106 \$	145 771 \$	1 169 911 \$
Autres actifs non financiers	881	1 417	525	394	285	1 039	1 642	2 690	21 568	30 441
Total de l'actif	310 887 \$	81 364 \$	66 715 \$	36 543 \$	31 538 \$	120 526 \$	253 644 \$	131 796 \$	167 339 \$	1 200 352 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	46 190 \$	33 278 \$	39 203 \$	29 414 \$	31 645 \$	23 361 \$	57 760 \$	15 500 \$	390 170 \$	666 521 \$
Emprunts garantis	3 276	6 193	11 162	2 532	4 271	9 340	19 442	8 725	–	64 941
Obligations sécurisées	–	–	2 452	1 239	–	5 576	25 244	3 595	–	38 106
Autres										
Acceptations	8 357	4 495	23	–	–	6	1	–	–	12 882
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	–	–	–	–	–	–	–	–	51 931
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	82 558	4 104	2 974	846	542	769	30	–	7 487	99 310
Dérivés	7 845	9 794	6 471	5 200	6 403	12 496	32 451	51 353	10	132 023
Autres passifs financiers	24 102	1 048	235	1 593	233	99	261	4 344	596	32 511
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	125	9 729	–	9 854
Total des passifs financiers	224 259 \$	58 912 \$	62 520 \$	40 824 \$	43 094 \$	51 647 \$	135 314 \$	93 246 \$	398 263 \$	1 108 079 \$
Autres passifs non financiers	819	523	126	163	1 339	783	2 195	8 874	7 563	22 385
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	69 888	69 888
Total du passif et des capitaux propres	225 078 \$	59 435 \$	62 646 \$	40 987 \$	44 433 \$	52 430 \$	137 509 \$	102 120 \$	475 714 \$	1 200 352 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	417 \$	1 621 \$	2 504 \$	1 534 \$	3 135 \$	3 124 \$	6 537 \$	183 \$	66 \$	19 121 \$
Engagements en vertu de baux	63	122	179	180	180	668	1 577	1 914	–	4 883
Engagements de crédit	4 504	5 565	13 865	10 488	16 267	31 485	144 110	15 108	5 417	246 809
Autres engagements liés au crédit	426	896	1 222	1 029	1 265	383	929	276	76 162	82 588
Autres engagements	323	166	55	–	–	–	–	–	–	544
Total des éléments hors bilan	5 733 \$	8 370 \$	17 825 \$	13 231 \$	20 847 \$	35 660 \$	153 153 \$	17 481 \$	81 645 \$	353 945 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique *Profil des dépôts* présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2015									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	31 355 \$	56 \$	17 \$	530 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	3 184 \$	35 142 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	103 718	21	26	77	51	188	552	5 580	48 490	158 703
Titres disponibles à la vente	2 947	3 682	1 345	3 259	988	4 778	20 154	17 802	1 850	56 805
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	82 017	30 851	27 871	16 570	7 320	2 601	–	–	7 493	174 723
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 020	11 828	23 196	22 295	18 234	89 179	184 249	22 833	85 389	472 223
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 343	3 032	71	–	–	6	1	–	–	13 453
Dérivés	7 492	8 129	3 747	3 074	2 479	10 639	25 244	44 811	11	105 626
Autres actifs financiers	29 187	624	711	169	33	83	26	525	966	32 324
Total des actifs financiers	282 079 \$	58 223 \$	56 984 \$	45 974 \$	29 105 \$	107 474 \$	230 226 \$	91 551 \$	147 383 \$	1 048 999 \$
Autres actifs non financiers	1 792	1 506	526	374	60	866	1 573	2 425	16 087	25 209
Total de l'actif	283 871 \$	59 729 \$	57 510 \$	46 348 \$	29 165 \$	108 340 \$	231 799 \$	93 976 \$	163 470 \$	1 074 208 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	40 992 \$	29 994 \$	41 298 \$	20 175 \$	27 220 \$	30 697 \$	53 403 \$	14 479 \$	338 378 \$	596 636 \$
Emprunts garantis	970	4 818	8 602	7 567	2 676	9 708	19 318	9 736	–	63 395
Obligations sécurisées	–	1 961	–	2 293	1 165	3 269	24 064	4 444	–	37 196
Autres										
Acceptations	10 343	3 032	71	–	–	6	1	–	–	13 453
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 658	–	–	–	–	–	–	–	–	47 658
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	66 099	7 580	1 419	422	800	780	10	–	6 178	83 288
Dérivés	5 376	8 481	4 146	4 205	3 884	12 240	28 140	41 383	5	107 860
Autres passifs financiers	23 210	1 236	391	120	198	72	239	4 188	349	30 003
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 362	–	7 362
Total des passifs financiers	194 648 \$	57 102 \$	55 927 \$	34 782 \$	35 943 \$	56 772 \$	125 175 \$	81 592 \$	344 910 \$	986 851 \$
Autres passifs non financiers	990	3 291	170	142	169	894	2 564	8 522	6 671	23 413
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	63 944	63 944
Total du passif et des capitaux propres	195 638 \$	60 393 \$	56 097 \$	34 924 \$	36 112 \$	57 666 \$	127 739 \$	90 114 \$	415 525 \$	1 074 208 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	828 \$	2 798 \$	1 348 \$	2 115 \$	1 552 \$	2 861 \$	5 813 \$	147 \$	32 \$	17 494 \$
Engagements en vertu de baux	62	123	180	175	177	602	1 293	1 808	–	4 420
Engagements de crédit	3 801	6 005	9 854	10 976	8 281	32 971	127 747	14 127	3 113	216 875
Autres engagements liés au crédit	623	828	1 172	1 169	1 014	343	834	272	74 247	80 502
Autres engagements	353	–	–	–	–	–	–	–	–	353
Total des éléments hors bilan	5 667 \$	9 754 \$	12 554 \$	14 435 \$	11 024 \$	36 777 \$	135 687 \$	16 354 \$	77 392 \$	319 644 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique *Profil des dépôts* présentée précédemment

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 3 novembre 2015, Moody's a confirmé nos notations assorties d'une perspective négative, de même que les notations des cinq autres principales banques canadiennes.

Le 11 décembre 2015, S&P a révisé notre perspective en la faisant passer de négative à stable, tout comme elle l'a fait pour les cinq autres grandes banques canadiennes. Nos notations sont restées les mêmes.

Le 25 janvier 2016, Fitch Ratings a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative et confirmé nos notations, de même que les notations des cinq autres grandes banques canadiennes.

Le tableau ci-après présente nos principales notations⁽¹⁾ et perspectives au 23 février 2016 :

Notations

	Au 23 février 2016		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	négative
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	négative
Dominion Bond Rating Services	R-1 (élevée)	AA	négative

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau ci-après illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

	Au					
	31 janvier 2016			31 octobre 2015		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
(en millions de dollars canadiens)						
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	627 \$	166 \$	1 109 \$	760 \$	132 \$	972 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	455	121	–	421	88	–

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément à notre cadre de gestion du capital tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2015. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment à l'heure actuelle aux ratios cibles « tout compris » de Bâle III (exigences du CBCB prenant effet le 1^{er} janvier 2019 – ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres) en ce qui concerne le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total. Afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays, le BSIF a autorisé, en date du 1^{er} janvier 2014, les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sur une période de cinq ans se terminant le 31 décembre 2018. En 2016, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total sont restés inchangés à hauteur de respectivement 64 %, 71 % et 77 % et ils atteindront 100 % pour chaque catégorie de capital d'ici 2019.

À compter du 1^{er} janvier 2016, RBC devra inclure un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 %, car elle a été désignée comme une « banque d'importance systémique intérieure » par le BSIF en 2013 (à l'instar de cinq autres banques canadiennes), conformément aux données du tableau ci-dessous.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios de capital et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de capital et de levier de RBC au 31 janvier 2016	Ratios cibles du capital réglementaire du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)		
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	>4,5 %	2,5 %	>7,0 %	1,0 %	>8,0 %	9,9 %	✓
Capital de première catégorie	>6,0 %	2,5 %	>8,5 %	1,0 %	>9,5 %	11,2 %	✓
Capital total	>8,0 %	2,5 %	>10,5 %	1,0 %	>11,5 %	13,4 %	✓
Ratio de levier	>3,0 %	s.o.	>3,0 %	s.o.	>3,0 %	4,0 %	✓

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne le capital pondéré en fonction des risques et il prend effet le 1^{er} janvier 2016.

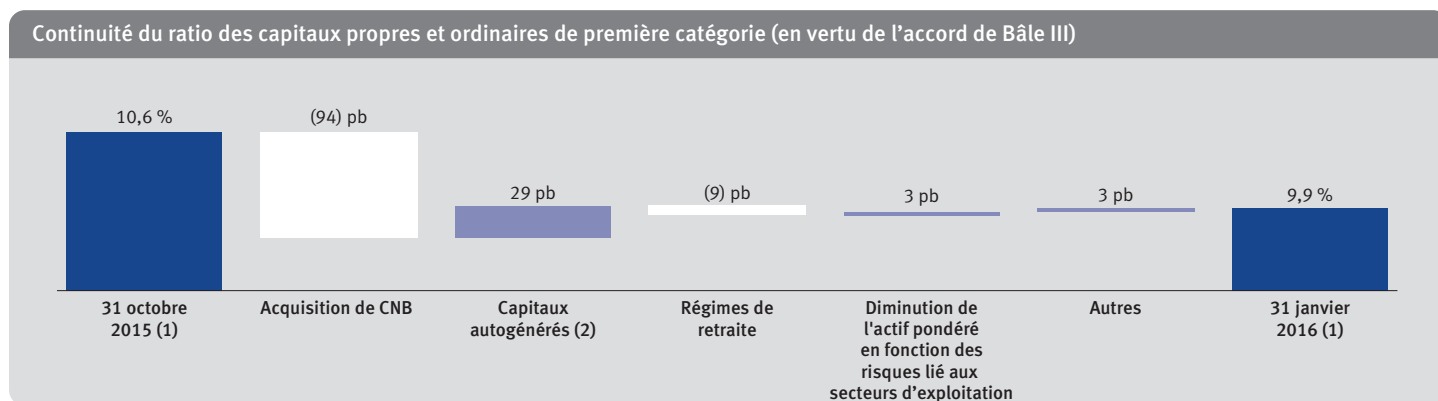
Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours de la période, et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients et sauf indication contraire)	Au		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Capital (1)			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	45 672 \$	43 715 \$	38 902 \$
Capital de première catégorie	51 992	50 541	44 917
Capital total	61 752	58 004	52 953
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)			
Aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	459 929	411 756	405 307
Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie	461 286	412 941	406 722
Aux fins du calcul du ratio du capital total	462 449	413 957	407 934
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total comprend : (1)			
Risque de crédit	372 125 \$	323 870 \$	314 163 \$
Risque de marché	37 232	39 786	45 623
Risque opérationnel	53 092	50 301	48 148
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total	462 449 \$	413 957 \$	407 934 \$
Ratios de capital, ratio de levier et coefficients (1), (3)			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,9 %	10,6 %	9,6 %
Ratio du capital de première catégorie	11,3 %	12,2 %	11,0 %
Ratio du capital total	13,4 %	14,0 %	13,0 %
Ratio de levier	4,0 %	4,3 %	3,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 288,5 \$	1 170,2 \$	1 178,9 \$

- (1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide de la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. À compter du premier trimestre de 2015, le ratio de levier a remplacé le coefficient actif-capital. Les ratios de capital présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ».
- (2) En 2015, les facteurs scalaires appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total étaient respectivement de 64 %, 71 % et 77 %. Ces facteurs scalaires demeurent inchangés pour 2016.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, notre ratio du capital de première catégorie, notre ratio du capital total et notre ratio de levier transitoires étaient respectivement de 11,2 %, 11,5 %, 13,5 % et 4,2 % au 31 janvier 2016. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés comprennent un montant de 1,2 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est chiffré à 9,9 %, en baisse de 70 points de base par rapport au dernier trimestre, ce qui s'explique principalement par l'acquisition de City National et l'incidence de la baisse des taux d'actualisation aux fins de la détermination de nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs atténués par les capitaux autogénérés et la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques reflétant la baisse des activités.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est accru de 48 milliards de dollars, par suite surtout de l'acquisition de City National et de l'incidence du change, facteurs atténués par la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques reflétant la baisse des activités, notamment dans les portefeuilles exposés au risque de marché.

Notre ratio du capital de première catégorie s'établit à 11,3 %, en baisse de 90 points de base, en raison essentiellement des facteurs évoqués au titre du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie et en raison du rachat net d'instruments de capital de première catégorie supplémentaires.

Notre ratio du capital total s'établit à 13,4 %, en recul de 60 points de base, en raison principalement des facteurs évoqués au titre du ratio de capital de première catégorie. Le ratio du capital total a bénéficié de l'émission nette de débentures subordonnées.

Notre ratio de levier de 4,0 % s'est replié de 30 points de base, par suite surtout de l'acquisition de City National, de l'incidence de la baisse des taux d'actualisation aux fins de la détermination de nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi, conjuguées au rachat net d'instruments de capital de première catégorie supplémentaires. Ces facteurs ont été atténués par les capitaux autogénérés.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau ci-après présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre clos le 31 janvier 2016.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Au 31 janvier 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie		
Actions ordinaires émises		
Dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	1 589	86 \$
Dans le cadre de l'acquisition de City National	41 619	3 115
Émission d'actions privilégiées de série BK (2), (3), (4)	29 000	725
Capital de deuxième catégorie		
Émission de débentures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 (2),(4)		1 500
Émission de débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026 (2),(4)		2 106
Rachat de titres de la fiducie de capital RBC – Série 2015 (2)		(1 200)
Remboursement de débentures subordonnées échéant le 2 novembre 2020 (2)		(1 500)
Autres		
Émission d'actions privilégiées de série C-1 (2), (3)	175	227
Émission d'actions privilégiées de série C-2 (2), (3)	100	153

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 des états financiers résumés.

(3) En fonction du montant brut.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Au 31 janvier 2016		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 486 631	17 774 \$	0,79 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,15
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,52
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	–
À dividende non cumulatif, série C-1	175	227	13,75
À dividende non cumulatif, série C-2	100	153	16,88
Actions propres détenues – privilégiées	(17)	(1)	
Actions propres détenues – ordinaires	1 193	88	
Options sur actions			
En cours	14 797		
Exercibles	10 188		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 175	
Actions privilégiées		60	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 9 des états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de capital relatifs aux FPUNV.

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National, dans le cadre de laquelle nous avons émis 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC, ainsi que 275 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang de RBC (série C-1 et série C-2).

Le 2 novembre 2015, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 3,18 % échéant le 2 novembre 2020 en circulation, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, pour un prix équivalent à 100 % de leur capital plus les intérêts courus jusqu'à la date de rachat.

Le 16 décembre 2015, nous avons émis 27 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BK, et, le 31 décembre 2015, nous avons émis 2 millions d'actions de série BK supplémentaires à l'exercice de l'option permettant aux preneurs fermes d'acheter des actions de série BK supplémentaires, pour un produit brut total de 725 millions de dollars.

Le 31 décembre 2015, nous avons racheté tous les titres de fiducie de capital de série 2015 émis et en circulation d'un montant en capital de 1,2 milliard de dollars, contre un montant en espèces équivalent à un prix de rachat de 1 000 \$ par titre.

Le 20 janvier 2016, nous avons émis 1,5 milliard de dollars de débetures subordonnées. Les billets portent intérêt au taux fixe de 3,31 % par an jusqu'au 20 janvier 2021, et au taux des acceptations bancaires à trois mois, majoré de 2,35 % par la suite jusqu'à leur échéance, le 20 janvier 2026.

Le 27 janvier 2016, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars US (2,1 milliards de dollars) de débetures subordonnées. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,65 % par an jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2026.

Le 23 février 2016, nous avons annoncé les résultats de l'offre publique de rachat au comptant des actions représentatives d'actions étrangères de série C-1 et de série C-2 émises et en circulation. La contrepartie totale, y compris les dividendes impayés, relative aux 3 717 969 actions représentatives d'actions étrangères de série C-1 et aux 3 184 562 actions représentatives d'actions étrangères de série C-2 dûment présentées et acceptées s'élève à 193 millions de dollars US. La date de règlement prévue a été fixée au 24 février 2016.

Au 19 février 2016, le nombre d'actions ordinaires en circulation ainsi que d'options sur actions et d'attribution d'actions en cours s'établissait respectivement à 1 486 765 746 et à 14 659 835, et le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait respectivement à 14 065 et à 1 313 498.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de capital en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce

publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les actions privilégiées de série BJ, les actions privilégiées de série BK, les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, les débetures subordonnées échéant le 4 juin 2025, les débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de capital relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 2 638 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 63,95 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 janvier 2016.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons majoré notre taux d'attribution du capital par secteur en vue de l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire.

L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Risque de crédit	20 450 \$	17 650 \$	15 450 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 550	3 800	4 200
Risque opérationnel	4 750	4 300	4 600
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 100	2 700	2 900
Risque d'assurance	650	550	500
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	16 650	12 150	11 650
Attribution du capital réglementaire	8 500	6 500	4 600
Capital attribué	57 650 \$	47 650 \$	43 900 \$
Sous-attribution de capital	3 800	8 150	5 350
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	61 450 \$	55 800 \$	49 250 \$

Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le capital attribué s'est accru de 10 milliards de dollars par suite surtout de la hausse du risque de crédit et du risque lié au goodwill et aux autres immobilisations incorporelles du fait de l'acquisition de City National, ainsi que de l'incidence du change. La hausse de l'attribution de capital réglementaire qui rend compte du taux plus élevé d'attribution du capital a aussi contribué à l'augmentation.

La hausse du risque opérationnel, ainsi que du risque commercial et du risque lié aux immobilisations corporelles, reflète l'acquisition de City National ainsi que l'augmentation des revenus.

Le risque de marché s'est atténué largement sous l'effet des modifications apportées à la gestion du risque lié à certains portefeuilles.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

Banques d'importance systémique mondiale selon 12 indicateurs d'évaluation ⁽¹⁾

Le CBCB et le CSF se servent de 12 indicateurs pour déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. En date du 31 octobre 2015, RBC n'avait pas été désignée comme banque d'importance systémique mondiale. Le tableau ci-après présente les 12 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2016	31 octobre 2015
Activité transfrontière ⁽²⁾		
Créances transfrontières	401 488 \$	331 383 \$
Passifs transfrontières	273 742	195 069
Taille ⁽³⁾		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 183 027	1 049 983
Interdépendance ⁽⁴⁾		
Actifs dans le système financier	126 922	90 174
Passifs dans le système financier	138 953	137 079
Titres en circulation	284 360	256 828
Substituabilité / infrastructure financière ⁽⁵⁾		
Activité de paiement	37 729 748	28 521 639
Actifs sous garde	3 419 329	3 533 655
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers ⁽⁶⁾	202 055	178 366
Complexité ⁽⁷⁾		
Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	12 104 451	9 752 885
Titres détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente ⁽⁶⁾	67 562	62 118
Actifs de niveau 3	5 626	6 288

- (1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans le document publié par le CBCB en juillet 2013 et les lignes directrices du CBCB et du BSIF de janvier 2014. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui en exclut les filiales d'assurance de RBC.
- (2) Représente le niveau d'interaction d'une banque avec des banques étrangères.
- (3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la Banque selon les règles de ratio de levier de Bâle III, avant ajustements réglementaires.
- (4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.
- (5) Représente la mesure dans laquelle les services de la Banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.
- (6) Ces montants ont été révisés par rapport à ceux qui avaient été présentés antérieurement et n'ont pas eu de grande incidence sur notre cote d'importance systémique mondiale d'exercices antérieurs.
- (7) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la Banque en ce qui concerne les dérivés, les titres détenus à des fins de négociation, les titres disponibles à la vente et les actifs de niveau 3.

Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

Les créances transfrontières ont augmenté de 70 milliards de dollars, ou 21 %, et les passifs transfrontières ont augmenté de 79 milliards de dollars, ou 40 %, par suite surtout de l'augmentation de l'activité transfrontière alimentée par la croissance de notre bilan.

L'activité de paiement a augmenté de 9 208 milliards de dollars, ou 32 %, en raison principalement de l'augmentation des paiements libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling.

Les actifs sous garde ont diminué de 114 milliards de dollars, ou 3 %, du fait surtout de la variation de la composition de la clientèle et des conditions défavorables du marché, facteurs atténués par l'incidence du change.

La valeur notionnelle des dérivés de gré à gré s'est accrue de 2 352 milliards de dollars, ou 24 %, en raison surtout de l'incidence du change et de la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

Information financière supplémentaire**Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires**

Certaines activités et transactions nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'établissait à 446 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 janvier 2016, contre 640 millions, ou moins de 0,1 %, un an auparavant. La diminution de 194 millions de dollars est principalement attribuable à la vente de certains titres, atténuée par l'incidence du change.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 532 millions de dollars au 31 janvier 2016.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour plus de détails sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 31 janvier 2016.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2016				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	161 442 \$	37 %	63 %	– %	100 %
Titres disponibles à la vente	58 934	9	84	7	100
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	132 395	–	100	–	100
Prêts	3 144	–	86	14	100
Dérivés	234 992	2	98	–	100
Passifs financiers					
Dépôts	125 124 \$	– %	100 %	– %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	62	38	–	100
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	90 450	–	100	–	100
Dérivés	234 592	2	97	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Changements de méthodes comptables et d'informations à fournir

Changements de méthodes comptables

En raison de l'acquisition de City National, nous avons révisé nos méthodes comptables pour tenir compte des prêts acquis, des prêts dépréciés acquis et des prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Au cours du trimestre, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. L'IASB a également publié des modifications d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, qui imposera la présentation d'information sur les mouvements de certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie. Se reporter à la note 2 des états financiers résumés pour le détail de ces modifications, ainsi qu'à la note 2 des états financiers consolidés annuels audités de 2015 pour le détail des autres changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir.

Changements futurs des informations et directives réglementaires

Obligations d'information révisées prévues par le troisième pilier du CBCB

En janvier 2015, le CBCB a publié la norme finale liée aux exigences révisées en vertu du troisième pilier, selon laquelle des modèles standards doivent être présentés pour permettre la comparabilité et l'uniformité de l'information sur les risques et le capital d'une banque à l'autre. En janvier 2016, le BSIF a publié un projet de ligne directrice indiquant que toutes les banques d'importance systémique intérieure devaient se préparer à mettre en application les exigences d'information du troisième pilier de Bâle III pour la période de présentation de l'information financière se terminant le 31 octobre 2017. La ligne de conduite définitive devrait être publiée au troisième trimestre de 2016.

Ligne directrice du CBCB sur le risque de crédit et la comptabilisation des pertes sur créances attendues

Le 18 décembre 2015, le CBCB a publié sa ligne directrice définitive intitulée *Sound Credit Risk Assessment and Valuation for Loans*. La ligne directrice énonce, dans une perspective de surveillance, les attentes quant aux saines pratiques d'évaluation du risque de crédit en association avec l'application de modèles de comptabilisation de pertes sur créances attendues tels qu'ils sont exigés selon IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui, en ce qui nous concerne, s'applique le 1^{er} novembre 2017.

Contrôles et procédures

Contrôles et processus liés à la présentation de l'information

Au 31 janvier 2016, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2016.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non liées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations supplémentaires à fournir sont présentées dans notre rapport annuel 2015, dans notre rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2016 ainsi que dans notre document d'information financière complémentaire (IFC).

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	58	131	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		57-64 231-233	–
	3	Risques principaux et risques émergents		55-57	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	41-42, 50-51	82, 105-108	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		57-64	–
	6	Culture à l'égard du risque		57-60	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		115	–
	8	Simulation de crise		60-61, 77, 78	–
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	50-51	105-106	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	21-24
	11	État de l'évolution du capital réglementaire		–	25
	12	Planification stratégique en matière de capital		104-108	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	28
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		64-67	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	28
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		61, 65	42
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	43-44	84-88	–
	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	45, 49	88, 95	–
Financement	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	48-49	91-93	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	45-46	89-90	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	39-40	80-81	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	35-37	75-79	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		77-78	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		75-78	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	27-35	64-75 173-175	31-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	81-83	124-130	40
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		66-67, 119, 147-148	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	33,37
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		68-69	46
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		66	41
Autres	31	Types d'autres risques		95-104	–
	32	Événements publics comportant des risques		99-101 215-217	–

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	17 050 \$	12 452 \$	20 027 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	24 636	22 690	3 866
Valeurs mobilières (note 4)			
Titres détenus à des fins de transaction	161 442	158 703	181 125
Titres disponibles à la vente	72 269	56 805	49 598
	233 711	215 508	230 723
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	196 295	174 723	163 573
Prêts (note 5)			
Prêts de détail	360 763	348 183	336 503
Prêts de gros	157 592	126 069	113 764
	518 355	474 252	450 267
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 169)	(2 029)	(2 057)
	516 186	472 223	448 210
Actif net des fonds distincts	839	830	719
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 882	13 453	11 782
Dérivés	132 560	105 626	150 564
Locaux et matériel, montant net	3 084	2 728	2 669
Goodwill	12 016	9 289	9 153
Autres immobilisations incorporelles	4 872	2 814	2 833
Autres actifs	46 221	41 872	42 576
	211 635	175 782	219 577
Total de l'actif	1 200 352 \$	1 074 208 \$	1 086 695 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts (note 7)			
Particuliers	239 190 \$	220 566 \$	216 236 \$
Entreprises et gouvernements	510 231	455 578	417 084
Banques	20 147	21 083	21 387
	769 568	697 227	654 707
Passif net au titre des fonds distincts	839	830	719
Autres			
Acceptations	12 882	13 453	11 782
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	47 658	59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	99 310	83 288	81 301
Dérivés	132 023	107 860	152 869
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 319	9 110	9 440
Autres passifs	45 738	43 476	51 082
	350 203	304 845	365 959
Débiteures subordonnées (note 9)	9 854	7 362	7 889
Total du passif	1 130 464	1 010 264	1 029 274
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Actions privilégiées (note 9)	6 204	5 098	4 351
Actions ordinaires (émises — 1 487 824 278; 1 443 954 789; 1 441 850 486) (note 9)	17 862	14 611	14 474
Bénéfices non distribués	38 856	37 811	32 505
Autres composantes des capitaux propres	6 393	4 626	4 335
	69 315	62 146	55 665
Participations ne donnant pas le contrôle	573	1 798	1 756
Total des capitaux propres	69 888	63 944	57 421
Total du passif et des capitaux propres	1 200 352 \$	1 074 208 \$	1 086 695 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Revenu d'intérêt			
Prêts	4 434 \$	4 203 \$	4 308 \$
Valeurs mobilières	1 184	1 159	1 072
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	405	333	301
Dépôts et autres	33	20	21
	6 056	5 715	5 702
Frais d'intérêt			
Dépôts et autres	1 293	1 375	1 501
Autres passifs	530	486	507
Débitures subordonnées	37	54	63
	1 860	1 915	2 071
Revenu net d'intérêt	4 196	3 800	3 631
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 159	717	1 892
Revenus tirés des activités de négociation	90	(203)	340
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 054	942	927
Revenus tirés des fonds communs de placement	719	731	695
Commissions de courtage en valeurs mobilières	367	352	365
Frais bancaires	431	404	392
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	374	350	445
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	182	222	154
Revenus sur cartes	216	193	204
Commissions de crédit	263	308	245
Profits nets sur les titres disponibles à la vente (note 4)	52	34	27
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	47	40	42
Autres	209	129	285
	5 163	4 219	6 013
Total des revenus	9 359	8 019	9 644
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	410	275	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	829	292	1 522
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines (note 8)	3 076	2 682	3 015
Matériel	356	342	297
Frais d'occupation	393	368	335
Communications	203	253	198
Honoraires	240	307	198
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	234	180	174
Autres	458	515	403
	4 960	4 647	4 620
Bénéfice avant impôt	3 160	2 805	3 232
Impôt sur le résultat	713	212	776
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$
Bénéfice net attribuable aux :			
Actionnaires	2 426 \$	2 569 \$	2 434 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	21	24	22
	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	1,58	1,74	1,65
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,79	0,79	0,75

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt			
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :			
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente			
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	19	(176)	208
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(35)	(12)	–
	(16)	(188)	208
Écarts de change			
Profits (pertes) de change latents	3 019	(97)	4 556
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(1 172)	57	(2 605)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	(42)	(11)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	42	10
	1 847	(40)	1 950
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(89)	41	(382)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	30	54	151
	(59)	95	(231)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :			
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	(454)	456	(490)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	120	189	75
	(334)	645	(415)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	1 438	512	1 512
Total du bénéfice global	3 885 \$	3 105 \$	3 968 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :			
Actionnaires	3 859 \$	3 080 \$	3 936 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	26	25	32
	3 885 \$	3 105 \$	3 968 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Impôt sur les autres éléments du résultat global			
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	30 \$	(69)\$	68 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(15)	(5)	2
Profits (pertes) de change latents	4	1	6
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(417)	20	(922)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	15	4
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(32)	15	(137)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	11	19	54
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(152)	162	(173)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	43	67	28
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(528)\$	225 \$	(1 070)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
Solde au 31 octobre 2014	4 075 \$	14 511 \$	– \$	71 \$	31 615 \$	432 \$	1 891 \$	95 \$	2 418 \$	52 690 \$	1 813 \$	54 503 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	600	20	–	–	(7)	–	–	–	–	613	–	613
Actions privilégiées rachetées	(325)	–	–	–	–	–	–	–	–	(325)	–	(325)
Actions propres – vente	–	–	15	1 781	–	–	–	–	–	1 796	–	1 796
Actions propres – achat	–	–	(14)	(1 909)	–	–	–	–	–	(1 923)	–	(1 923)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 081)	–	–	–	–	(1 081)	–	(1 081)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(40)	–	–	–	–	(40)	(46)	(86)
Autres	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	(43)	(46)
Bénéfice net	–	–	–	–	2 434	–	–	–	–	2 434	22	2 456
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(415)	208	1 940	(231)	1 917	1 502	10	1 512
Solde au 31 janvier 2015	4 350 \$	14 531 \$	1 \$	(57) \$	32 505 \$	640 \$	3 831 \$	(136) \$	4 335 \$	55 665 \$	1 756 \$	57 421 \$
Solde au 31 juillet 2015	4 950 \$	14 561 \$	– \$	37 \$	35 795 \$	503 \$	4 468 \$	(211) \$	4 760 \$	60 103 \$	1 795 \$	61 898 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	150	12	–	–	(3)	–	–	–	–	159	–	159
Actions propres – vente	–	–	20	935	–	–	–	–	–	955	–	955
Actions propres – achat	–	–	(22)	(934)	–	–	–	–	–	(956)	–	(956)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 141)	–	–	–	–	(1 141)	–	(1 141)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(54)	–	–	–	–	(54)	–	(54)
Autres	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	(22)	(21)
Bénéfice net	–	–	–	–	2 569	–	–	–	–	2 569	24	2 593
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	645	(188)	(41)	95	(134)	511	1	512
Solde au 31 octobre 2015	5 100 \$	14 573 \$	(2) \$	38 \$	37 811 \$	315 \$	4 427 \$	(116) \$	4 626 \$	62 146 \$	1 798 \$	63 944 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	1 105	3 201	–	–	(7)	–	–	–	–	4 299	–	4 299
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 200)	(1 200)
Actions propres – vente	–	–	40	989	–	–	–	–	–	1 029	–	1 029
Actions propres – achat	–	–	(39)	(939)	–	–	–	–	–	(978)	–	(978)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(6)	–	–	–	–	(6)	–	(6)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 175)	–	–	–	–	(1 175)	–	(1 175)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(60)	–	–	–	–	(60)	(46)	(106)
Autres	–	–	–	–	201	–	–	–	–	201	(5)	196
Bénéfice net	–	–	–	–	2 426	–	–	–	–	2 426	21	2 447
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(334)	(16)	1 842	(59)	1 767	1 433	5	1 438
Solde au 31 janvier 2016	6 205 \$	17 774 \$	(1) \$	88 \$	38 856 \$	299 \$	6 269 \$	(175) \$	6 393 \$	69 315 \$	573 \$	69 888 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	410	275	270
Amortissement	152	139	127
Impôt différé	91	253	5
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	234	181	175
Perte de valeur de participations dans des coentreprises et des entreprises associées	6	(17)	6
Pertes (profits) à la vente de locaux et de matériel	1	2	(38)
Pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente	(75)	(55)	(41)
Pertes (profits) à la cession d'activités	8	(96)	–
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	24	17	14
Quote-part des pertes (des bénéfices) des coentreprises et des entreprises associées	(47)	(40)	(42)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	195	(285)	876
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(221)	(51)	(318)
Impôt exigible	(204)	(393)	(1 143)
Actifs dérivés	(26 840)	6 833	(63 162)
Passifs dérivés	24 066	(8 223)	63 887
Titres détenus à des fins de transaction	(3 364)	13 682	(29 745)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(13 956)	(5 467)	(13 069)
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(21 310)	(2 064)	(27 993)
Dépôts, déduction faite de la titrisation	30 099	2 991	40 607
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	16 022	52	16 970
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	4 273	(7 998)	9 140
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	616	826	1 170
Autres	(6 512)	315	(1 944)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	6 115	3 470	(1 792)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	833	(11 959)	4 772
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 625	2 701	2 227
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	6 658	8 576	8 306
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(9 493)	(9 009)	(8 181)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	978	–	–
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(548)	(110)	(1 607)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(407)	(389)	(281)
Produit de cessions	–	192	–
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	(2 964)	–	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(2 318)	(9 998)	5 236
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Rachat de titres de fiducie de capital	(1 200)	–	–
Émission de débentures subordonnées	3 606	–	–
Remboursement de débentures subordonnées	(1 500)	–	(200)
Émission d'actions ordinaires	86	12	20
Émission d'actions privilégiées	725	150	600
Rachat d'actions privilégiées	–	–	(325)
Actions propres – vente	1 029	955	1 796
Actions propres – achat	(978)	(956)	(1 923)
Dividendes versés	(1 195)	(1 160)	(1 125)
Frais d'émission	(7)	(3)	(7)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(46)	–	(46)
Variation des emprunts à court terme des filiales	2	(1)	24
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	522	(1 003)	(1 186)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	279	7	348
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	4 598	(7 524)	2 606
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	12 452	19 976	17 421
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	17 050 \$	12 452 \$	20 027 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :			
Intérêts versés	1 818 \$	1 594 \$	2 032 \$
Intérêts reçus	5 710	5 247	5 166
Dividendes reçus	424	413	405
Impôt sur le résultat payé	212	599	565

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,2 milliards de dollars au 31 janvier 2016 (2,6 milliards au 31 octobre 2015; 2,9 milliards au 31 juillet 2015; 2,8 milliards au 31 janvier 2015; 2,0 milliards au 31 octobre 2014).

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2015 et les notes annexes présentés aux pages 132 à 228 de notre rapport annuel 2015. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 23 février 2016, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les méthodes comptables décrites ci-après en raison de l'acquisition de City National Corporation (City National) :

Prêts acquis

Les prêts acquis sont initialement évalués à la juste valeur, qui reflète une estimation, à la date d'acquisition, des pertes sur créances déjà subies et des pertes attendues à l'avenir, ainsi que les primes ou escomptes par rapport aux taux d'intérêt actuels du marché. Aucune provision pour pertes sur créances n'est comptabilisée au moment de l'acquisition. À la date de leur acquisition, les prêts sont classés soit comme productifs lorsque nous nous attendons à un recouvrement, dans le délai prévu, de tous les montants dus aux termes des modalités initiales du contrat, soit comme prêts dépréciés acquis (PDA) s'il est probable que tous les montants dus selon les modalités initiales ne soient pas recouvrables.

Ultérieurement, les prêts productifs acquis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les flux de trésorerie futurs attendus utilisés dans ce calcul sont fondés sur les dispositions contractuelles de l'actif et, le cas échéant, sur les primes et escomptes relatifs à l'acquisition. Les escomptes pour la qualité de crédit qui sont liés aux pertes subies sur les prêts acquis ne sont pas amortis. Les prêts acquis sont soumis à un test de dépréciation à chaque date de clôture, de la même manière que nous testons les prêts que nous avons octroyés nous-mêmes.

Prêts dépréciés acquis

Les PDA, qui comprennent des prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), sont classés comme dépréciés au moment de l'acquisition s'ils présentent des risques particuliers, entre autres, des indices que l'emprunteur connaîtrait des difficultés financières importantes, la probabilité de faillite ou de réorganisation financière, la situation des remboursements ou une conjoncture économique corrélée avec les défauts de paiement.

Les PDA sont évalués à la juste valeur au moment de l'acquisition en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus. Les estimations des flux de trésorerie futurs attendus sont réexaminées à chaque date de clôture pour tenir compte des changements touchant les taux de défaillance attendue, la gravité des pertes, le montant et le calendrier des remboursements anticipés, ainsi que d'autres facteurs reflétant les conditions actuelles du marché. Une baisse probable des flux de trésorerie futurs attendus se traduit par une perte de valeur, qui correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif du prêt, des flux de trésorerie futurs attendus révisés. Les pertes de valeur sont portées à la provision pour pertes sur créances, laquelle est comptabilisée dans nos comptes consolidés de résultat par le biais du poste Dotation à la provision pour pertes sur créances. Les augmentations probables des flux de trésorerie futurs attendus donnent lieu à une reprise d'anciennes pertes de valeur, et la valeur actualisée de toute augmentation restante est comptabilisée sous la rubrique Revenu d'intérêt.

Prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation

Les prêts assurés par la FDIC font l'objet d'accords de partage de pertes avec la FDIC, aux termes desquels la FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes subies sur le portefeuille de prêts sous-jacent. Les pertes de valeur des prêts acquis assurés par la FDIC sont comptabilisées de la même manière que les autres PDA (voir plus haut). Les remboursements attendus de la FDIC sont comptabilisés séparément en tant qu'actifs compensatoires.

Les actifs compensatoires sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ajustés ultérieurement pour tenir compte de tout changement d'estimation relatif à la recouvrabilité globale du portefeuille de prêts sous-jacent. Les pertes de valeur additionnelles dans le portefeuille de prêts sous-jacent entraînent généralement une augmentation de l'actif compensatoire par le biais de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Une diminution des pertes attendues dans le portefeuille de prêts sous-jacent donne généralement lieu à une diminution de l'actif compensatoire soit par le biais de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans la mesure où les pertes de valeur auront été comptabilisées antérieurement, soit par le biais du revenu net d'intérêt. L'actif compensatoire est utilisé à mesure que les paiements sont reçus de la FDIC aux termes des accords de partage de pertes. Les actifs compensatoires sont comptabilisés au poste Autres actifs, sous la rubrique Autres, dans notre bilan consolidé.

Aux termes de chaque accord de partage de pertes, nous pouvons être tenus d'effectuer un paiement à la FDIC si les pertes effectivement subies sont inférieures à la perte intrinsèque estimée telle que celle-ci est définie dans l'accord de partage de pertes (passif au titre des dispositions de récupération). Le passif au titre des dispositions de récupération représente 20 % de l'excédent de la perte intrinsèque estimée par rapport aux pertes réelles assurées, déterminées conformément à chaque accord de partage de pertes, déduction faite des frais de gestion spécifiés. Les variations ultérieures du passif estimé sont prises en considération au moment de la détermination de l'ajustement de l'actif compensatoire (voir la description de l'ajustement plus haut). Les passifs au titre des dispositions de récupération sont comptabilisés au poste Autres passifs, sous la rubrique Autres, dans notre bilan consolidé.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Au cours du trimestre, les nouvelles normes comptables ont évolué comme suit :

IFRS 16, Contrats de location (IFRS 16)

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié IFRS 16 qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. La norme enlève la nécessité actuelle pour les preneurs de classer les contrats de location comme contrats de location-financement ou contrats de location simple. Elle prescrit plutôt un seul modèle de comptabilisation pour les preneurs qui impose la comptabilisation, au bilan, des actifs faisant l'objet de contrats de location et des passifs liés à des contrats de location pour la plupart de ces contrats. Les preneurs inscriront aussi une charge d'amortissement à l'égard de l'actif faisant l'objet d'un contrat de location et une charge d'intérêts à l'égard du passif lié à un contrat de location dans le compte de résultat. Aucun changement important ne touche la comptabilisation par les bailleurs, sauf les obligations d'information accrues qui leur sont imposées. En ce qui nous concerne, IFRS 16 sera appliquée le 1^{er} novembre 2019.

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie (IAS 7)

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications d'IAS 7 qui imposeront de fournir des informations spécifiques concernant les mouvements de certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie. En ce qui nous concerne, ces modifications seront appliquées le 1^{er} novembre 2017.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2016								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti				
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	151 588 \$	9 854 \$	– \$	– \$	– \$	161 442 \$	161 442 \$		
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	59 032	13 237	13 495	72 269	72 527		
	151 588	9 854	59 032	13 237	13 495	233 711	233 969		
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	132 395	–	63 900	63 901	196 295	196 296		
Prêts									
Prêts de détail	202	–	–	359 297	359 755	359 499	359 957		
Prêts de gros	1 198	1 744	–	153 745	151 462	156 687	154 404		
	1 400	1 744	–	513 042	511 217	516 186	514 361		
Autres									
Dérivés	132 560	–	–	–	–	132 560	132 560		
Autres actifs (2)	3	931	–	46 808	46 801	47 742	47 735		
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	56 \$	16 897 \$		222 237 \$	222 556 \$	239 190 \$	239 509 \$		
Entreprises et gouvernements (3)	–	105 581		404 650	405 386	510 231	510 967		
Banques (4)	–	2 590		17 557	17 562	20 147	20 152		
	56	125 068		644 444	645 504	769 568	770 628		
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 931	–		–	–	51 931	51 931		
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	90 450		8 860	8 860	99 310	99 310		
Dérivés	132 023	–		–	–	132 023	132 023		
Autres passifs (5)	352	8		43 616	43 559	43 976	43 919		
Débiteures subordonnées	–	119		9 735	9 482	9 854	9 601		

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2015						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	(en millions de dollars canadiens)						
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	148 939 \$	9 764 \$	– \$	– \$	– \$	158 703 \$	158 703 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	48 164	8 641	8 759	56 805	56 923
	148 939	9 764	48 164	8 641	8 759	215 508	215 626
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	114 692	–	60 031	60 071	174 723	174 763
Prêts							
Prêts de détail	166	–	–	346 795	348 513	346 961	348 679
Prêts de gros	1 280	1 327	–	122 655	121 316	125 262	123 923
	1 446	1 327	–	469 450	469 829	472 223	472 602
Autres							
Dérivés	105 626	–	–	–	–	105 626	105 626
Autres actifs (2)	–	925	–	44 852	44 852	45 777	45 777
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	69 \$	16 828 \$	–	203 669 \$	204 019 \$	220 566 \$	220 916 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	93 319	–	362 259	363 305	455 578	456 624
Banques (4)	–	5 376	–	15 707	15 713	21 083	21 089
	69	115 523	–	581 635	583 037	697 227	698 629
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 658	–	–	–	–	47 658	47 658
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	73 362	–	9 926	9 928	83 288	83 290
Dérivés	107 860	–	–	–	–	107 860	107 860
Autres passifs (5)	192	13	–	43 251	43 196	43 456	43 401
Débitures subordonnées	–	112	–	7 250	7 078	7 362	7 190

	Au 31 janvier 2015						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	(en millions de dollars canadiens)						
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	169 926 \$	11 199 \$	– \$	– \$	– \$	181 125 \$	181 125 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	46 454	3 144	3 347	49 598	49 801
	169 926	11 199	46 454	3 144	3 347	230 723	230 926
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	105 530	–	58 043	58 043	163 573	163 573
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	335 251	336 358	335 251	336 358
Prêts de gros	1 484	1 773	–	109 702	109 215	112 959	112 472
	1 484	1 773	–	444 953	445 573	448 210	448 830
Autres							
Dérivés	150 564	–	–	–	–	150 564	150 564
Autres actifs (2)	–	927	–	42 687	42 687	43 614	43 614
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	100 \$	15 274 \$	–	200 862 \$	201 027 \$	216 236 \$	216 401 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	76 051	–	341 033	343 118	417 084	419 169
Banques (4)	–	8 121	–	13 266	13 267	21 387	21 388
	100	99 446	–	555 161	557 412	654 707	656 958
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	–	–	–	–	59 485	59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	72 319	–	8 982	8 982	81 301	81 301
Dérivés	152 869	–	–	–	–	152 869	152 869
Autres passifs (5)	227	20	–	48 458	48 415	48 705	48 662
Débitures subordonnées	–	114	–	7 775	7 731	7 889	7 845

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont constatés au coût amorti.

(2) Le total de la valeur comptable comprend des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et des instruments financiers, qui sont inclus dans les autres actifs et sont d'un montant de 12,9 milliards de dollars et de 34,8 milliards, respectivement (13,5 milliards et 32,3 milliards au 31 octobre 2015; 11,8 milliards et 31,8 milliards au 31 janvier 2015).

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(4) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées.

(5) Le total de la valeur comptable comprend des acceptations et des instruments financiers, qui sont inclus dans les autres passifs et sont d'un montant de 12,9 milliards de dollars et de 31,1 milliards, respectivement (13,5 milliards et 30 milliards au 31 octobre 2015; 11,8 milliards et 36,9 milliards au 31 janvier 2015).

Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 janvier 2016					31 octobre 2015						
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	16 060 \$	– \$	16 060 \$	\$	16 060 \$	– \$	15 717 \$	– \$	15 717 \$	\$	15 717 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	11 802	8 234	–	20 036		20 036	10 793	9 364	–	20 157		20 157
Provinces et municipalités	–	13 323	5	13 328		13 328	–	13 888	5	13 893		13 893
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	906	41 280	11	42 197		42 197	1 641	32 798	16	34 455		34 455
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	2 684	8 825	–	11 509		11 509	3 131	9 215	–	12 346		12 346
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 530	24	2 554		2 554	–	2 907	15	2 922		2 922
Titres adossés à des actifs TGC (3)	–	42	1	43		43	–	67	5	72		72
Titres non garantis par des créances	–	1 476	20	1 496		1 496	–	1 636	23	1 659		1 659
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	31	22 866	297	23 194		23 194	16	24 502	191	24 709		24 709
Titres de participation	43 744	2 963	378	47 085		47 085	45 811	2 556	123	48 490		48 490
	59 167	101 539	736	161 442		161 442	61 392	96 933	378	158 703		158 703
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	349	2 361	–	2 710		2 710	346	2 198	–	2 544		2 544
Provinces et municipalités	–	1 774	–	1 774		1 774	–	1 600	–	1 600		1 600
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	–	19 705	831	20 536		20 536	–	12 051	797	12 848		12 848
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 537	7 746	–	12 283		12 283	4 752	7 535	–	12 287		12 287
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	417	–	417		417	–	318	–	318		318
Titres adossés à des actifs TGC	–	1 658	–	1 658		1 658	–	1 510	–	1 510		1 510
Titres non garantis par des créances	–	929	215	1 144		1 144	–	881	197	1 078		1 078
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	14 644	1 942	16 586		16 586	–	12 372	1 757	14 129		14 129
Titres de participation	390	351	997	1 738		1 738	431	323	987	1 741		1 741
Titres de substitut de prêt	64	24	–	88		88	94	–	–	94		94
	5 340	49 609	3 985	58 934		58 934	5 623	38 788	3 738	48 149		48 149
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	132 395	–	132 395		132 395	–	114 692	–	114 692		114 692
Prêts	–	2 693	451	3 144		3 144	–	2 301	472	2 773		2 773
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	6	165 061	459	165 526		165 526	7	142 096	374	142 477		142 477
Contrats de change	–	61 984	84	62 068		62 068	–	41 021	91	41 112		41 112
Dérivés de crédit	–	99	4	103		103	–	90	4	94		94
Autres contrats	4 006	4 453	407	8 866		8 866	4 424	5 637	712	10 773		10 773
Ajustements de l'évaluation	–	(1 535)	(36)	(1 571)		(1 571)	–	(1 265)	(38)	(1 303)		(1 303)
Total des dérivés, montant brut	4 012	230 062	918	234 992		234 992	4 431	187 579	1 143	193 153		193 153
Ajustements de compensation					(102 432)	(102 432)					(87 527)	(87 527)
Total des dérivés	762	170	2	934		132 560	723	202	–	925		105 626
Autres actifs						934						925
	69 281 \$	532 528 \$	6 092 \$	607 901 \$	(102 432) \$	505 469 \$	72 169 \$	456 212 \$	5 731 \$	534 112 \$	(87 527) \$	446 585 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	16 552 \$	401 \$	16 953 \$		16 953 \$	– \$	16 508 \$	389 \$	16 897 \$		16 897 \$
Entreprises et gouvernements	–	105 581	–	105 581		105 581	–	93 311	8	93 319		93 319
Banques	–	2 590	–	2 590		2 590	–	5 376	–	5 376		5 376
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 956	19 975	–	51 931		51 931	31 945	15 713	–	47 658		47 658
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	90 450	–	90 450		90 450	–	73 362	–	73 362		73 362
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	4	157 626	930	158 560		158 560	3	135 455	820	136 278		136 278
Contrats de change	–	65 105	29	65 134		65 134	–	46 675	33	46 708		46 708
Dérivés de crédit	–	106	6	112		112	–	166	5	171		171
Autres contrats	3 756	6 654	741	11 151		11 151	3 835	8 075	1 025	12 935		12 935
Ajustements de l'évaluation	–	(375)	10	(365)		(365)	–	(281)	9	(272)		(272)
Total des dérivés, montant brut	3 760	229 116	1 716	234 592		234 592	3 838	190 090	1 892	195 820		195 820
Ajustements de compensation					(102 569)	(102 569)					(87 960)	(87 960)
Total des dérivés	189	9	162	360		132 023	145	13	47	205		107 860
Autres passifs	–	119	–	119		360	–	112	–	112		205
Débiteures subordonnées						119						112
	35 905 \$	464 392 \$	2 279 \$	502 576 \$	(102 569) \$	400 007 \$	35 928 \$	394 485 \$	2 336 \$	432 749 \$	(87 960) \$	344 789 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015					
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	368 \$	– \$	368 \$	\$	368 \$
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction (5)						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)						
Gouvernement fédéral	10 092	7 489	–	17 581		17 581
Provinces et municipalités	–	13 049	–	13 049		13 049
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	2 436	37 177	1	39 614		39 614
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	7 913	9 296	20	17 229		17 229
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	1 913	21	1 934		1 934
Titres adossés à des actifs						
TGC (3)	–	53	73	126		126
Titres non garantis par des créances	–	1 762	55	1 817		1 817
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	8	30 471	205	30 684		30 684
Titres de participation	54 893	4 020	178	59 091		59 091
	75 342	105 230	553	181 125		181 125
Titres disponibles à la vente (4)						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)						
Gouvernement fédéral	315	11 711	–	12 026		12 026
Provinces et municipalités	–	843	–	843		843
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	–	6 415	1 500	7 915		7 915
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 157	6 128	13	12 298		12 298
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	125	–	125		125
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	926	–	926		926
Titres non garantis par des créances	–	444	199	643		643
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	8 039	1 733	9 772		9 772
Titres de participation	157	528	1 092	1 777		1 777
Titres de substitut de prêt	90	24	–	114		114
	6 719	35 183	4 537	46 439		46 439
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	105 530	–	105 530		105 530
Prêts	–	2 421	836	3 257		3 257
Autres						
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	21	184 669	564	185 254		185 254
Contrats de change	–	72 541	75	72 616		72 616
Dérivés de crédit	–	200	13	213		213
Autres contrats	3 435	5 790	595	9 820		9 820
Ajustements de l'évaluation	–	(1 034)	(48)	(1 082)		(1 082)
Total des dérivés, montant brut	3 456	262 166	1 199	266 821		266 821
Ajustements de compensation					(116 257)	(116 257)
Total des dérivés						150 564
Autres actifs	697	230	–	927		927
	86 214 \$	511 128 \$	7 125 \$	604 467 \$	(116 257) \$	488 210 \$
Passifs financiers						
Dépôts						
Particuliers	– \$	14 959 \$	415 \$	15 374 \$	\$	15 374 \$
Entreprises et gouvernements	–	75 963	88	76 051		76 051
Banques	–	8 121	–	8 121		8 121
Autres						
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 067	22 412	6	59 485		59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	72 319	–	72 319		72 319
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	23	176 999	1 058	178 080		178 080
Contrats de change	–	76 092	44	76 136		76 136
Dérivés de crédit	–	277	20	297		297
Autres contrats	3 160	9 934	1 160	14 254		14 254
Ajustements de l'évaluation	–	(129)	21	(108)		(108)
Total des dérivés, montant brut	3 183	263 173	2 303	268 659		268 659
Ajustements de compensation					(115 790)	(115 790)
Total des dérivés						152 869
Autres passifs	159	20	68	247		247
Débitures subordonnées	–	114	–	114		114
	40 409 \$	457 081 \$	2 880 \$	500 370 \$	(115 790) \$	384 580 \$

- (1) Au 31 janvier 2016, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 16 883 millions de dollars et de 217 millions (10 315 millions et 137 millions au 31 octobre 2015; 11 910 millions et 100 millions au 31 janvier 2015), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 9 273 millions et à 315 millions (3 394 millions et 242 millions au 31 octobre 2015; 7 532 millions et 34 millions au 31 janvier 2015), respectivement.
- (2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».
- (3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente d'un montant de 98 millions de dollars (15 millions au 31 octobre 2015; 15 millions au 31 janvier 2015), qui sont comptabilisés au coût.
- (5) Certains chiffres correspondants présentés ont été modifiés par rapport à ceux présentés auparavant.

Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables. Pour une description de la sensibilité aux données non observables et des relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015. Aucun changement important n'a été apporté à ces sensibilités ou à ces relations au cours du trimestre.

Au 31 janvier 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	Moyenne pondérée/répartition des données (4)
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs	49 \$		Fondée sur les prix	Prix	s.o.	s.o.	s.o.
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		– \$	Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	0,66 %	25,40 %	13,03 %
					Rendements	2,75 %	2,96 %	2,91 %
					Taux de défaillance	– %	5,00 %	2,50 %
					Taux de remboursement anticipé	– %	30,00 %	15,00 %
					Ampleur des taux de perte	20,00 %	70,00 %	45,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	748		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,70 %	4,65 %	2,88 %
	Titres adossés à des actifs	187			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,96 %
					Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,35 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	91,62 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	352		Fondée sur les prix	Prix	50,00 \$	170,00 \$	94,37 \$
	Prêts	451		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	3,51 %	8,68 %	5,94 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		–		Taux de capitalisation	6,14 %	8,41 %	7,28 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'entités gouvernementales canadiennes	5		Fondée sur les prix	Prix	67,00 \$	128,30 \$	82,21 \$
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	94		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,44 %	56,13 %	3,25 %
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 887						
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation	1 375		Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	5,99X	15,50X	9,07X
	Actifs liés aux dérivés	3		Fondé sur les prix	Ratios c/b	12,12X	24,50X	14,56X
	Passifs liés aux dérivés		309	Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,28X	5,90X	3,39X
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		–		Escomptes de liquidité (5)	15,00 %	40,00 %	28,71 %
					Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	16,46 %
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés	517		Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	2,20 %	2,22 %	Répartition égale
	Passifs liés aux dérivés		935	Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur l'IPC	1,49 %	1,78 %	Répartition égale
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Répartition égale
					Volatilités des taux d'intérêt, (8)	0,17 %	6,17 %	Tranche centrale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés	239		Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,03 %	73,75 %	Tranche inférieure
	Dépôts		401	Modèle d'évaluation des options	Corrélation cours des actions/cours des actions	13,90 %	96,90 %	Tranche centrale
	Passifs liés aux dérivés		268		Corrélation cours des actions/taux de change	(74,00)%	29,20 %	Tranche centrale
					Volatilités des cours des actions	7,00 %	161,00 %	Tranche inférieure
Autres (9)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	24						
	Actifs liés aux dérivés	159						
	Autres actifs	2						
	Dépôts		–					
	Passifs liés aux dérivés		204					
	Autres passifs		162					
Total		6 092 \$	2 279 \$					

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 octobre 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs				Fondée sur les prix	Prix	s.o.	s.o.	s.o.
	Titres adossés à des actifs	48 \$		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	3,43 %	13,10 %	8,27 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		- \$		Rendements	1,39 %	2,78 %	1,79 %
					Taux de défaillance	- %	5,00 %	2,50 %
					Taux de remboursement anticipé	- %	30,00 %	15,00 %
					Ampleur des taux de perte	20,00 %	70,00 %	45,00 %
Titres à enchères				Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,65 %	4,50 %	2,78 %
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	699			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,96 %
	Titres adossés à des actifs	177			Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,35 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	91,66 %
Titres d'emprunt de sociétés				Fondée sur les prix	Prix	47,61 \$	164,29 \$	96,57 \$
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	198		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	2,98 %	8,00 %	3,89 %
	Prêts	472			Taux de capitalisation	6,07 %	8,50 %	7,28 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		-					
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales				Fondée sur les prix	Prix	64,98 \$	126,22 \$	84,50 \$
	Créances d'entités gouvernementales canadiennes	5		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,27 %	31,37 %	3,89 %
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	114						
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 750						
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes				Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	4,67X	15,50X	7,38X
	Titres de participation	1 110		Fondée sur les prix	Ratios c/b	9,40X	22,40X	12,14X
	Actifs liés aux dérivés	3		Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,28X	5,90X	2,64X
	Passifs liés aux dérivés		218		Escomptes de liquidité (5)	15,00 %	40,00 %	27,34 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		-		Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	16,46 %
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers dérivés					Taux d'intérêt	2,25 %	2,27 %	Répartition égale
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)				Flux de trésorerie actualisés	Taux des swaps sur l'IPC	1,67 %	1,90 %	Répartition égale
	Actifs liés aux dérivés	428		Modèle d'évaluation des options	Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Répartition égale
	Passifs liés aux dérivés		822		Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Répartition égale
					Volatilités des taux d'intérêt (8)	0,11 %	6,11 %	Tranche centrale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)				Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,01 %	29,09 %	Tranche inférieure
	Actifs liés aux dérivés	559		Modèle d'évaluation des options	Corrélation cours des actions/cours des actions	13,90 %	96,90 %	Tranche centrale
	Dépôts		389		Corrélation cours des actions/taux de change	(69,10) %	29,20 %	Tranche centrale
	Passifs liés aux dérivés		569		Volatilités des cours des actions	1,70 %	190,00 %	Tranche inférieure
Autres (9)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	15						
	Actifs liés aux dérivés	153						
	Autres actifs	-						
	Dépôts		8					
	Passifs liés aux dérivés		283					
	Autres passifs		47					
Total		5 731 \$	2 336 \$					

Au 31 janvier 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur			Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs	Techniques d'évaluation		Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	147 \$	4 \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	40,42 \$ 0,79 % 2,43 % – % – % 20,00 %	91,50 \$ 12,00 % 4,45 % 5,00 % 30,00 % 70,00 %	77,44 \$ 6,39 % 2,98 % 2,50 % 15,00 % 45,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	1 101 180		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Taux de recouvrement	1,42 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,85 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	2,49 % 9,79 % 4,77 % 93,55 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Prêts Engagements afférents à des titres vendus à découvert	201 836	1	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Taux de capitalisation	6,10 \$ 3,06 % 8,25 %	140,00 \$ 7,47 % 9,00 %	96,95 \$ 4,93 % 8,63 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'entités gouvernementales canadiennes Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– 400 33 1 737		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	66,50 \$ 0,18 %	99,08 \$ 27,91 %	94,01 \$ 2,88 %
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 270 15	548	Cours de marché comparable Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (5) Taux d'actualisation Valeurs liquidatives/prix (6)	4,00X 9,40X 0,26X – % 12,00 % s.o.	15,50X 22,40X 7,50X 50,00 % 17,00 % s.o.	8,71X 13,67X 3,21X 27,24 % 16,41 % s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés	612	1 071	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur l'IPC Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt (8)	2,20 % 1,27 % 19,00 % 29,00 % 68,00 % 37,70 %	2,25 % 2,10 % 67,00 % 56,00 % 68,00 % 39,70 %	Répartition égale Répartition égale Répartition égale Répartition égale Répartition égale Répartition égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	444	415 466	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Corrélation cours des actions/cours des actions Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	0,02 % 0,10 % (74,50)% 1,00 %	40,67 % 95,60 % 45,50 % 129,00 %	Tranche inférieure Tranche centrale Tranche centrale Tranche inférieure
Autres (9)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires Actifs liés aux dérivés Autres actifs Dépôts Passifs liés aux dérivés Autres passifs	21 128 – 88 218 68						
Total		7 125 \$	2 880 \$					

(1) Les acronymes désignent les termes suivants : i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA); ii) cours/bénéfice (c/b); et iii) indice des prix à la consommation (IPC).

(2) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varient d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la répartition des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.

(3) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.

(4) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la tranche supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.

(5) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 129 millions de dollars (131 millions au 31 octobre 2015; 236 millions au 31 janvier 2015).

(6) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.

(7) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.

(8) La réduction de la fourchette des données sur la volatilité au 31 janvier 2016 et au 31 octobre 2015 par rapport au 31 janvier 2015 s'explique par l'application d'un modèle d'évaluation fondé sur une convention différente à l'égard des données.

(9) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit, les contrats d'assurance vie détenus par des banques et le financement bancaire et les dépôts.

s.o. sans objet

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3**

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016							Juste valeur au 31 janvier 2016	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2016
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2015	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3		
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	5 \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	16	–	1	–	(6)	–	–	11	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	15	–	1	8	–	–	–	24	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	5	–	–	–	(5)	1	–	1	–
Titres non garantis par des créances	23	(2)	2	18	(21)	–	–	20	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	191	(1)	7	32	(63)	140	(9)	297	–
Titres de participation	123	(5)	20	246	(9)	3	–	378	(5)
	378	(8)	31	304	(104)	144	(9)	736	(8)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	797	–	39	93	(98)	–	–	831	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	197	–	6	7	5	–	–	215	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 757	–	114	772	(712)	13	(2)	1 942	s.o.
Titres de participation	987	31	16	42	(79)	–	–	997	s.o.
	3 738	31	175	914	(884)	13	(2)	3 985	s.o.
Prêts de gros	472	8	31	–	(60)	–	–	451	8
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(446)	(28)	–	20	(15)	–	(2)	(471)	(29)
Contrats de change	58	1	–	–	–	1	(5)	55	1
Dérivés de crédit	(1)	(1)	–	–	–	–	–	(2)	–
Autres contrats	(313)	(90)	(22)	(40)	122	(15)	24	(334)	(22)
Ajustements de l'évaluation	(47)	–	(1)	–	2	–	–	(46)	–
Autres actifs	–	–	–	2	–	–	–	2	–
	3 839 \$	(87)\$	214 \$	1 200 \$	(939)\$	143 \$	6 \$	4 376 \$	(50)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(389)\$	37 \$	(11)\$	(82)\$	11 \$	(108)\$	141 \$	(401)\$	32 \$
Entreprises et gouvernements	(8)	–	–	–	8	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(47)	(24)	(10)	(92)	11	–	–	(162)	(23)
Déventures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(444)\$	13 \$	(21)\$	(174)\$	30 \$	(108)\$	141 \$	(563)\$	9 \$

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2015

	Juste valeur au 1 ^{er} août 2015	Total des profits (pertes) réalisés/ latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 octobre 2015	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 octobre 2015
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	5 \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	12	(1)	–	27	(22)	–	–	16	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	6	–	–	2	(1)	14	(6)	15	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	64	–	–	–	(33)	–	(26)	5	–
Titres non garantis par des créances	29	(3)	–	8	(23)	12	–	23	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	65	(1)	–	54	(15)	92	(4)	191	(1)
Titres de participation	130	(7)	–	3	(3)	–	–	123	(7)
	306	(12)	–	94	(97)	123	(36)	378	(9)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	878	(1)	(4)	–	(76)	–	–	797	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13	–	–	–	–	–	(13)	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	198	–	4	–	(5)	–	–	197	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 675	–	(10)	807	(715)	–	–	1 757	s.o.
Titres de participation	1 014	27	(9)	14	(59)	–	–	987	s.o.
	3 778	26	(19)	821	(855)	–	(13)	3 738	s.o.
Prêts de gros	668	(29)	–	68	(226)	–	(9)	472	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(457)	(18)	–	7	(2)	–	24	(446)	11
Contrats de change	52	(1)	–	2	–	5	–	58	(1)
Dérivés de crédit	(1)	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Autres contrats	(239)	(17)	–	(26)	35	(15)	(51)	(313)	3
Ajustements de l'évaluation	(54)	1	–	–	6	–	–	(47)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 053 \$	(50)\$	(19)\$	966 \$	(1 139)\$	113 \$	(85)\$	3 839 \$	4 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(636)\$	30 \$	– \$	(45)\$	20 \$	(104)\$	346 \$	(389)\$	22 \$
Entreprises et gouvernements	(8)	–	–	–	–	–	–	(8)	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(32)	(19)	1	–	3	–	–	(47)	(15)
Déventures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(676)\$	11 \$	1 \$	(45)\$	23 \$	(104)\$	346 \$	(444)\$	7 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2015	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2015
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6	–	1	–	(6)	–	–	1	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	20	–	20	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	(1)	–	22	(16)	12	–	21	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	74	16	(12)	24	(15)	–	(14)	73	13
Titres non garantis par des créances	364	(2)	46	44	(223)	5	(179)	55	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	1	1	3	(8)	64	(5)	205	1
Titres de participation	166	(10)	20	5	(18)	18	(3)	178	(10)
	763	4	56	98	(286)	119	(201)	553	1
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	–	144	–	(33)	–	–	1 500	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	–	2	–	–	13	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	24	–	1	–	–	–	(25)	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	182	–	6	–	11	–	–	199	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	–	201	522	(600)	37	–	1 733	s.o.
Titres de participation	1 028	18	79	16	(42)	–	(7)	1 092	s.o.
	4 207	18	431	538	(662)	37	(32)	4 537	s.o.
Prêts de gros	461	–	58	322	(5)	–	–	836	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(370)	(98)	(2)	11	(9)	(22)	(4)	(494)	(110)
Contrats de change	9	38	4	9	6	–	(35)	31	39
Dérivés de crédit	(5)	(10)	(1)	–	9	–	–	(7)	(2)
Autres contrats	(502)	(86)	(69)	(7)	73	(86)	112	(565)	(6)
Ajustements de l'évaluation	(85)	(3)	(2)	–	22	(1)	–	(69)	(5)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 478 \$	(137) \$	475 \$	971 \$	(852) \$	47 \$	(160) \$	4 822 \$	(83) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(497) \$	30 \$	(25) \$	(111) \$	13 \$	(62) \$	237 \$	(415) \$	19 \$
Entreprises et gouvernements	(70)	(2)	(4)	(46)	16	–	18	(88)	(3)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4)	–	–	(10)	8	–	–	(6)	–
Autres passifs	(20)	(43)	(5)	–	–	–	–	(68)	(45)
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(591) \$	(15) \$	(34) \$	(167) \$	37 \$	(62) \$	255 \$	(577) \$	(29) \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les pertes latentes sur les titres disponibles à la vente de 41 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (14 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2015; 30 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015) ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2016 comprenait des actifs dérivés de 918 millions de dollars (1 143 millions au 31 octobre 2015; 1 199 millions au 31 janvier 2015) et des passifs dérivés de 1 716 millions (1 892 millions au 31 octobre 2015; 2 303 millions au 31 janvier 2015).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie (niveau 2).

Les transferts suivants ont eu lieu au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016 :

- Du niveau 1 au niveau 2 : i) des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 62 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; et ii) des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 164 millions.

Les transferts suivants ont eu lieu au cours du trimestre clos le 31 octobre 2015 :

- Du niveau 1 au niveau 2 : i) des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 779 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; et ii) des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 304 millions.
- Du niveau 2 au niveau 1 : i) des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 331 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; ii) des titres de participation de 256 millions comptabilisés dans la catégorie des titres disponibles à la vente; iii) des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 412 millions comptabilisées dans la catégorie des titres disponibles à la vente; et iv) des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 61 millions.

Les transferts suivants ont eu lieu au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015 :

- Du niveau 1 au niveau 2 : i) des créances d'entités gouvernementales canadiennes de 284 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; ii) des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 299 millions comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et de 32 millions comptabilisées dans la catégorie des titres disponibles à la vente; et iii) des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 337 millions.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, des transferts importants vers le niveau 3 et hors de ce niveau ont découlé des changements dans l'observabilité des données, notamment :

- Du niveau 2 au niveau 3 (diminution de l'observabilité) : i) des obligations de sociétés de 140 millions de dollars incluses dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances comptabilisés dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction; et ii) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 47 millions (montant net) incluses dans les autres contrats (actifs liés aux dérivés de 117 millions et passifs liés aux dérivés de 70 millions).
- Du niveau 3 au niveau 2 (augmentation de l'observabilité) : i) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 51 millions de dollars (montant net) incluses dans les autres contrats (actifs liés aux dérivés de 383 millions et passifs liés aux dérivés de 332 millions).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, les transferts importants ci-après vers le niveau 3 et hors de ce niveau ont aussi découlé des changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur la juste valeur des instruments :

- Du niveau 2 au niveau 3 (incidence importante) : i) des obligations structurées liées à des titres de participation de 108 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.
- Du niveau 3 au niveau 2 (aucune incidence importante) : i) des obligations structurées liées à des titres de participation de 141 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.

Au cours du trimestre clos le 31 octobre 2015, des transferts importants vers le niveau 3 ont découlé des changements dans l'observabilité des données, notamment :

- Du niveau 2 au niveau 3 (diminution de l'observabilité) : i) des obligations de sociétés de 92 millions de dollars incluses dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances comptabilisés dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction.

Au cours du trimestre clos le 31 octobre 2015, les transferts importants ci-après vers le niveau 3 et hors de ce niveau ont aussi découlé des changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur la juste valeur des instruments :

- Du niveau 2 au niveau 3 (incidence importante) : i) des obligations structurées liées à des titres de participation de 104 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.
- Du niveau 3 au niveau 2 (aucune incidence importante) : i) des obligations structurées liées à des titres de participation de 346 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, des transferts importants hors du niveau 3 ont découlé des changements dans l'observabilité des données, notamment :

- Du niveau 3 au niveau 2 (augmentation de l'observabilité) : i) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 87 millions de dollars (montant net) incluses dans les autres contrats (actifs liés aux dérivés de 97 millions et passifs liés aux dérivés de 184 millions); et ii) des titres garantis par des prêts de 179 millions inclus dans les titres non garantis par des créances comptabilisés dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, les transferts importants ci-après hors du niveau 3 ont aussi découlé des changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur la juste valeur des instruments :

- Du niveau 3 au niveau 2 (aucune incidence importante) : i) des obligations structurées liées à des titres de participation de 237 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Total des profits (pertes) réalisés/latents des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2016			le 31 octobre 2015			le 31 janvier 2015		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	(1)\$	– \$	(1)\$	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	1 \$
Revenus tirés des activités de négociation	70	(175)	(105)	(69)	4	(65)	305	(471)	(166)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	31	–	31	26	–	26	18	–	18
Commissions de crédit et autres	(1)	2	1	–	–	–	(1)	(4)	(5)
	99 \$	(173)\$	(74)\$	(43)\$	4 \$	(39)\$	323 \$	(475)\$	(152)\$

Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs à la fin des périodes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2016			le 31 octobre 2015			le 31 janvier 2015		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	2 \$	– \$	2 \$	(1)\$	– \$	(1)\$	1 \$	– \$	1 \$
Revenus tirés des activités de négociation	64	(108)	(44)	(158)	170	12	286	(397)	(111)
Commissions de crédit et autres	–	1	1	–	–	–	(1)	(1)	(2)
	66 \$	(107)\$	(41)\$	(159)\$	170 \$	11 \$	286 \$	(398)\$	(112)\$

Variation positive et négative de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2016			31 octobre 2015		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes						
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	11	–	–	16	1	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires	24	3	(3)	15	1	(1)
Titres adossés à des actifs	21	2	(3)	28	2	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	297	4	(4)	191	2	(2)
Titres de participation	378	–	–	123	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	831	13	(36)	797	12	(36)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	215	12	(17)	197	11	(16)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 942	12	(11)	1 757	11	(11)
Titres de participation	997	75	(23)	987	76	(33)
Prêts	451	8	(23)	472	8	(23)
Dérivés	918	14	(8)	1 143	16	(10)
Autres actifs	2	–	–	–	–	–
	6 092 \$	143 \$	(128)\$	5 731 \$	140 \$	(136)\$
Dépôts	(401)\$	14 \$	(14)\$	(397)\$	13 \$	(13)\$
Dérivés	(1 716)	31	(39)	(1 892)	33	(43)
Autres						
Titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(162)	–	–	(47)	–	–
	(2 279)\$	45 \$	(53)\$	(2 336)\$	46 \$	(56)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au		
	31 janvier 2015		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)			
Valeurs mobilières			
Titres détenus à des fins de transaction			
Créances d'entités gouvernementales canadiennes			
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1	–	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	20	1	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	2	(3)
Titres adossés à des actifs	128	6	(8)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	205	3	(3)
Titres de participation	178	–	–
Titres disponibles à la vente			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 500	26	(58)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13	–	–
Titres adossés à des actifs	199	14	(20)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 733	12	(12)
Titres de participation	1 092	88	(36)
Prêts	836	12	(40)
Dérivés	1 199	25	(21)
	7 125 \$	189 \$	(202)\$
Dépôts	(503)\$	12 \$	(12)\$
Dérivés	(2 303)	32	(48)
Autres			
Titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(74)	–	(1)
	(2 880)\$	44 \$	(61)\$

Sensibilité

Au 31 janvier 2016, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 143 millions de dollars et une diminution de 128 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 112 millions et une tranche de 78 millions, respectivement, seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 45 millions de dollars et par une augmentation de 53 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.

Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les données non observables utilisées pour l'évaluation des instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Les sensibilités sont déterminées en ajustant, selon un écart type positif ou négatif, les écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou les prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres à enchères	La sensibilité des titres à enchères est déterminée en diminuant la marge d'escompte pour l'établir entre 9 % et 15 % et en l'augmentant pour l'établir entre 18 % et 29 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	La sensibilité des titres de participation privés directs est établie i) en ajustant le taux d'actualisation de 2 % lorsque la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie est utilisée pour établir la juste valeur, ii) en ajustant les coefficients des prix selon les divers coefficients de sociétés comparables lorsque des modèles fondés sur les prix sont utilisés ou iii) en utilisant une autre approche pour l'évaluation. Les valeurs liquidatives des fonds d'actions privés, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif des données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.

Note 4 Valeurs mobilières

Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2016				31 octobre 2015			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	2 706 \$	6 \$	(2)\$	2 710 \$	2 541 \$	7 \$	(4)\$	2 544 \$
Provinces et municipalités	1 774	8	(8)	1 774	1 599	8	(7)	1 600
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains ⁽³⁾	20 563	90	(117)	20 536	12 940	14	(106)	12 848
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12 274	30	(21)	12 283	12 278	24	(15)	12 287
Titres adossés à des créances hypothécaires	414	5	(2)	417	315	4	(1)	318
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 662	8	(12)	1 658	1 506	12	(8)	1 510
Titres non garantis par des créances	1 216	9	(81)	1 144	1 137	7	(66)	1 078
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	16 628	52	(94)	16 586	14 171	39	(81)	14 129
Titres de participation	1 572	291	(27)	1 836	1 457	314	(15)	1 756
Titres de substitut de prêt	89	–	(1)	88	95	–	(1)	94
	58 898 \$	499 \$	(365)\$	59 032 \$	48 039 \$	429 \$	(304)\$	48 164 \$

Note 4 Valeurs mobilières (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes				
Gouvernement fédéral	11 430 \$	596 \$	– \$	12 026 \$
Provinces et municipalités	821	22	–	843
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	8 005	15	(105)	7 915
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12 268	33	(3)	12 298
Titres adossés à des créances hypothécaires	120	6	(1)	125
Titres adossés à des actifs				
TGC	905	23	(2)	926
Titres non garantis par des créances	728	8	(93)	643
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	9 700	83	(11)	9 772
Titres de participation	1 424	377	(9)	1 792
Titres de substitut de prêt	120	–	(6)	114
	45 521 \$	1 163 \$	(230)\$	46 454 \$

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 13 237 millions de dollars au 31 janvier 2016 (8 641 millions au 31 octobre 2015; 3 144 millions au 31 janvier 2015), qui sont comptabilisés au coût amorti.
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 317 millions de dollars, à néant, à 2 millions et à 315 millions, respectivement, au 31 janvier 2016 (243 millions, néant, 1 million et 242 millions au 31 octobre 2015; 33 millions, 1 million, néant et 34 millions au 31 janvier 2015).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 31 janvier 2016, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 365 millions de dollars (304 millions au 31 octobre 2015; 230 millions au 31 janvier 2015). La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 31 janvier 2016.

Profits nets et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Profits réalisés	73 \$	62 \$	44 \$
Pertes réalisées	(1)	(14)	(4)
Pertes de valeur	(20)	(14)	(13)
	52 \$	34 \$	27 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas inscrits au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires du compte consolidé intermédiaire résumé de résultat pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, comme suit : profits réalisés de 3 millions de dollars (7 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2015; 1 million pour le trimestre clos le 31 janvier 2015); pertes de valeur liées à nos activités d'assurance de 4 millions de dollars (3 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2015; 1 million pour le trimestre clos le 31 janvier 2015). Il n'y a eu aucune perte réalisée pour les trimestres clos le 31 janvier 2016, le 31 octobre 2015 et le 31 janvier 2015.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, des profits nets de 52 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (34 millions pour le trimestre précédent). Les résultats du trimestre considéré reflètent des profits nets réalisés de 72 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et à certaines créances d'États, de municipalités et d'organismes américains. Les profits nets tiennent également compte des pertes de valeur de 20 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres de substitut de prêt.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 31 janvier 2016.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	28 \$	(10)\$	– \$	(6)\$	12 \$	266 \$
Prêts aux particuliers	530	118	(130)	26	(3)	7	548
Prêts sur cartes de crédit	386	104	(132)	28	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	64	8	(10)	3	(1)	–	64
	1 222	258	(282)	57	(10)	19	1 264
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	805	150	(65)	6	(10)	15	901
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	807	150	(65)	6	(10)	15	903
Prêts dépréciés acquis	–	2	–	–	–	–	2
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 029	410	(347)	63	(20)	34	2 169
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	410 \$	(347)\$	63 \$	(20)\$	34 \$	2 260 \$
Évalués individuellement	252 \$	122 \$	(43)\$	4 \$	(9)\$	14 \$	340 \$
Évalués collectivement	1 868	288	(304)	59	(11)	20	1 920
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	410 \$	(347)\$	63 \$	(20)\$	34 \$	2 260 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2015						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	252 \$	10 \$	(17)\$	2 \$	(6)\$	1 \$	242 \$
Prêts aux particuliers	540	93	(125)	27	(5)	–	530
Prêts sur cartes de crédit	385	94	(123)	29	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	63	7	(8)	2	–	–	64
	1 240	204	(273)	60	(11)	2	1 222
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	836	71	(101)	9	(12)	2	805
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	838	71	(101)	9	(12)	2	807
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 078	275	(374)	69	(23)	4	2 029
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 169 \$	275 \$	(374)\$	69 \$	(23)\$	4 \$	2 120 \$
Évalués individuellement	270 \$	46 \$	(61)\$	5 \$	(9)\$	1 \$	252 \$
Évalués collectivement	1 899	229	(313)	64	(14)	3	1 868
Total de la provision pour pertes sur créances	2 169 \$	275 \$	(374)\$	69 \$	(23)\$	4 \$	2 120 \$

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	240 \$	13 \$	(20)\$	1 \$	(6)\$	20 \$	248 \$
Prêts aux particuliers	535	93	(114)	25	(2)	16	553
Prêts sur cartes de crédit	385	94	(122)	28	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	64	9	(11)	3	–	–	65
	1 224	209	(267)	57	(8)	37	1 252
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	768	62	(48)	7	(9)	23	803
Prêts aux banques (1)	2	(1)	–	1	–	–	2
	770	61	(48)	8	(9)	23	805
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 994	270	(315)	65	(17)	60	2 057
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	270 \$	(315)\$	65 \$	(17)\$	60 \$	2 148 \$
Évalués individuellement	214 \$	35 \$	(27)\$	4 \$	(6)\$	21 \$	241 \$
Évalués collectivement	1 871	235	(288)	61	(11)	39	1 907
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	270 \$	(315)\$	65 \$	(17)\$	60 \$	2 148 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs – Provisions.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2016				31 octobre 2015			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 525 \$	1 441 \$	346 \$	5 312 \$	3 054 \$	1 298 \$	314 \$	4 666 \$
Prêts de gros	1 215	389	2	1 606	417	184	–	601
	4 740 \$	1 830 \$	348 \$	6 918 \$	3 471 \$	1 482 \$	314 \$	5 267 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 306 \$	1 404 \$	326 \$	5 036 \$
Prêts de gros	450	394	–	844
	3 756 \$	1 798 \$	326 \$	5 880 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Prêts de détail (2)	– \$	– \$	– \$
Prêts de gros (2)			
Prêts aux entreprises	1 184	991	744
Prêts aux banques (3)	2	2	2
Prêts dépréciés acquis (4)	636	–	–
Total	1 822 \$	993 \$	746 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux a été de 1,4 milliard de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 (1,0 milliard pour le trimestre clos le 31 octobre 2015; 690 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015).

(2) Exclusion faite des PDA.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) Les PDA comptabilisés pour le trimestre découlent de l'acquisition de City National.

Prêts dépréciés acquis

Les PDA découlant de l'acquisition de City National se composent de prêts de détail, de prêts de gros et de prêts assurés par la FDIC dont les soldes dus en capital correspondaient respectivement à 27 millions, à 73 millions et à 642 millions de dollars, et dont les justes valeurs respectives étaient de 22 millions, de 62 millions et de 596 millions de dollars au 2 novembre 2015 (date d'acquisition).

Le tableau suivant présente le détail de nos PDA :

	Au 31 janvier 2016
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	
City National	
Solde dû en capital (1)	690 \$
Ajustements de la juste valeur relatifs à la qualité du crédit	(74)
Prime (escompte) liée au taux d'intérêt et autres primes (escomptes)	20
Valeur comptable	636 \$
Provision évaluée individuellement	(2)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe (2)	634 \$

(1) Représente le montant contractuel dû, déduction faite des radiations, depuis l'acquisition du prêt.

(2) La valeur comptable ne tient pas compte de l'incidence de l'accord de partage de pertes conclu avec la FDIC.

Prêts assurés par la FDIC

Au 31 janvier 2016, le solde des prêts assurés par la FDIC s'établissait à 576 millions de dollars et était inclus sous la rubrique Prêts, dans le bilan consolidé. Au 31 janvier 2016, les soldes respectifs des actifs compensatoires et des passifs au titre des dispositions de récupération étaient de 25 millions et de 26 millions de dollars.

Note 6 Acquisition et cessions importantes

Acquisition

Gestion de patrimoine

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National. Les activités de City National permettront notre expansion en vue de la réalisation d'une croissance à long terme aux États-Unis. L'acquisition de 100 % des participations avec droit de vote nous donne l'occasion d'améliorer et de compléter nos activités existantes aux États-Unis conformément à nos objectifs stratégiques.

La contrepartie totale de 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US) à la date de la clôture comprend un montant de 2,6 milliards de dollars US en espèces, un nombre de 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC émises au prix de 57,16 \$ US l'action, des actions privilégiées de premier rang (série C-1 et série C-2) de 275 millions de dollars US, d'une juste valeur de 290 millions de dollars US, ainsi qu'une somme de rémunération fondée sur des actions de 156 millions de dollars US, compte tenu de la conversion de 3,8 millions d'options sur actions d'une juste valeur de 112 millions de dollars US selon le modèle de Black et Scholes.

Selon la ventilation du prix d'acquisition, 47,8 milliards de dollars ont été attribués aux actifs, et 44,9 milliards ont été attribués aux passifs à la date d'acquisition. Le goodwill de 2,3 milliards de dollars reflète les synergies attendues du regroupement des établissements de Gestion de patrimoine – États-Unis, la croissance attendue de la plateforme, ainsi que le potentiel de ventes croisées entre les secteurs. On ne s'attend pas à ce que le goodwill soit déductible fiscalement. Le tableau suivant présente la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	
Pourcentage d'actions acquises	100 %
Contrepartie de l'acquisition	7 138 \$
Juste valeur des actifs acquis identifiables	
Trésorerie et montant à recevoir de banques	499 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 779
Valeurs mobilières	
Titres détenus à des fins de transaction	321
Titres disponibles à la vente	7 414
Titres détenus jusqu'à leur échéance	4 723
Prêts (1)	
Prêts de détail	9 595
Prêts de gros	20 553
Autres actifs	1 957
Juste valeur totale des actifs identifiables acquis	47 841 \$
Juste valeur des passifs repris	
Dépôts	
Particuliers	10 481 \$
Entreprises et gouvernements	31 592
Banques	169
Autres passifs	2 687
Juste valeur totale des passifs identifiables repris	44 929 \$
Juste valeur des actifs nets acquis identifiables	2 912 \$
Immobilisations incorporelles (2)	1 880
Goodwill	2 346
Contrepartie totale de l'acquisition	7 138 \$

(1) La juste valeur des prêts reflète une estimation, à la date d'acquisition, des pertes sur créances déjà subies et des pertes attendues à l'avenir, ainsi que les primes ou escomptes par rapport aux taux d'intérêt actuels du marché. Le montant contractuel brut à recevoir se chiffrait à 30,1 milliards de dollars.

(2) Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les dépôts de base et les relations-clients qui sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilité estimée de 10 ans.

Note 6 Acquisition et cessions importantes (suite)

Les estimations des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris peuvent être ajustées de manière rétrospective pour tenir compte des informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient en date de l'acquisition durant la période d'évaluation.

Depuis la date de son acquisition, City National a fait augmenter notre revenu consolidé et notre bénéfice net consolidé de 469 millions et de 53 millions de dollars, respectivement. Tous les résultats d'exploitation sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine, et le goodwill est attribué à l'unité génératrice de trésorerie Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui remplace l'ancien secteur Gestion de patrimoine – États-Unis.

Cessions*Assurances*

Le 21 janvier 2016, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, y compris le traitement des demandes de règlement, la souscription et le développement de produits, à Aviva Canada Inc. Nous avons aussi signé une entente de distribution exclusive de 15 ans en vue de commercialiser et de vendre une gamme complète de produits d'assurance dommages à nos clients existants et à de nouveaux clients. La conclusion de la transaction est attendue au troisième trimestre, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris la réception des autorisations réglementaires nécessaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs inclus dans le groupe destiné à être cédé ont été classés comme détenus en vue de la vente. Ils ont été évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs.

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres classées comme détenues en vue de la vente et incluses dans le groupe destiné à être cédé :

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2016
Actif	
Valeurs mobilières	1 295 \$
Autres actifs	407
Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres actifs	1 702 \$
Passif	
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	986 \$
Autres passifs	423
Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres passifs	1 409 \$
Total des autres composantes des capitaux propres du groupe destiné à être cédé	5 \$

Gestion de patrimoine

Le 4 novembre 2015, nous avons conclu une entente définitive visant la vente de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Group Limited. La conclusion de la transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris la réception des autorisations réglementaires nécessaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs inclus dans le groupe destiné à être cédé ont été classés comme détenus en vue de la vente. Ils ont été évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs.

Les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres incluses dans le groupe destiné à être cédé ne sont pas importantes.

Note 7 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2016				31 octobre 2015			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	135 875 \$	28 414 \$	74 901 \$	239 190 \$	128 101 \$	19 758 \$	72 707 \$	220 566 \$
Entreprises et gouvernements	201 127	16 385	292 719	510 231	175 931	6 854	272 793	455 578
Banques	8 344	25	11 778	20 147	7 711	23	13 349	21 083
	345 346 \$	44 824 \$	379 398 \$	769 568 \$	311 743 \$	26 635 \$	358 849 \$	697 227 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	71 789 \$	3 839 \$	– \$	75 628 \$	70 286 \$	3 754 \$	– \$	74 040 \$
États-Unis	28 521	43	–	28 564	1 158	31	–	1 189
Europe (5)	1 569	–	–	1 569	1 172	–	–	1 172
Autres pays	7 272	6	–	7 278	6 706	6	–	6 712
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	194 530	14 250	280 016	488 796	192 736	13 529	269 395	475 660
États-Unis	4 576	22 103	72 056	98 735	4 177	4 966	67 710	76 853
Europe (5)	33 475	655	17 512	51 642	31 554	606	12 270	44 430
Autres pays	3 614	3 928	9 814	17 356	3 954	3 743	9 474	17 171
	345 346 \$	44 824 \$	379 398 \$	769 568 \$	311 743 \$	26 635 \$	358 849 \$	697 227 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	123 816 \$	18 723 \$	73 697 \$	216 236 \$
Entreprises et gouvernements	164 518	4 089	248 477	417 084
Banques	6 250	16	15 121	21 387
	294 584 \$	22 828 \$	337 295 \$	654 707 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)				
Canada	65 010 \$	3 603 \$	– \$	68 613 \$
États-Unis	1 704	9	–	1 713
Europe (5)	3 403	2	–	3 405
Autres pays	6 320	176	–	6 496
Dépôts productifs d'intérêts (4)				
Canada	181 657	11 317	253 820	446 794
États-Unis	3 917	2 996	61 908	68 821
Europe (5)	28 621	467	13 270	42 358
Autres pays	3 952	4 258	8 297	16 507
	294 584 \$	22 828 \$	337 295 \$	654 707 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 janvier 2016, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 187 milliards de dollars (182 milliards au 31 octobre 2015; 154 milliards au 31 janvier 2015).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2016, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient à 295 milliards de dollars, 17 milliards, 36 milliards, respectivement (235 milliards, 13 milliards, 32 milliards et 28 milliards au 31 octobre 2015; 216 milliards, 12 milliards, 23 milliards et 26 milliards au 31 janvier 2015).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Moins de 1 an :			
Moins de 3 mois	88 937 \$	78 735 \$	76 509 \$
De 3 à 6 mois	52 817	49 900	32 707
De 6 à 12 mois	69 101	61 096	64 577
De 1 an à 2 ans	38 277	43 674	56 098
De 2 à 3 ans	42 652	39 809	28 744
De 3 à 4 ans	24 393	26 792	29 804
De 4 à 5 ans	35 401	30 184	23 659
Plus de 5 ans	27 820	28 659	25 197
	379 398 \$	358 849 \$	337 295 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	345 000 \$	331 000 \$	303 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Coûts des services rendus	78 \$	86 \$	87 \$	9 \$	8 \$	9 \$
Coûts des services passés	–	(14)	–	–	–	–
Frais d'intérêt, montant net	(1)	7	8	18	19	18
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	–	4	(2)	1
Frais administratifs	3	3	3	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	80 \$	82 \$	98 \$	31 \$	25 \$	28 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	52	33	45	–	–	–
	132 \$	115 \$	143 \$	31 \$	25 \$	28 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite à prestations définies			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
(Gains) pertes actuariels :						
Modifications des hypothèses démographiques	– \$	(1) \$	– \$	– \$	(174) \$	– \$
Modifications des hypothèses financières	358	(731)	1 197	61	(104)	154
Ajustements liés à l'expérience	–	(9)	2	(1)	(25)	(4)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	188	435	(686)	–	(9)	–
	546 \$	(306) \$	513 \$	60 \$	(312) \$	150 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 27 janvier 2016, nous avons émis des débetures subordonnées pour 1,5 milliard de dollars US (2,1 milliards de dollars). Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,65 % par année jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2026. Les billets sont assortis de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin qu'ils soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie.

Le 20 janvier 2016, nous avons émis des débetures subordonnées pour 1,5 milliard de dollars. Les billets portent intérêt au taux fixe de 3,31 % par année jusqu'au 20 janvier 2021 et, par la suite, ils porteront intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,35 % jusqu'à leur échéance le 20 janvier 2026. Les billets sont assortis de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin qu'ils soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie.

Le 2 novembre 2015, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 3,18 % échéant le 2 novembre 2020 en circulation, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Actions privilégiées

Le 16 décembre 2015, nous avons émis 27 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BK (les actions de série BK) et, le 31 décembre 2015, nous avons émis un nombre supplémentaire de 2 millions d'actions de série BK, à la suite de l'exercice intégral par les preneurs fermes de leur option d'acheter un nombre supplémentaire d'actions de série BK, pour un produit brut total de 725 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 mai 2021, les actions de série BK donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, au taux annuel de 5,5 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 4,53 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BL, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 4,53 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions de série BK en tout ou en partie au prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et à la même date tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Dans le cadre de l'acquisition de City National le 2 novembre 2015, nous avons émis 175 000 actions privilégiées perpétuelles de premier rang à dividende non cumulatif, série C-1 (les actions de série C-1) et 100 000 actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif à taux fixe/taux variable, série C-2 (les actions de série C-2) d'une juste valeur totale de 290 millions de dollars US (380 millions de dollars), à l'annulation de la totalité des actions privilégiées en circulation de City National. Les actions de série C1 sont assorties de dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux de 5,50 % par année. Nous pouvons racheter les actions de série C-1 en tout ou en partie au prix de 1 000 \$ US l'action à une date de paiement de dividende survenant à compter du 13 novembre 2017. Pendant la période initiale de huit ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 7 novembre 2023, les actions de série C-2 sont assorties de dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux de 6,75 % par année. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée de manière à correspondre au LIBOR à trois mois majoré de 4,052 %. Nous pouvons racheter les actions de série C-2 en tout ou en partie au prix de 1 000 \$ US l'action à une date de paiement de dividende survenant à compter de la date de rachat la plus rapprochée. Les actions de série C-1 et de série C-2 ne sont pas admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2015, Fiducie de capital RBC, une fiducie d'investissement à capital fixe établie par RBC, a racheté tous les titres de fiducie de capital de série 2015 émis et en circulation, d'un montant de capital de 1,2 milliard de dollars, contre un montant en espèces équivalant à un prix de rachat de 1 000 \$ le titre.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 janvier 2016		le 31 octobre 2015		le 31 janvier 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	1 589	86 \$	231	12 \$	359	20 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	41 619	3 115	–	–	–	–
	43 208	3 201 \$	231	12 \$	359	20 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2016, 31 octobre 2015 et 31 janvier 2015, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

Note 10 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2016	le 31 octobre 2015	le 31 janvier 2015
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	2 447 \$	2 593 \$	2 456 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(60)	(54)	(40)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(21)	(24)	(22)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 366	2 515	2 394
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 486 560	1 443 992	1 442 591
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 366 \$	2 515 \$	2 394 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4	4
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 370	2 519	2 398
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 486 560	1 443 992	1 442 591
Options sur actions ⁽¹⁾	3 384	2 075	2 839
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	718	–	–
Actions échangeables ⁽²⁾	4 373	4 338	3 989
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 495 035	1 450 405	1 449 419
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,58 \$	1,74 \$	1,65 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, un nombre moyen d'options en cours de 2 096 192 ayant un prix d'exercice moyen de 77,21 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action; pour le trimestre clos le 31 octobre 2015, une moyenne de 799 372 options en cours au prix d'exercice moyen de 78,59 \$ avait été exclue du calcul du bénéfice dilué par action; pour le trimestre clos le 31 janvier 2015, aucune option en cours n'avait été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

Note 11 Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures

Note 11 Litiges (suite)

et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires importantes comprennent toutes les affaires présentées à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015, mises à jour ci-dessous :

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Limited (RBC Bahamas) de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale dans le cadre d'actions entreprises par rapport à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit à titre de fiduciaire. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a l'intention de contester l'accusation devant le tribunal français. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de cette procédure. La direction estime toutefois que son règlement final n'aura pas d'incidence significative sur notre situation financière consolidée, même s'il pourrait en avoir une sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle il sera conclu. Le 6 janvier 2016, nous avons été informés que le procès, qui avait débuté le 4 janvier 2016, a été mis en suspens pour une période indéterminée.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 572 \$	469 \$	– \$	226 \$	1 062 \$	(133) \$	4 196 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 111	1 618	1 159	324	918	33	5 163
Total des revenus	3 683	2 087	1 159	550	1 980	(100)	9 359
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	5	–	–	120	1	410
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	829	–	–	–	829
Frais autres que d'intérêt	1 676	1 678	160	361	1 075	10	4 960
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 723	404	170	189	785	(111)	3 160
Charge (économie) d'impôt	433	101	39	46	215	(121)	713
Bénéfice net	1 290 \$	303 \$	131 \$	143 \$	570 \$	10 \$	2 447 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	82 \$	106 \$	4 \$	13 \$	7 \$	174 \$	386 \$
Provisions pour restructuration	–	8	–	–	–	–	8
Total de l'actif	401 718 \$	82 680 \$	14 423 \$	148 867 \$	526 650 \$	26 014 \$	1 200 352 \$
Total du passif	401 769 \$	82 702 \$	14 448 \$	148 824 \$	526 523 \$	(43 802) \$	1 130 464 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2015						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 569 \$	118 \$	– \$	220 \$	1 098 \$	(205) \$	3 800 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 080	1 535	717	228	639	20	4 219
Total des revenus	3 649	1 653	717	448	1 737	(185)	8 019
Dotation à la provision pour pertes sur créances	240	1	–	–	36	(2)	275
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	292	–	–	–	292
Frais autres que d'intérêt	1 717	1 317	158	342	1 072	41	4 647
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 692	335	267	106	629	(224)	2 805
Charge (économie) d'impôt	422	80	42	18	74	(424)	212
Bénéfice net	1 270 \$	255 \$	225 \$	88 \$	555 \$	200 \$	2 593 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	84 \$	39 \$	4 \$	13 \$	7 \$	172 \$	319 \$
Provisions pour restructuration	–	24	–	–	–	–	24
Total de l'actif	397 132 \$	26 891 \$	14 139 \$	132 294 \$	478 289 \$	25 463 \$	1 074 208 \$
Total du passif	397 157 \$	26 906 \$	14 160 \$	132 275 \$	478 291 \$	(38 525) \$	1 010 264 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 493 \$	124 \$	– \$	196 \$	916 \$	(98) \$	3 631 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 542	1 892	310	1 117	79	6 013
Total des revenus	3 566	1 666	1 892	506	2 033	(19)	9 644
Dotation à la provision pour pertes sur créances	252	13	–	(1)	5	1	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 522	–	–	–	1 522
Frais autres que d'intérêt	1 628	1 333	146	316	1 157	40	4 620
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 686	320	224	191	871	(60)	3 232
Charge (économie) d'impôt	431	90	39	49	277	(110)	776
Bénéfice net	1 255 \$	230 \$	185 \$	142 \$	594 \$	50 \$	2 456 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	86 \$	38 \$	4 \$	14 \$	8 \$	151 \$	301 \$
Provisions pour restructuration	–	37	–	–	–	–	37
Total de l'actif	381 106 \$	30 435 \$	13 778 \$	130 163 \$	507 356 \$	23 857 \$	1 086 695 \$
Total du passif	381 101 \$	30 377 \$	13 824 \$	130 092 \$	507 173 \$	(33 293) \$	1 029 274 \$

(1) Au premier trimestre de 2016, nous avons modifié la structure organisationnelle de nos établissements de gestion de patrimoine, ce qui a donné naissance à un nouveau secteur d'exploitation, soit Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui représente les anciens établissements de Gestion de patrimoine aux États-Unis et de City National. Ce nouveau secteur d'exploitation s'ajoute à nos autres établissements de gestion de patrimoine pour former un seul secteur à présenter, car tous ces établissements ont des produits, cadres réglementaires, procédés, clients et réseaux de distribution comparables et ils présentent des caractéristiques économiques semblables (la marge avant impôt, par exemple).

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(4) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Note 13 Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital fondé sur les risques et le levier visant les institutions de dépôt au Canada. Au premier trimestre de 2016, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au		
	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 janvier 2015
Capital ⁽¹⁾			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	45 672 \$	43 715 \$	38 902 \$
Capital de première catégorie	51 992	50 541	44 917
Capital total	61 752	58 004	52 953
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital ^{(1), (2)}			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	459 929	411 756	405 307
Ratio du capital de première catégorie	461 286	412 941	406 722
Ratio du capital total	462 449	413 957	407 934
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du capital total ⁽¹⁾			
Risque de crédit	372 125	323 870	314 163
Risque de marché	37 232	39 786	45 623
Risque opérationnel	53 092	50 301	48 148
	462 449 \$	413 957 \$	407 934 \$
Ratios de capital, ratios de levier et coefficients ⁽¹⁾			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,9 %	10,6 %	9,6 %
Ratio du capital de première catégorie	11,3 %	12,2 %	11,0 %
Ratio du capital total	13,4 %	14,0 %	13,0 %
Ratio de levier	4,0 %	4,3 %	3,8 %
Exposition du ratio de levier	1 289 \$	1 170 \$	1 179 \$

- (1) Le capital, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.
- (2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul des actifs pondérés en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, les actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total seront assujettis chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.

Note 14 Événements postérieurs à la date du bilan

Le 23 février 2016, nous avons annoncé les résultats de l'offre publique de rachat au comptant des actions représentatives d'actions étrangères émises et en circulation, chacune représentant un quarantième de droit d'une action de série C-1 (les « actions représentatives d'actions étrangères de série C-1 »), et des actions représentatives d'actions étrangères émises et en circulation, chacune représentant un quarantième de droit d'une action de série C-2 (les « actions représentatives d'actions étrangères de série C-2 »). Un nombre de 3 717 969 actions représentatives d'actions étrangères de série C-1 et un nombre de 3 184 562 actions représentatives d'actions étrangères de série C-2 ont été dûment présentées et acceptées. L'offre devrait être réglée le 24 février 2016 pour une contrepartie totale, y compris les dividendes accumulés, 193 millions de dollars US.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars

P.O. Box 82,
The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto, à l'exception des séries C-1 et C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de séries C-1 et C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de consulter le site Web suivant : rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans

toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2016

Premier trimestre	24 février
Deuxième trimestre	26 mai
Troisième trimestre	24 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Assemblée annuelle de 2016

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le mercredi 6 avril 2016 à 9 h 30 (heure avancée de l'Est) à l'auditorium du Centre Mont-Royal situé au 2200, rue Mansfield, à Montréal, au Québec, Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2016

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BJ	22 janvier 21 avril 22 juillet 24 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BK	21 avril 22 juillet 24 octobre	25 avril 26 juillet 26 octobre	24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-1 (en dollars US)	3 février 29 avril 3 août 2 novembre	5 février 3 mai 5 août 4 novembre	16 février 13 mai 15 août 14 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (en dollars US)	27 janvier 27 avril 27 juillet 26 octobre	29 janvier 29 avril 29 juillet 28 octobre	8 février 9 mai 8 août 7 novembre

Gouvernance

Un sommaire des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE est présenté sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC Assurances et RBC TruCS lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.